

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LÉGISLATION

DES

BOUILLEURS DE CRU

LEURS EFFORTS DEPUIS LA LOI DU 31 MARS 1903
POUR AMÉLIORER LEUR SITUATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 14 Décembre 1907, à 1 heure du soir

PAR

GEORGES BRISSON

RÉDACTEUR A L'ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.
Suffragants : MM. TRUCHY, professeur-adjoint.
WAHL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LÉGISLATION

DES

BOUILLEURS DE CRU

LEURS EFFORTS DEPUIS LA LOI DU 31 MARS 1903
POUR AMÉLIORER LEUR SITUATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 14 Décembre 1907, à 1 heure du soir

PAR

GEORGES BRISSON

RÉDACTEUR A L'ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.
Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur-adjoint.*
WAHL, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVERTISSEMENT

Au moment où nous terminions cette étude sur la législation des bouilleurs de cru, nous n'avions point, certes, la prétention de décrire une situation à laquelle il ne fût plus possible d'apporter des améliorations ; nous les sentions tellement probables, au contraire, que nous avons pris soin de dater la dernière page de notre manuscrit, désirant montrer par là que si, à l'époque précise où nous nous arrêtons, la réglementation des bouilleurs de cru était telle que nous la présentions, elle était pourtant susceptible d'être encore remaniée.

Mais nous ne pouvions nous attendre au rétablissement du privilège, dont la loi du 27 février 1906 nous fit la vive surprise. Ce véritable coup de théâtre ne bouleversait pas seulement notre thèse, il l'anéantissait. A peine imprimée, elle était déjà vieille, et rien de ce que nous avions décrit n'existait plus. Notre titre même, « Les bouilleurs de cru d'après la législation *actuelle* », devenait inexact.

Nous avons alors pensé, quelles qu'en soient pour

nous les conséquences matérielles, qu'il était indispensable de modifier ce titre, et d'ajouter à la fin de notre travail un Supplément destiné à le remettre au point.

Pourtant, et malgré tout le grand désir que nous aurions eu d'éviter ce défaut, nous ne pouvons nous dissimuler que la forme de cette étude laissera encore à désirer, pour les raisons mêmes que nous venons de donner ; le lecteur pourra être choqué par certaines phrases qui étaient toutes naturelles en septembre 1905 et qui apparaissent maintenant comme des anachronismes ; le mot « actuel » notamment reviendra plusieurs fois. Il aurait donc fallu une réimpression totale ! Nous n'avons pas eu le courage de nous y décider.

Malgré ses imperfections de fond et de forme, nous croyons encore que cet exposé de ce que fut la législation des bouilleurs de cru jusqu'au 1^{er} mars 1906 n'est pas dénué de tout intérêt. D'ailleurs, certains articles de la loi du 31 mars 1903, repris dans la loi de finances de 1906, sont encore en vigueur. Mais ce qu'on peut dire surtout, c'est que cette réglementation, qui est à l'ordre du jour depuis un siècle bien-tôt, est bien loin d'en être rayée. N'oublions pas que le privilège avait déjà été rétabli une première fois, en 1875. La nécessité de ressources nouvelles et le besoin d'égalité devant l'impôt finiront bien par avoir raison de la ténacité des intérêts privés, et

nous ne désespérons pas de voir renaître un jour le
régime de la réglementation.

Paris, 1^{er} novembre 1907.

AVANT-PROPOS

Les bouilleurs de cru, dont le privilège paraît être aussi ancien dans notre pays que l'impôt sur l'alcool, ont vu leur condition souvent modifiée depuis leur naissance. Leur existence dans ces dernières années a été particulièrement mouvementée, et la loi du 29 décembre 1900, qui apportait à leur situation antérieure une première et profonde atteinte, devait être suivie de la loi du 31 mars 1903. Celle-ci leur porta le dernier coup.

Ceux qui ont survécu ont été tellement gênés par les entraves de cette législation que beaucoup d'entre eux ont renoncé à bouillir ; les autres, résignés à des mesures vexatoires, ont distillé leur récolte une fois sur deux, partagés entre le besoin de la convertir en eau-de-vie et le désir d'échapper aux inquisitions du fisc.

Ce résultat de la loi de finances de 1903 n'a pas tardé à avoir sa répercussion fâcheuse dans la production des spiritueux, et sans les améliorations

qui ont été apportées à cette législation, l'époque n'était pas lointaine où les contrées, dont les produits et sous-produits de la vigne font la richesse, allaient devoir renoncer à leurs vignobles reconstitués au prix de tant de peine, de persévérance, de sacrifices, et souvent, il faut bien le dire, de déceptions.

A l'heure actuelle, et depuis plusieurs années déjà, la production viticole subit une crise : l'insuffisance des débouchés et la surproduction ont amené l'avitilissement des prix de vente, et le prix de revient est loin d'être aussi bas qu'avant la crise phylloxérique. Il ne faut pas qu'à ces obstacles naturels vienne s'ajouter un obstacle provoqué par la loi, il ne faut pas que le producteur soit entravé, dans son désir de distiller, par des formalités trop nombreuses et trop gênantes (1). Si « la distillation, comme l'a dit le rapporteur général de la Commission des boissons, est l'exutoire nécessaire de la production viticole » (2), l'Etat doit la favoriser, ou

1. Nous voulons faire dès maintenant notre profession de foi. Nous ne sommes pas un adversaire irréductible de la réglementation. Il y a eu de la fraude, et le Trésor, devant les moins-values accusées, avait lieu d'être justement inquiet. Ce que nous désirons ardemment, c'est que le petit paysan, si jaloux de sa liberté, ne subisse pas de vexations de la part de la régie, puisse distiller avec un minimum de formalités. Nous ne voulons pas que le récoltant soit un étranger dans sa propre maison.

2. Rapport général fait au nom de la Commission des bois-

tout au moins s'abstenir, et ne demander que les formalités strictement nécessaires à la sauvegarde des intérêts du Trésor.

Car cette question des bouilleurs de cru, qui a tant fait couler d'encre, est en effet avant tout une question fiscale. C'est lorsque le Trésor a besoin d'argent qu'on pense aux bouilleurs de cru. Sans doute, ces demandes de taxations nouvelles ou plus élevées sont-elles protégées par le grand principe d'égalité devant l'impôt ; mais, selon nous, cette égalité n'est pas le but principal qu'on poursuit en réglementant le privilège des bouilleurs de cru (1) ; cette justice laisse les foules indifférentes, elle n'est pas de celles dont la violation remue les masses, les bouilleurs de cru seuls se cramponnent à leur privilège. Voilà pourquoi cette question des bouilleurs

sons sur le régime des spiritueux, par Octave Lauraine, député de la Charente-Inférieure, p. 73.

1, Nous ne voulons pas dire, bien entendu, qu'en matière d'impôt le principe d'égalité ne soit pas d'un intérêt primordial ; nous constatons simplement que dans la question qui nous occupe, c'est le fisc qui triomphe, et que si le privilège est une source d'inégalité devant l'impôt, ceux-là même qui sembleraient devoir en souffrir, les voisins du privilégié, ne pensent même pas à la dénoncer. Ils ne la sentent pas. Il faut bien croire qu'elle n'est pas aussi criante que veulent bien le dire les adversaires des bouilleurs de cru.

Ce n'est donc pas dans ce besoin d'égalité devant l'impôt qu'il faut rechercher l'origine de la réglementation, c'est dans le besoin d'argent.

de cru est avant tout et surtout une question fiscale.

Est-elle une question hygiénique ? Peut-être. Et quelque paradoxal que paraisse ce doute, nous resterions probablement sceptique sur les méfaits des eaux-de-vie de bouilleurs de cru, peut-être même pousserions-nous le paradoxe jusqu'à les considérer comme bienfaisantes dans une certaine mesure (1), si le plan que nous nous sommes tracé nous laissait ce loisir. D'ailleurs cette question relève de l'hygiène et non du droit.

Quoiqu'il en soit, économique, fiscale, cette question des bouilleurs de cru mérite à plus d'un titre de retenir l'attention. Elle est très importante car elle concerne encore des milliers de producteurs ;

1. Le Dr Paul Cazeneuve, député, le distingué professeur de chimie organique et de toxicologie à la Faculté de médecine de Lyon, s'exprime ainsi :

« Consommées à doses modérées, non seulement les eaux-de-vie de vin ne sont pas nuisibles, mais elles rendent des services à notre organisme dans notre alimentation courante ; c'est-à-dire qu'au point de vue thérapeutique, elles peuvent jouer un rôle très utile que le médecin praticien est appelé à apprécier. Les excellentes eaux-de-vie des Charentes en particulier, prises à doses modérées, ne peuvent être répudiées par les hygiénistes de bon sens. »

Ce témoignage de Dr Cazeneuve, qui nous est tombé sous les yeux, pourrait être accompagné de beaucoup d'autres, peut-être plus retentissants encore, que nous considérons superflu d'énumérer ici. Le rapport général de M. Lauraine contient sur ce sujet des pages pleines d'intérêt, p. 42 et suiv.

elle est intéressante car elle est toute d'actualité, et la tribune française retentit encore des débats mémorables dont elle a fait récemment l'objet.

Pour nous, originaire d'un département bouilleur et bouilleur nous-même, nous mettrons un attachement tout spécial à étudier en détail, dans une première partie, la législation qui fixe actuellement la situation des bouilleurs de cru ; nous rechercherons ensuite, épars dans des propositions de loi nombreuses, dans de multiples amendements, leurs efforts depuis 1903 pour améliorer cette législation formaliste à l'excès.

QUI EST « BOUILLEUR DE CRU » ?

Ce qu'on entend par « privilège des bouilleurs de cru ».

Qui est « bouilleur de cru » ? — La loi qualifie bouilleurs de cru « les propriétaires ou fermiers qui distillent ou font distiller exclusivement les vins, cidres, marcs et lies, cerises et prunes provenant de leur récolte » (1).

La loi dit : les « propriétaires ou fermiers » ; *stricto sensu* donc, lorsque le propriétaire d'un domaine sera bouilleur de cru, le fermier de ce même domaine ne pourra pas l'être. Mais une interprétation large a été donnée à ces expressions de la loi et l'on a admis que dans certains cas le propriétaire et le fermier pouvaient, pour un même domaine, être l'un et l'autre bouilleur de cru.

Ainsi, en cas de métayage ou bail à colonat partiaire, la solution dépend des conventions passées.

Si le propriétaire dirige l'exploitation, les colons

1. L. des 20 juillet 1837, art. 8; 10 août 1839, art. 15; 14 décembre 1875, art. unique.

étant alors de simples ouvriers dont le salaire est réglé en nature, au lieu de l'être en argent, le propriétaire est seul bouilleur de cru.

Si, au contraire, le propriétaire se désintéresse de l'exploitation et n'intervient que pour recevoir son fermage en nature, les colons seuls sont bouilleurs de cru.

Enfin, dans le cas le plus fréquent, lorsque le propriétaire et le métayer interviennent tous deux dans l'exploitation, le premier contribuant aux dépenses, par exemple en fournissant une partie des engrais, les échalas, le sulfate de cuivre, le second en couvrant le surplus des frais et fournissant son temps et ses instruments de travail, tous deux sont bouilleurs de cru.

Au contraire, en cas de bail à ferme, le fermier étant par définition toujours seul à avoir la jouissance du domaine est seul bouilleur de cru ; le propriétaire n'a aucun droit au privilège.

En second lieu, l'énumération de la loi est limitative ; la loi dit : « les propriétaires ou fermiers qui distillent ou font distiller exclusivement les vins, cidres, marcs et lies, cerises et prunes... ». Ne sont donc pas bouilleurs de cru ceux qui mettent en œuvre toutes matières autres que celles ci-dessus énumérées (betteraves, miel, pêches, mûres, etc.).

Pourtant, les poirés sont compris dans la dénomination générique des cidres, et l'administration

admet d'autre part que les pommes et les poires soient distillées au même titre que les cidres et poirés. Enfin, une extension a été admise en faveur des bouilleurs de prunelles par l'article 21 de la loi du 31 mars 1903.

Il faut en troisième lieu que les « cidres, vins, etc. » proviennent de la récolte » des propriétaires ou fermiers. Et voici quelles sont les conséquences de ces termes de loi :

Ne sont pas bouilleurs de cru :

1° Les récoltants qui, ayant des exploitations distinctes, mélangent leurs produits pour les distiller en commun.

Ces récoltants, dit l'administration, mélangent leur récolte : ils n'auront donc pas après la distillation une eau-de-vie provenant exclusivement de leur propre récolte, cette eau-de-vie proviendra du mélange. Nous croyons que l'administration pourrait renoncer à cette subtilité sans éprouver un grand dommage.

2° Les récoltants qui ajoutent aux produits de leur récolte des substances de nature à en augmenter le rendement en alcool : par exemple, les bouilleurs de vins sucrés en première et deuxième cuvée.

Il résulte de ces explications qu'un propriétaire ou fermier qui mettra en œuvre les matières énumérées dans la loi (vins, cidres, marcs et lies, cerises

et prunes) ne sera pas bouilleur de cru si ces matières ne proviennent pas de sa récolte.

Par contre, un propriétaire ou fermier mettant en œuvre des matières provenant de sa récolte ne sera pas non plus considéré comme bouilleur de cru si ces produits ne sont pas ceux qu'énumère la loi ; dans cette catégorie rentreront les betteraves, le miel, les pêches, les mûres, etc.

Enfin, nous terminons ces explications sur la définition du bouilleur de cru en relevant celle que nous voyons dans l'ouvrage d'un de nos devanciers et que nous trouvons inexacte.

« Le bouilleur de cru, dit-on, est celui qui distille (pour son usage personnel) les produits de sa récolte » (1).

Pourquoi « pour son usage personnel » ? Nous ne trouvons rien dans la définition que nous avons donnée (et qui est celle de la loi) qui puisse justifier une aussi grave restriction, même en admettant (ce qui aurait besoin d'être dit explicitement) que par « usage personnel » on veuille entendre l'usage familial. Sans doute, il y a des bouilleurs de cru qui distillent une petite quantité de vin, ou de cidre, ou de cerises, etc., uniquement pour leur usage personnel, parce qu'ils tiennent à consommer des produits de leur récolte, dont ils connaissent la qualité,

1. Jaudon. Thèse (1903): *De la condition des bouilleurs de cru*, p. 1.

dont ils ont amoureusement surveillé et soigné la distillation ; mais à côté de cette catégorie relativement peu nombreuse de bouilleurs de cru, combien d'autres qui, n'étant pas pressés de vendre, brûleront leur récolte en entier ou en partie, soit parce qu'elle est très abondante et que les prix avilis ne sont pas rémunérateurs, soit parce que, s'il s'agit d'un vigneron, son vin ne peut se livrer à la consommation pour telle ou telle raison, soit parce que l'achat de fûts nouveaux ne serait pas couvert par le prix de vente, soit pour bien d'autres raisons. Ces bouilleurs vendront au bout de quelques années seulement leur récolte transformée et bonifiée. Et pourtant ce sont bien des bouilleurs de cru, et de beaucoup le plus grand nombre parmi eux. On ne s'explique pas alors cette définition d'après laquelle « le bouilleur de cru est celui qui distille, pour son usage personnel, les produits de sa récolte ».

Ce qu'on entend par « privilège des bouilleurs de cru ».
— Le propriétaire ou fermier, en transformant sa récolte, use-t-il d'un droit ou jouit-il d'un privilège ?

Il jouit d'un droit, dit-on.

Je récolte des pommes, je les transforme en cidre, je distille ce cidre et j'en fais de l'eau-de-vie ; je récolte des raisins, j'en fais du vin, et de ce vin je fais de l'eau-de-vie ; pourquoi n'en aurais-je pas le droit ? pourquoi devrais-je m'arrêter à une certaine

période de la transformation de ma récolte, et pourrais-je faire du cidre avec mes pommes alors qu'on me défendrait de faire de l'eau-de-vie avec mon cidre ? Est-ce que lorsque je récolte du blé, lorsque je l'ai battu, je n'ai pas le droit de le moudre ? et de le transformer encore en en faisant du pain ? Est-ce que je jouis d'un privilège en ce faisant ? Evidemment non. Mais alors, où est la différence ?

M. Léon Say la donne : « Il y a, dit-il, entre l'eau-de-vie d'une part, et le pain et la viande d'autre part, cette différence que l'eau-de-vie est assujettie à un droit de consommation tandis que le pain et la viande en sont exempts » (1).

Pour justifier le privilège accordé en France aux bouilleurs de cru, on prétend que le régime dont ils bénéficient trouve son principe et son fondement dans un droit intangible de propriété.

Mais faut-il donc, pour être réellement propriétaire d'une chose l'avoir cultivée et récoltée soi-même ? Est-ce que celui qui achète une barrique de vin n'en est pas le propriétaire au même titre que celui qui l'a récoltée ; il n'y a plus un récoltant et un acheteur : il n'y a que deux propriétaires.

Le droit de propriété ne diffère pas quant à sa nature, selon que la chose qui en est l'objet est

1. Léon Say. Rapport à la Commission extraparlamentaire de l'alcool, 1888.

récoltée ou achetée par celui qui est titulaire de ce droit. Les circonstances dans lesquelles il est acquit diffèrent, mais ce droit est le même dans l'un et l'autre cas, et si le récoltant peut faire ce que l'acheteur ne peut pas faire, c'est à bon droit qu'on dit qu'il jouit d'un privilège.

L'acheteur ne peut-il donc pas distiller son vin, ses pommes, ses prunes ? Si, il peut le faire ; mais la loi le considérera comme bouilleur de profession, or il n'est pas indifférent d'être considéré comme bouilleur de profession ou comme bouilleur de cru.

Nous exposerons d'une façon succincte un peu plus loin, à la suite d'un court historique des bouilleurs de cru, le système administratif organisé pour surveiller la production de l'alcool et assurer la perception du droit de consommation, mais nous pouvons dire dès maintenant qu'au point de vue fiscal, les producteurs d'alcool sont rangés en deux grandes classes : les bouilleurs de profession et les bouilleurs de cru.

Les premiers sont tous les distillateurs dont la production, soumise à une surveillance organisée de l'administration des contributions indirectes, est prise en charge et suivie jusqu'à acquittement de l'impôt.

Les seconds, au contraire, sont ceux dont la fabrication, à condition de répondre aux exigences

prévues par la loi, n'est pas prise en charge et n'est soumise à l'impôt qu'en cas de circulation (1).

Dès lors, ne voit-on pas quel grand intérêt il y a à être bouilleur de cru ? Alors que les bouilleurs de profession se voient soumis aux formalités nombreuses du règlement d'administration publique du 18 septembre 1879, connu dans la pratique sous le nom de règlement A ; du 19 septembre 1879 (*A bis*) ; du règlement du 15 avril 1881, dit règlement B, les bouilleurs de cru, même depuis la loi de 1903, jouissent d'un régime plus doux ; et ce régime de faveur relative dont ils bénéficient constitue bien un privilège.

Le privilège du bouilleur consiste aussi dans la possibilité de consommer sa récolte, totale ou partielle.

Pourquoi y a-t-il privilège ici ? parce qu'il y a un impôt sur l'alcool et que le bouilleur de cru en consommant son eau-de-vie ne le paie pas, alors que son voisin non bouilleur le paie. Voilà bien l'inégalité devant l'impôt dont nous parlions dans notre avant-propos. Elle est flagrante (2).

1. Cette définition s'applique entièrement aux bouilleurs de cru de l'art. 21 de la loi du 31 mars 1903. — Pour les bouilleurs de cru autres que ceux désignés dans cet article elle ne serait qu'en partie exacte, car le produit de leur fabrication donne lieu à une prise en charge.

2. Mais bien excusable ; le législateur a longtemps répugné à admettre les inquisitions multiples et révoltantes qui sont

Le privilège des bouilleurs de cru consiste donc :

1° Dans le fait de distiller sa récolte en jouissant d'un régime de faveur, moins dur que celui des bouilleurs de profession ;

2° Dans la consommation, sans paiements de droits, de l'alcool provenant de la distillation de sa récolte, tant qu'il n'y a pas déplacement de cet alcool.

nécessaires au fisc pour lui permettre d'empêcher la fuite de l'impôt.

PREMIÈRE PARTIE

LES BOUILLEURS DE CRU D'APRÈS LA LÉGISLATION ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE SOMMAIRE DU RÉGIME DES BOUILLEURS DE CRU

Nous avons pensé que nous ne pouvions entrer à brûle-pourpoint *in medias res*, étudier en détail la législation qui nous occupe principalement, sans exposer brièvement ce qu'elle fut jusqu'à nos jours.

Ces quelques lignes sont destinées, sinon à éclairer ce qui suivra, du moins à en faciliter la compréhension.

La première taxe établie sur l'alcool, considéré longtemps comme un simple médicament, semble

être le droit de détail établi par l'arrêté du Conseil du roi du 21 mai 1659 sur « l'eau-de-vie vendue en détail dans les provinces où les aides avaient cours ». Cela ne donna, du reste, qu'un produit insignifiant et ce fut seulement au XVIII^e siècle que cette matière devint assez importante pour faire l'objet de la sollicitude du fisc. En 1717 et en 1718, divers édits soumirent pour la première fois les distillateurs à l'obligation d'une déclaration préalable et à la surveillance de l'administration ; il leur fut en outre défendu de disposer de l'alcool fabriqué, sans prendre d'abord un titre d'expédition au bureau des aides.

On espérait ainsi soumettre tout l'alcool à l'impôt et l'édit ne faisait exception que « pour le propriétaire qui, dans son domicile et non ailleurs, faisait fabriquer pour sa consommation personnelle une quantité d'eau-de-vie qui ne pouvait être supérieure à un demi-muid ». C'était bien là le régime des bouilleurs de cru.

Pendant bien longtemps, le droit de distillation ne s'appliqua qu'aux vins et, par exception, aux cidres dans les pays de l'Ouest, à condition que l'eau-de-vie en provenant fût consommée dans la région. Toutes les autres eaux-de-vie, notamment celles provenant des marcs, des lies, des mélasses, des sirops, etc., étaient prosrites comme nuisibles à la santé publique. Ce fut l'édit général du 21 sep-

tembre 1784 qui, entre autres innovations, autorisa pour la première fois la distillation des marcs et des lies, innovation dont la conséquence fut une augmentation considérable du nombre des bouilleurs de cru.

La Révolution supprima tous les droits sur les boissons, mais dès qu'ils réapparurent, réapparut presque simultanément le privilège des bouilleurs de cru. La loi du 25 février 1804, qui rétablit l'impôt sur les boissons, ne taxait pas l'alcool; elle n'avait donc aucune exemption à stipuler pour les récoltants. Mais la loi du 24 avril 1806, qui instituait un droit de détail de 0,10 et un droit de gros de 0,20 sur les alcools, accordait en même temps aux bouilleurs de cru :

1° L'immunité de la moitié du premier droit pour les alcools qu'ils vendaient en détail;

2° L'exemption complète du droit de gros pour les alcools qu'ils transportaient dans l'intérieur de l'arrondissement.

C'était un privilège énorme sur lequel revint un peu la loi du 25 novembre 1808 qui substitua un droit de circulation au droit de gros; elle supprima la réduction accordée par la loi de 1806 aux bouilleurs de cru sur le droit de détail et limita la franchise de circulation aux alcools transportés dans l'intérieur d'un canton.

Cette limitation ne dura guère et bientôt le privilège des bouilleurs de cru prit un nouvel essor.

Le décret du 8 octobre 1812 les affranchit explicitement de tout exercice et la loi du 8 décembre 1814 accorda :

1° L'exemption complète du droit de circulation à tous les alcools des bouilleurs de cru réglés à un maximum de 70° centigrades, provenant de leur récolte et vendus en gros ;

2° Une réduction de 25 0/0 sur le droit pour les alcools vendus au détail ;

3° La franchise absolue pour le transport des alcools d'un local leur appartenant à un autre local leur appartenant également, sans limitation de rayon.

Le Gouvernement de la Restauration, dans son besoin de popularité, était allé un peu loin ; il fut obligé de revenir sur les concessions faites aux bouilleurs.

La loi du 28 avril 1816 leur permit simplement de distiller sans licence et sans déclaration préalable ; elle les autorisa en outre à transporter leurs eaux-de-vie de leur pressoir, ou d'un pressoir public dans leurs caves ou celliers, mais ne leur accorda l'exemption du droit de consommation pour les alcools transportés dans un local séparé de la brûlerie, qu'à la condition expresse de soumettre ce local à l'exercice.

Cette loi de 28 avril 1816 a été jusqu'en 1900 la base même du privilège des bouilleurs de cru. Cependant elle ne définissait pas les caractères distinctifs constituant les bouilleurs de cru. Cette qualité fut par suite réclamée par tous ceux qui distillèrent les produits de leur récolte, même des grains. L'administration dut lutter pendant de nombreuses années contre ces prétentions, auxquelles mit fin la loi du 20 juillet 1837 (1).

La loi de 1837 précisa très nettement le caractère des récoltants auxquels s'appliqueraient désormais les immunités de la loi de 1816. Elles ne devaient être accordées qu'aux propriétaires et aux fermiers « qui distilleront exclusivement les vins, cidres ou poirés, marcs et lies provenant de leur récolte ».

La loi du 10 août 1839 ajouta à cette énumération les cerises et les prunes (2).

Le privilège des bouilleurs de cru ainsi déterminé subsista sans exclusion et sans restriction jusqu'au lendemain de la guerre de 1870. L'élévation subite du droit sur l'alcool de 90 francs à 150 francs fit craindre au gouvernement que l'immunité accordée aux récoltants ne devînt la cause d'une forte déception dans le rendement escompté. Il proposa à l'Assemblée nationale de supprimer le privilège

1. L. du 20 juillet 1837, art. 8.

2. L. du 10 août 1839, art. 15.

et de soumettre les bouilleurs de cru aux mêmes obligations que les bouilleurs de profession.

Dans sa séance du 29 août 1871, l'Assemblée, par près de 100 voix de majorité, refusa d'installer l'exercice chez les bouilleurs.

Malgré les armes données au service par la loi du 28 février 1872, le rendement de l'alcool accusa une moins-value considérable sur les prévisions budgétaires.

Le gouvernement revint alors à la charge et obtint la loi du 22 juillet 1872 qui soumettait les bouilleurs à la prise en charge et leur laissait, pour tout privilège, l'immunité du droit sur 40 litres d'alcool pur à titre de consommation familiale. Cette exemption fut même jugée excessive et ramenée à 20 litres d'alcool pur par la loi du 21 mars 1874.

Nous n'avons pas d'éléments d'information suffisants pour dire comment, dans la pratique, fut appliquée la loi de 1872, mais il est certain que, malgré tous les tempéraments que put y apporter l'administration, malgré tous les renoncements auxquels elle dut se résigner, malgré toutes les impossibilités matérielles devant lesquelles elle dut s'arrêter, la loi souleva de formidables réclamations et d'incessantes protestations.

A la veille de sa séparation, l'Assemblée nationale dut y renoncer ; elle vota la loi du 14-17 décembre 1873 dont l'article unique était ainsi conçu :

« Les propriétaires qui distillent les vins, cidres, marcs (1), prunes et cerises provenant exclusivement de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable et sont affranchis de l'exercice ».

C'était la faculté de distiller librement. On ne toucha pas à ce principe jusqu'en 1900.

Il y a lieu toutefois d'indiquer certaines extensions interprétatives auxquelles la jurisprudence de l'administration finit par se résigner. En voici l'énumération :

1° La loi de 1875 est muette sur les poirés et sur les lies. Nous venons d'indiquer que le ministre des Finances, dans la séance du 14 décembre 1875, avait déclaré à la tribune que les poirés étaient compris dans la dénomination générique de « cidres ». Mais que devait-on penser des lies ? Étaient-elles implicitement comprises dans l'article de la loi de 1875 ?

Par sa circulaire du 28 août 1879, la direction générale des Contributions indirectes vint confirmer, en ce qui concerne les poirés, la déclaration du ministre des Finances et reconnut que le poiré n'étant qu'une variété du cidre la loi de 1875 en autorisait implicitement la distillation.

L'administration reconnaissait en outre que les

1. Cette désignation s'étend aux poirés (Déclaration du ministre des Finances, séance de l'Ass. Nat. du 14 décembre 1875).

lies ne différaient pas essentiellement du produit dont elles sont le dépôt, qu'elles devaient être considérées comme des vins et des cidres de qualité inférieure, et que par suite elles pouvaient être distillées à ce titre par les bouilleurs de cru.

2° Les piquettes, de même, ne sont en somme que des vins inférieurs dilués dans de l'eau ; l'administration admit qu'il était légal de les distiller, mais à la condition que le degré alcoolique de ces piquettes n'ait pas été relevé artificiellement par une addition de sucre.

La jurisprudence administrative, au contraire, a toujours défendu la libre distillation des miels, des marcs additionnés de sucre en vue de la distillation (1), des fruits ou marcs d'achat même mélangés

1. La circulaire de la direction générale des contributions indirectes du 30 août 1904 qui est, à l'heure actuelle encore, la codification des dispositions concernant le régime des bouilleurs de cru, dit dans son numéro 4 :

« . . . les bouilleurs de cru peuvent, sans perdre leur privilège, distiller les marcs de vins sucrés de leur récolte et n'ayant pas été eux-mêmes additionnés de sucre ou de glucose, ainsi que les matières épaisses (grosses lies) retirées, lors du premier soutirage, des fûts ou foudres dans lesquels ont fermenté des vins en première ou deuxième cuvée. »

(Nous devons dès maintenant aller au-devant d'un étonnement possible ; on pourrait se demander pourquoi nous nous enfonçons ainsi dans le détail et pourquoi nous allons jusqu'à citer même des circulaires.

Nous répondrons que, voulant exposer la situation des bouilleurs de cru telle qu'elle est, telle qu'elle existe réelle-

à ceux de la récolte, des vins de raisin sec, etc., comme contraire à la définition même du bouilleur de cru.

3° En ce qui concerne les marcs sucrés, non pas les marcs auxquels on ajoute du sucre en vue de la distillation, mais les marcs provenant de vins de seconde cuvée, l'administration a hésité quelque temps. Puis elle a formellement reconnu que la nature de ces marcs n'était pas modifiée par l'opération qu'ils avaient subie et qu'ils rentraient par suite dans l'énumération de la loi de 1875.

4° Enfin, à plusieurs reprises, l'on s'est efforcé de faire ajouter à l'énumération de la loi de 1875 les pêches, les prunelles et les mûres. L'administration a toujours résisté à l'extension qu'on sollicitait, se contentant de fermer les yeux, paraît-il, dans certains départements, sur la distillation des prunelles (1).

ment, nous nous sommes convaincu que nous serions toujours incomplet, souvent même inexact, si nous nous en tenions aux lois, même aux décrets d'administration publique.

C'est donc le souci de l'exactitude qui nous a contraint à ces lectures très ardues — la législation des contributions indirectes étant un véritable dédale.

Ce sera notre justification.

1. Depuis la loi du 31 mars 1903, il ne peut plus y avoir doute à cet égard. L'art. 21 contient les prunelles dans son énumération.

Nous avons ainsi terminé l'exposé historique sommaire, et ce serait ici le lieu d'entrer, avec la loi du 29 décembre 1900, dans la législation actuelle. Mais cette loi nous paraîtrait obscure sur plusieurs points si nous ne disions, avant d'en aborder l'étude, ce qu'était avant elle le régime des bouilleurs de profession.

Ce sera l'objet de notre chapitre II.

CHAPITRE II

RÉGIME DES BOUILLEURS DE PROFESSION AVANT LA LOI DE 1900

Nous avons déjà vu (1) qu'au point de vue fiscal les producteurs d'alcool sont rangés en deux grandes classes : les bouilleurs de profession et les bouilleurs de cru.

Nous n'avons jusqu'ici parlé que des bouilleurs de cru ; voyons brièvement quel était le régime des bouilleurs de profession avant la loi de 1900.

Cette catégorie de producteurs d'alcool se subdivise elle-même en quatre classes, d'après la nature des établissements, savoir :

- a) *Les distilleries industrielles ;*
- b) *Les distilleries agricoles ;*
- c) *Les distilleries ordinaires ;*
- d) *Les distilleries ambulantes.*

a) *Distilleries industrielles.* — L'administration classe sous cette dénomination tous les établissements qui, rectifiant des flegmes ou des esprits imparfaits fabriqués dans d'autres établissements, ou qui mettant en œuvre des matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, obtiennent par de simples distillations ou des opérations de rectification, des alcools prêts à être livrés directement à la consommation.

C'est la définition que donne des distilleries industrielles le règlement d'administration publique du 18 septembre 1879 (règlement A).

Ces distilleries sont soumises à une réglementation très minutieuse, quant à leur installation, quant à l'agencement intérieur des usines, quant aux procédés matériels de surveillance et quant aux conditions de la fabrication, mais ce qui caractérise administrativement cette catégorie de distilleries, c'est l'installation permanente de la régie dans l'établissement.

b) *Distilleries agricoles.* — On désigne sous ce nom les distilleries qui mettent en œuvre des matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, qui ne reçoivent du dehors aucune quantité des spiritueux et qui ne produisent que des flegmes expédiés en totalité chez les rectificateurs.

Ces distilleries, beaucoup moins importantes en général que les distilleries industrielles, sont soumises au régime institué par le règlement d'administration publique du 19 septembre 1879 (règlement A *bis*).

Ce régime diffère de celui des distilleries industrielles, non seulement en ce qu'il est bien moins exigeant quant à l'installation et à l'agencement des usines, mais surtout en ce qu'il ne comporte pas la surveillance permanente de la régie.

Les employés ont le droit d'y pénétrer à toute heure de jour et de nuit, pendant les périodes d'activité telles qu'elles résultent d'une déclaration préalable obligatoire ; mais, à condition que les flegmes soient recueillis dans des bacs jaugeurs fermés et cadénassés par les employés de la régie, ceux-ci ne séjournent pas dans l'usine.

On conçoit que les mesures de surveillance soient moins dures pour des usines d'où il ne peut sortir que des flegmes destinés à la rectification, que dans celles susceptibles de produire des alcools propres à la consommation.

c) *Distilleries ordinaires*. — Ces distilleries, sans dénomination administrative spéciale, sont de deux sortes :

1° Celles où l'on distille des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits, sans que le propriétaire puisse

invoquer la qualité de bouilleur de cru. Ce sont, *stricto sensu*, les bouilleurs de profession ;

2^o Celles qui, par la nature de leur fabrication, auraient le caractère de distilleries industrielles, mais dans lesquelles, à raison de leur peu d'importance, la régie ne juge pas utile d'organiser un service de surveillance permanente.

Ces deux catégories de distilleries sont soumises au règlement d'administration publique du 15 avril 1881 (règlement B).

D'une façon générale, ces distilleries sont astreintes aux mêmes conditions d'installation que les distilleries agricoles. La surveillance n'y est pas non plus permanente, mais les employés ont, aux termes de l'article 8 de la loi de finances du 30 mai 1899, le droit de pénétrer dans les maisons, ateliers, magasins, caves et celliers des assujettis à toutes heures du jour et de la nuit.

Toutefois, le même texte exempte de la surveillance de nuit pendant les périodes de non-activité, les distillateurs qui font apposer des scellés sur leurs appareils, ou qui ont adopté un système de distillation en vase clos agréé par l'administration, ou qui munissent, pendant le travail, leur appareil de distillation d'un compteur agréé et vérifié par l'administration, le tout en se conformant aux dispositions du décret du 10 août 1899 (1).

1. Décret du 10 août 1899, déterminant les mesures

Tous les distillateurs dont nous avons parlé jusqu'ici sont soumis d'une manière générale à des obligations communes imposées par la loi du 28 avril 1816 et qu'on peut résumer ainsi :

1^o Faire une déclaration d'établissement ou de fabrication quinze jours avant le commencement des travaux de distillation ;

2^o Isoler complètement leurs ateliers de distillation de tout bâtiment voisin, même de leur maison d'habitation. Ils ne doivent même pas avoir une porte de communication ;

3^o Déclarer les espèces, quantités et qualités de boissons qu'ils possèdent tant dans leur domicile qu'ailleurs ;

4^o Faire toutes les déclarations prescrites par les règlements, pour permettre de surveiller la fabrication, d'en constater les résultats et de les prendre en charge ;

5^o Payer une licence ;

6^o Présenter une bonne et valable caution qui s'engage avec eux solidairement au paiement de taxes générales et locales constatées à leur charge.

Quant au procédé administratif employé par la régie pour constater les quantités d'alcool fabriquées et devenues comptables du droit de consommation,

d'exécution de l'art. 8 de la loi de finances du 30 mai 1899 sur les visites et vérifications chez les brasseurs et distillateurs de profession (*Journ. Off.*, 12 août 1899).

il varie dans ses détails avec la nature des distilleries, mais dans ses lignes générales, il est le suivant :

Il est ouvert un *compte de matières premières* pour les mélasses, vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits ; les autres matières à mettre en œuvre entrent sans formalités dans la distillerie.

Au fur et à mesure de leur mise en fermentation, les matières employées font l'objet d'une déclaration prescrite par la loi du 20 juillet 1897 ; cette déclaration est inscrite par l'assujetti sur un registre à souches, avec les indications permettant au service de suivre la matière pendant les différentes phases de la fabrication. *

Les quantités fabriquées sont constatées suivant des procédés qui varient avec la nature des distilleries et entre lesquels l'option est laissée, dans certains cas, aux intéressés. Ces quantités sont prises en charge dans un *compte général de fabrication* où l'on fait figurer en sus les résidus de fabrication, impropres au repassage, pour la quantité d'alcool pur qu'ils contiennent encore après l'élimination des essences.

Il faut maintenant « suivre » ces quantités fabriquées pour qu'elles ne puissent pas échapper à l'impôt : nous avons un troisième compte : le *compte de magasin* ; le service y prend en charge toutes les quantités sorties du compte général de

fabrication, et en outre les alcools provenant du repassage, les spiritueux venant du dehors et les excédents constatés dans les recensements au cours de la fabrication.

Nous nous trouvons donc en présence de trois comptes :

- 1° Compte de matières premières ;
- 2° Compte général de fabrication ;
- 3° Compte de magasin.

Au fur et à mesure des opérations, ces différents comptes sont déchargés des quantités prises en charge à un autre compte, des alcools expédiés à l'extérieur, des pertes matérielles régulièrement vérifiées, des manquants constatés dans les recensements et des déchets divers alloués par le décret du 4 décembre 1872.

Mais que les quantités prises en charge passent d'un compte à un autre, ou sortent de l'usine, elles ne sauraient échapper à la surveillance de l'administration.

Elles ne peuvent en effet s'éloigner du service qui a fait la prise en charge que sous le couvert d'un acquit-à-caution de couleur différente suivant la nature du liquide. Les alcools d'industrie circuleront sous acquit rouge, les mélanges sous acquit bleu et les alcools de fruits sous acquit blanc. Ces acquits ne peuvent être apurés que par une

nouvelle prise en charge ou par l'acquittement des droits.

d) *Distilleries ambulantes*. — Ce sont les alambics mobiles qui stationnent soit sur la voie publique, soit dans une cour non fermée ou un emplacement non clos n'appartenant pas au bouilleur ambulant, et qui mettent en œuvre des matières distillables appartenant au récoltant qui loue l'alambic.

Nous verrons dans le chapitre suivant les obligations nouvelles que la loi du 29 décembre 1900 est venue imposer aux distilleries ambulantes.

Avant cette loi, le conducteur d'alambic était simplement tenu de se munir d'un permis de circulation indiquant la capacité de l'appareil, les communes où il circulera et le nombre de jours pendant lequel il travaillera. Il devait en outre, pour chaque distillation, faire une déclaration à la recette buraliste du lieu, et celle-ci ne la recevait que sur le vu du permis de circulation.

Quant au propriétaire pour le compte duquel s'opérait la distillation, à moins qu'il ne pût réclamer la qualité de bouilleur de cru en vertu de la loi du 14 décembre 1875, il était considéré comme propriétaire d'une distillerie ordinaire et soumis comme tel aux obligations du règlement du 15 avril 1881. L'alcool fabriqué par lui était donc soumis à la prise en charge et suivi jusqu'à l'acquittement

des droits dans les conditions que nous avons indiquées.

Nous allons voir dans notre chapitre III les modifications qui ont été apportées à cet état de choses par la loi du 29 décembre 1900.

CHAPITRE III

SECTION I. — La loi du 29 décembre 1900 et les bouilleurs de cru

La loi du 29 décembre 1900, intitulée « Loi concernant le régime des boissons », a eu pour but de dégrever les boissons hygiéniques (1) afin d'en favoriser la consommation. Elle dit en effet, dans son article 1^{er}, §§ 1 et 2 : « Les droits de détail, d'entrée et de taxe unique actuellement perçus sur les vins, cidres, poirés et hydromels sont supprimés. — Le droit de fabrication sur les bières est abaissé à 25 centimes par degré-hectolitre. » — Mais le Trésor allait éprouver par le fait de ce dégrèvement une diminution de recettes sensible : il fallait chercher une compensation. Le Gouvernement crut la trouver (2) :

1^o Dans l'augmentation des droits sur l'alcool : l'impôt qui était de 150 fr. 25 par hectolitre d'al-

1. Vins, cidres, poirés, hydromels, bières.

2. Nous verrons qu'il y eut de grandes déceptions.

cool pur est élevé jusqu'à 220 francs. Article 1^{er}, § 5 : « Le droit de consommation sur les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés est fixé à 220 francs par hectolitre d'alcool pur, décimes compris » ;

2° Dans le relèvement des licences ;

3° Dans une surveillance plus étroite des moyens de production et une restriction du privilège des bouilleurs de cru.

D'autre part, article 1^{er}, § 3 : « Les vins, cidres, poirés et hydromels restent, quelle que soit la quantité, soumis au droit général de circulation, dont le taux, décimes compris, est fixé uniformément à 1 fr. 50 centimes par hectolitre pour les vins et à 80 centimes par hectolitre pour les cidres, poirés et hydromels. »

Nous n'avons ici à nous occuper que du troisième point. Pour réaliser ce projet, la loi de 1900 s'efforça tout à la fois de diminuer le nombre des bouilleurs de cru et de restreindre les facilités de distillation pour ceux dont elle respectait encore la qualité.

Les mesures restrictives sont contenues dans les articles 10, 11 et 12 de la loi. Nous suivrons le même ordre pour les exposer. C'est ainsi que dans un § 1^{er} nous allons parler de la nouvelle catégorie de bouilleurs de cru créée par la loi de 1900 ; notre

deuxième paragraphe étudiera avec l'article 11 la comptabilité des bouilleurs ambulants; enfin, dans un troisième et dernier paragraphe nous verrons les formalités à remplir par les détenteurs (particuliers non commerçants) d'appareils ou de portions d'appareils, et par les fabricants et les marchands.

§ 1^{er}. — CRÉATION D'UNE CATÉGORIE NOUVELLE DE
BOUILLEURS DE CRU

Malgré les mesures nouvelles qu'édicta la loi de 1900 contre les producteurs d'alcool, elle ne modifia pas essentiellement les principes des lois de 1816, 1837 et 1875 sur les bouilleurs de cru, mais par l'effet de ses prescriptions elle transforma un grand nombre de ces derniers en bouilleurs de profession.

Le principe reste toujours établi que les « bouilleurs de cru qui distillent exclusivement les produits désignés par la loi du 14 décembre 1875 (1) continuent à être affranchis de la déclaration de leur fabrication » : ce sont les termes mêmes de l'article 9 *in fine*. Mais, si c'est là le privilège, il y a des exceptions et c'est précisément dans ces exceptions que la loi de 1900 va innover. L'article 9

1. « Vins, cidres (cette désignation s'étend aux poirés), marcs, prunes et cerises. »

ajoute en effet : « sauf les exceptions prévues à l'article 10 ci-après. »

Et si nous lisons l'article 10, nous voyons qu'il distingue deux catégories de bouilleurs de cru et qu'il les assujettit d'une façon différente.

La première catégorie est complètement soumise au régime des bouilleurs de profession ; ce sont « les bouilleurs de cru qui, dans le rayon déterminé par l'article 20 du décret du 17 mars 1852 (1), exercent par eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'associés, les professions de débitant ou de marchand en gros de boissons. »

Pour ceux-là, le législateur a estimé qu'il y avait un trop grand intérêt et une trop grande facilité à faire passer leur alcool de leur cellier dans leur débit ou dans leur chai ; à vendre, en fraude des droits de circulation, leur alcool à la consommation au détail dans leur débit ou à alcooliser leurs boissons de façon à pouvoir les dédoubler en augmentant leur teneur en alcool et en les mouillant. La loi a voulu faire disparaître cette tentation de fraude, en soumettant ces bouilleurs de cru au règlement du 15 avril 1881 et en ne les laissant jouir d'aucune immunité. Ils sont cependant exempt de la licence de distillateur.

1. Etendue du canton et des communes limitrophes du canton.

La seconde catégorie de l'article 10 est également soumise au régime des bouilleurs de profession, mais jouit toutefois d'une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an pour consommation de famille. Comme la première elle est exempte de la licence.

Les bouilleurs de cru auxquels s'applique ainsi ce régime mixte sont :

1° Ceux qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté.

Mais qu'est-ce qu'un appareil à marche continue ?

« Ce sont ceux, nous dit la circulaire du 29 décembre 1900, qui s'alimentent par l'arrivée ininterrompue du liquide à distiller et n'ont pas besoin d'être rechargés ».

La jurisprudence a consacré cette définition peut-être plus administrative que technique.

M. Emile Morlot, dans son rapport à la Chambre des députés, fait remarquer ce que cette disposition a d'irrationnel. « Elle a transformé, dit-il, en distillateurs de profession des bouilleurs qui, à l'aide d'un appareil mal défini techniquement, peuvent distiller 200 litres de vin dans leur journée. A côté de cela, la loi autorise les bouilleurs de cru à se servir d'alambics ordinaires de 5 hectolitres qui permettent de distiller, avec quatre ou cinq chauff-

fes dans la journée, 2.000 ou 2.500 litres de vins ! Cette anomalie ne peut s'expliquer que par le désir, très ardent sans être toujours raisonné, que l'on avait de mettre la main sur tous les bouilleurs que l'importance de leur récolte oblige à employer de gros appareils » (1).

2^o Les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres. (Les alambics ambulants, cependant, peuvent avoir une contenance de plus de 5 hectolitres sans que les producteurs qui en font usage perdent le privilège des bouilleurs de cru).

Il y a une controverse sur ce second alinéa de l'article 10.

L'administration, dans sa circulaire du 29 décembre 1900, dit qu'il suffit, pour être soumis à ce régime mixte (régime des bouilleurs de profession avec allocation de 20 litres en franchise), de faire usage d'un appareil à vapeur, quelle que soit sa contenance. D'après elle, l'appareil à vapeur seul, sans considération de contenance, est le criterium auquel il faut s'attacher.

Les bouilleurs de cru et leurs partisans, de leur

1. Rapport fait au nom de la Commission des boissons chargée d'examiner divers amendements au projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1904 (régime des boissons), par M. Emile Morlot, député.

côté, soutiennent qu'il ne suffit pas, pour perdre le privilège, de distiller avec un appareil à vapeur ; il faut encore, disent-ils, que cet appareil ait une contenance totale supérieure à 5 hectolitres.

Nous croyons devoir nous rallier à cette dernière opinion. Elle s'appuie d'abord en effet sur la construction même de la phrase dans le texte de la loi. Citons ce texte en entier : « Sont également soumis au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par vingt-quatre heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres ».

Si les mots « d'une contenance totale... » ne devaient pas se rapporter, aussi bien à ceux « d'appareils chauffés à la vapeur » qu'à ceux qui suivent « ou », le législateur aurait pris une autre construction de phrase (étant donné l'erreur possible d'interprétation) ou tout au moins aurait mis une virgule après les mots « d'appareils chauffés à la vapeur ».

Mais ce n'est point là l'argument principal sur lequel nous étayons notre opinion. Bien souvent, le législateur rédigeant un amendement au milieu d'une discussion, n'a pas toujours le loisir d'étudier son texte à fond et de le polir, et ce qui a été très clair dans son esprit l'est quelquefois beaucoup

moins à la lecture de la loi. C'est donc l'esprit dans lequel la loi a été faite qu'il faut rechercher.

Or ici, il ne paraît pas discutable que le législateur n'ait pas voulu faire perdre leurs privilèges aux bouilleurs de cru qui utilisent un appareil à vapeur d'une contenance inférieure à 5 hectolitres. Pourquoi y aurait-il une différence entre deux producteurs dont l'un brûle sa récolte dans un appareil ordinaire de 4 hectolitres, et l'autre dans un appareil à vapeur de 4 hectolitres ? Nous ne le voyons pas. On n'a pas voulu établir de différences entre les alambics ordinaires et les alambics chauffés à la vapeur, mais entre les alambics à grande contenance et ceux à petite contenance, quel que soit le mode de chauffe.

Pourtant, et si invraisemblable que cela paraisse, l'interprétation de l'administration, contestée judiciairement, fut consacrée par un arrêt de la Cour de cassation en date du 22 février 1902.

La loi du 31 mars 1903 a fait perdre à la question une partie de son intérêt ; mais une partie seulement.

D'après l'article 18 de cette loi en effet (nous le verrons plus loin en l'étudiant) « nul ne peut se livrer à la fabrication ou au repassage des eaux-de-vie, esprits et liquides alcooliques de toute nature,

sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau de la régie ».

Depuis 1903 donc, tous les bouilleurs (1) quels qu'ils soient, qu'ils fassent usage d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires, que la contenance de ces appareils soit au-dessus de 5 hectolitres ou au-dessous, tous sont assujettis à cette déclaration.

Sous le rapport de la déclaration donc, le résultat de la controverse est sans intérêt aujourd'hui.

Il n'en allait pas de même avant 1903. Selon que l'on adoptait l'interprétation de l'administration ou celle des bouilleurs, on devait faire la déclaration ou ne pas la faire.

Mais nous disions qu'aujourd'hui encore la question avait un grand intérêt.

Il n'est pas indifférent pour un bouilleur, en effet, d'être soumis au régime des bouilleurs de profession ou au régime des bouilleurs de cru. Nous avons vu quelles conséquences entraînait l'assujettissement au régime des premiers. Or, d'après notre article 10, les bouilleurs de cru faisant usage d'appareils chauffés à la vapeur seront soumis à l'un ou

1. Les petits bouilleurs de cru désignés dans l'article 21 (amendement Morlot), qui sont dispensés de toute vérification et prise de charge, doivent eux aussi faire la déclaration de l'article 18.

l'autre régime selon qu'on adoptera l'une ou l'autre interprétation.

On voit dès lors tout l'intérêt de la controverse.

Notons enfin que l'administration, dans sa première circulaire sur l'application de la loi de 1900, s'est montrée tolérante vis-à-vis de ces bouilleurs assimilés aux bouilleurs de profession. Elle recommande au service d'user à leur égard de certaines tolérances dans l'application du décret de 1881, notamment en ce qui concerne les communications intérieures, la dimension des inscriptions à porter sur les vaisseaux, les indicateurs à niveau, etc.

3º Sont encore soumis à ce régime mixte, dit l'article 10 *in fine*, les bouilleurs de cru convaincus d'avoir enlevé ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles ; ils perdront leur privilège et deviendront soumis au régime des bouilleurs de profession pour toute la durée de la campagne en cours et de la campagne suivante.

Que le bouilleur de cru ait été agent principal de la fraude ou simplement complice, il subira la même peine : perte du privilège pendant deux campagnes.

§ II. — COMPTABILITÉ DES BOUILLEURS AMBULANTS

Il ne suffisait pas à la loi de 1900 d'avoir soumis au régime des bouilleurs de profession une certaine catégorie de bouilleurs, d'avoir assimilé à ce régime (avec le palliatif de l'allocation de 20 litres en franchise) certains autres bouilleurs de cru et d'avoir infligé la perte temporaire de leur privilège à ceux transgressant certaines prescriptions de la loi, elle voulait encore connaître, « en vue sans doute de desseins futurs », une partie des quantités fabriquées parmi celles que la loi ne l'autorise pas à prendre en charge.

Nous avons vu que jusqu'à la loi de 1900, aux termes du règlement du 15 avril 1881, le loueur d'alambic ambulant était seulement tenu de se munir d'un permis de circulation indiquant la capacité de l'appareil, les communes où il circulera et le nombre de jours pendant lequel il travaillera. Il devait en outre, pour chaque distillation, faire une déclaration à la recette buraliste du lieu, et celle-ci ne la recevait que sur le vu du permis de circulation.

Mais cette réglementation était loin d'être aussi minutieuse que celle de la loi de 1900. Il n'était pas alors question du jour, de l'heure et du lieu de chaque distillation ; l'administration, lorsque le

loueur ambulant distillait pour un bouilleur de cru (1), ne connaissait ni les quantités et espèces de matières mise en œuvre, ni à plus forte raison la quantité d'alcool fabriqué.

L'article 11 de la loi de 1900 réglemente tous ces points. Tout loueur d'alambic ambulant est tenu :

1° D'avoir un cahier-journal dont la remise lui sera faite par la régie ;

2° De consigner sur ce cahier-journal :

a) le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations ;

b) les quantités et espèces de matières mises en œuvre par lui ;

c) leurs produits à la fin de chaque journée.

3° De présenter ce carnet à toute réquisition des employés.

Et comme sanction à ces obligations, l'article 11 dit *in fine* : « En cas de non-accomplissement des dispositions qui précèdent, le permis de circulation cessera de produire ses effets, et le loueur ne pourra en obtenir un nouveau avant un délai de six mois et d'un an en cas de récidive ».

1. Dans le cas contraire en effet, l'alcool fabriqué était pris en charge et suivi, jusqu'à l'acquittement des droits.

§ III. — FORMALITÉS A REMPLIR PAR LES DÉTENTEURS
D'APPAREILS OU DE PORTIONS D'APPAREILS, LES
FABRICANTS ET LES MARCHANDS

Le législateur de 1900 alla plus loin encore. Il ne voulut plus ignorer le détenteur d'appareils, qu'il soit bouilleur de cru ou marchand ; il voulut connaître le nombre, la nature, et la capacité de ses appareils ou portions d'appareils. On peut se demander pourquoi cette curiosité intempestive de la loi, car on ne voit pas quel en peut être le résultat, et on ne peut se défendre de songer au mot de l'honorable rapporteur : « en vue sans doute de desseins futurs ». L'administration saura que moi, bouilleur de cru, je suis possesseur d'une chaudière, mais c'est tout ce qu'elle saura. Elle ne saura pas quand je distille, ni la quantité de ma fabrication puisque je ne dois pas faire de déclaration et que je ne suis pas soumis à la prise en charge (1). Dès lors, il semble bien inutile de venir chez les bouilleurs, de pénétrer dans leurs brûleries pour apposer des poinçons sur leurs chaudières, si on ne doit en retirer aucun avantage.

La vérité est que cet article 12, ainsi d'ailleurs que celui qui le précède, contient des dispositions

1. La déclaration et la prise en charge ne sont prescrites que par la loi du 31 mars 1903.

préparatoires qui avaient leur utilité. L'administration avait besoin d'être renseignée ; il fallait tâter l'opinion. La suite logique de ces prescriptions, qui étaient un ballon d'essai, est dans la loi de 1903.

La loi du 29 décembre 1900 distingue entre les appareils déjà en usage appartenant à des particuliers et les appareils encore en dépôt dans les magasins des constructeurs et marchands.

A l'égard des premiers, elle prend une triple précaution :

1° Tout détenteur d'appareils ou portions d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits est tenu, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, de faire au bureau de la régie une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité de ces appareils ou portions d'appareils. — Seront dispensées de cette déclaration les personnes qui auront une licence de bouilleur ou distillateur ».

2° Tout particulier ou commerçant qui cédera à un tiers un appareil ou portion d'appareil devra, dans les quinze jours de la vente, faire connaître au bureau de la régie de sa résidence le nom et le domicile des personnes à qui cette livraison aura été faite.

3° Les appareils seront poinçonnés par les employés des contributions indirectes moyennant un droit de un franc perçu immédiatement.

Pour les appareils qui sont en la possession des fabricants ou marchands, la loi prend également trois précautions :

1° Tout fabricant ou marchand d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits, est tenu d'inscrire à un registre spécial, dont la présentation pourra être exigée par les employés des contributions indirectes, les nom et demeure des personnes auxquelles il aura livré, à quelque titre que ce soit, des appareils ou portions d'appareils.

2° Il devra, de plus, dans les quinze jours de la vente, faire connaître au bureau de la régie de sa résidence le nom et le domicile des personnes à qui ces livraisons ont été faites.

Cette disposition s'applique également au particulier non commerçant et au fabricant ou marchand.

3° La troisième disposition, indiquée dans le dernier paragraphe de l'article 12, leur est commune elle aussi. La loi exige que tous les appareils ou portions d'appareil, qu'ils soient en la possession d'un particulier non commerçant ou d'un fabricant ou marchand, soient poinçonnés par la régie.

Nous voudrions dire un mot des sanctions aux prescriptions que nous venons d'exposer. Nous ne pouvons pour cela mieux faire que de citer les termes mêmes de l'article 14, paragraphe 2 et suivants :

« Les contraventions aux articles 9, 10, 11 et 12 sont punies d'une amende de 500 à 5.000 francs, indépendamment de la confiscation des appareils et boissons saisis et du remboursement des droits fraudés. — En cas de récidive, l'amende sera doublée. — Les mêmes peines seront applicables à toute personne convaincue d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les moyens de la commettre. — Les dispositions des articles 222, 223, 224 et 225 de la loi du 28 avril 1816, relatives à l'arrestation et à la détention des contrevenants, sont applicables à toute personne qui aura été surprise fabricant de l'alcool en fraude et à tout individu transportant de l'alcool sans expédition ou avec une expédition altérée ou obtenue frauduleusement. — Dans tous les cas, l'article 463 du Code pénal pourra être appliqué en faveur des délinquants dans les conditions prévues par l'article 19 de la loi du 29 mars 1897 ».

D'après cet article 19, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie et en motivant expressément leur décision sur ce point, à modérer le montant des amendes et à libérer ce contrevenant de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le tribunal arbitrera et qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure au montant des droits fraudés. — En cas de récidive dans le délai de trois

années, cette disposition cessera d'être applicable. Toutefois, la confiscation demeurera acquise à la régie à défaut, par le contrevenant, d'avoir acquitté le montant des condamnations de toute nature dans le délai d'un mois à compter du jour où elles seront devenues définitives.

Nous avons ainsi terminé l'étude de ce qui nous concerne dans la loi du 29 décembre 1900. Nous voyons les graves modifications qu'elle apportait à l'état de choses antérieur.

En principe, les bouilleurs de cru continuent à être affranchis de la déclaration de leur fabrication, mais les exceptions à ce principe viennent en affaiblir beaucoup la portée. Certains bouilleurs de cru sont soumis au régime sévère des bouilleurs de profession ; certains autres se verront accorder en franchise une allocation de 20 litres d'alcool pur mais seront également soumis à ce régime. Les loueurs ambulants et les détenteurs d'appareils ou de portions d'appareils sont dans l'obligation de faire des déclarations minutieuses.

On veut à tout prix, et avec raison, étouffer la fraude ; mais est-on bien sûr de ne pas « tuer la poule aux œufs d'or », comme on l'a répété ? La loi de 1900 transformait environ 60.000 bouilleurs de cru en bouilleurs assujettis. Qu'arrive-t-il ? C'est que le récoltant, paysan méfiant par nature, par-dessus tout soucieux de sa liberté, craintif, plutôt

que de voir rentrer chez lui les « rats-de-cave » (1) ne brûlera pas sa récolte. Et c'est une partie de la richesse nationale qui s'en va.

Il y a là selon nous un véritable danger économique : nous verrons dans notre seconde partie tous les efforts qui ont été déployés pour le conjurer.

Et pourtant, la loi du 29 décembre 1900 n'était qu'une étape dans cette marche de bouilleurs de cru au calvaire. Souhaitons que celle du 31 mars 1903 ne soit pas bientôt suivie de la suppression totale du privilège !

SECTION II. — La loi du 31 mars 1903

La loi du 29 décembre 1900 concernant le régime des boissons avait eu pour objet de dégrever les boissons hygiéniques afin d'en favoriser la consommation ; mais il fallait à ce dégrèvement une compensation fiscale : le gouvernement crut le trouver dans

1. Nous nous gardons bien de mettre dans cette appellation la moindre animosité ni le moindre dédain. Les fonctions des employés des contributions indirectes, en général peu rémunérées, toujours délicates, souvent difficiles, sont loin de provoquer chez nous une raillerie déplacée. Mais nous avons tenu à montrer l'état d'esprit du petit bouilleur vis-à-vis de la régie. Pour lui, peu au courant des lois sur les contributions indirectes (et s'il l'était, peut-être aurait-il lieu d'être encore plus inquiet), le rat-de-cave c'est l'inquisition, la méfiance, c'est l'imprévu, ou plutôt : c'est le procès. Le rat-de-cave est au petit paysan bouilleur ce que le gendarme est à l'écolier.

une augmentation des droits sur les alcools, droits qui furent portés, de 156 fr. 25 par hectolitre d'alcool pur à 220 francs. Mais on avait compté sans le resserrement dans la consommation qui est la conséquence ordinaire d'un relèvement d'impôts, surtout aussi important que celui-là ; il aurait aussi fallu tenir compte de la sous-production probable, provoquée par la réglementation partielle du privilège que nous avons étudiée avec les articles 10 et suivants ; enfin, la fraude, rendue par cet élèvement des droits encore plus fructueuse qu'elle ne l'était avant 1900, était à prévoir.

Cette réforme ménageait de cruelles déceptions financières. Le tableau suivant en montrera toute l'étendue :

Années	Vins, cidres et poirés	Alcools	Totaux	Diminution
1900	177.973.158	306.573.640	484.546.798	»
1901	74.393.444	307.454.585	381.848.029	102.698.769
1902	72.861.084	301.287.495	374.148.579	7.699.450
				110.398.219

Cette moins-value de 110 millions, accusée sur les deux années qui suivirent la loi de 1900, était certes faite pour donner au ministre des Finances une juste inquiétude. Pensant que la cause unique de

cette erreur dans les prévisions de recettes était une recrudescence de la fraude, le ministre, dans son projet de loi de finances de 1903, proposait de saisir tout l'alcool à la production, de façon à rendre comptable du droit de consommation tout l'alcool produit, sous réserve d'une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur aux bouilleurs de cru, dont cette immunité eût constitué désormais tout le privilège.

Mais l'opposition des députés des régions intéressées ne lui permit de réaliser qu'une partie de ce programme, et nous verrons avec l'article 21 de la loi de 1903 que l'amendement Morlot y ouvrit une large brèche.

Il convient donc d'analyser d'abord les mesures proposées, pour souligner les concessions faites par le gouvernement dans la discussion de la loi de finances et les points au contraire sur lesquels les protestations des intéressés restèrent vaines.

Cette loi de 1903 contient, en ce qui touche le régime des alcools, trois séries de mesures :

La première concerne la surveillance des alambics (art. 12 à 17 inclusivement) ;

La seconde, le régime des bouilleurs de cru (art. 18 à 22) ;

La troisième, la circulation des alcools (art. 23 et 24).

§ I. — SURVEILLANCE DES ALAMBICS

1. *Détention des alambics.* — La loi de 1903 ne se contente pas de confirmer ce qu'avait prescrit la loi de 1900, au sujet de la détention des appareils ou portions d'appareils, elle va plus loin : elle donne à l'administration le moyen de connaître l'existence et l'emplacement de tous les alambics possédés, soit par des particuliers, soit par des marchands, à tout moment, et d'en surveiller l'usage. Il devient impossible de distiller avec un alambic déclaré sans que la régie en soit informée.

La loi transforme d'abord la profession de fabricant ou de marchand d'alambics en une profession exercée ; les industriels et les négociants qui construisent et qui vendent des appareils propres à la distillation deviennent des assujettis. Ils sont tenus de faire, dans les trois jours qui suivront la promulgation de la loi, la déclaration de leur profession au bureau de la régie, en indiquant le nombre et la capacité des appareils ou portions d'appareils qu'ils possèdent, tant dans le lieu de leur domicile qu'ailleurs.

Pour les nouveaux fabricants ou marchands, la même déclaration doit être faite dans les trois jours qui précèdent l'ouverture de leurs ateliers ou magasins.

Les fabricants ou marchands doivent en outre

tenir, sur le registre qui leur est prescrit par l'article 12 de la loi de 1900, un compte exact de l'entrée et de la sortie de tout appareil ou portion d'appareil. Les ateliers et magasins sont soumis à l'exercice des employés des contributions indirectes, à qui le registre d'inscription doit toujours être représenté. Les excédents peuvent être saisis et les manquants non justifiés donnent lieu à l'application d'une amende de 500 à 5.000 francs par appareil ou portion d'appareil. En outre, tous les appareils ou portions d'appareils doivent être poinçonnés conformément à la loi de 1900.

Quant aux particuliers non fabricants ou commerçants qui détiennent des alambics, la loi leur impose l'obligation précise d'en faire la déclaration au bureau de la régie, et de les faire poinçonner s'ils ne le sont déjà.

Grâce à ces dispositions combinées avec celles de 1900, l'administration peut connaître tous les alambics ; elle peut les suivre dans toutes les mutations de propriété dont ils peuvent être l'objet.

La loi prend ensuite une seconde série de précautions pour surveiller leur emploi.

2. — *Circulation et usage des alambics n'appartenant pas à des loueurs ambulants.* — La loi du 29 décembre 1900 ne s'occupait que de la circulation des alambics appartenant à des loueurs ambulants. La situation de ces derniers n'a pas été

modifiée par la loi du 31 mars 1903 qui spécifie au contraire qu'elle ne s'occupe que des alambics autres que ceux possédés par des loueurs ambulants.

D'après l'article 13, les appareils ou portions d'appareils ne peuvent circuler en tous lieux, en dehors des propriétés privées, qu'en vertu d'acquits-à-caution. Ces acquits ne seront déchargés qu'après que lesdits appareils ou portions d'appareils auront été, conformément au deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi du 28 février 1872, reconnus au lieu de destination ou au point de sortie du territoire s'ils sont expédiés à l'étranger. Si le destinataire ne fait pas décharger l'acquit, l'expéditeur est responsable de la contravention, à moins qu'il ne mette l'administration en mesure d'exercer des poursuites efficaces contre la personne à qui incombe le défaut de décharge de l'acquit-à-caution.

Cet article 13 précise que seuls seront soumis à la formalité de l'acquit-à-caution les alambics circulant en dehors des propriétés privées.

Que faut-il entendre par ces mots ?

Le texte primitif portait simplement que les alambics ne pourraient circuler en tous lieux sans acquit-à-caution. A la séance de la Chambre du 11 février 1903, plusieurs députés émirent la crainte que l'administration n'interprêtât ces mots en ce sens qu'un cultivateur ne pourrait plus à l'avenir

faire circuler son alambic dans l'intérieur de sa propriété ou de son exploitation sans être muni d'un acquit-à-caution. « Il faut qu'on sache, dirent-ils, si cette disposition vise les cultivateurs qui transporteront leurs alambics dans leur propriété même » (1).

Le ministre des Finances répondit en ces termes : « Ce n'est pas le but qu'a en vue l'administration des Contributions indirectes ; elle a, dans sa rédaction, substitué les mots « ne peuvent circuler en tous lieux » aux mots « ne peuvent circuler sur la voie publique » parce que ces derniers mots sont ceux de la législation existante qui ne s'applique pas à Paris. C'est pour qu'il n'y ait pas d'erreur et que la disposition soit applicable à l'intérieur de Paris que l'administration a fait cette substitution. Cela ne vise à aucun degré ce qui vous préoccupe, c'est-à-dire la possibilité de transporter l'alambic d'un point d'un domaine à un autre ».

Cette déclaration aurait pu suffire. Néanmoins, pour empêcher toute contestation future et pour mettre la régie dans l'impossibilité de donner à ce texte de loi une interprétation abusive, la Chambre décida qu'on ajouterait à l'article 13 ces mots « en dehors des propriétés privées ». Cette adjonction fut acceptée par le ministre des Finances et le président de la Commission du budget.

1. *J. Off.* du 12 février 1903, Déb. parl., p. 609.

Il suit de cette discussion qu'un alambic peut être transporté d'un point d'un domaine à un autre sans acquit-à-caution, alors même que ce domaine serait traversé par une route ou un chemin public quelconque.

La loi de 1900, dans son article 12, prescrivait au fabricant ou marchand de déclarer dans les quinze jours de la vente, le nom et le domicile des personnes auxquelles ces livraisons avaient été faites. Une circulaire du 4 août 1903 a reconnu qu'il était désormais inutile d'astreindre le fabricant ou marchand à cette formalité : l'acquit-à-caution en effet contiendra cette indication. Il y aurait donc deux déclarations pour le même objet.

Mais il ne suffit pas à l'administration de savoir que tels et tels récoltants ont un appareil à distiller, il lui faut encore connaître quand ils distillent, pour pouvoir contrôler et prendre en charge la quantité d'alcool produit. D'où la nécessité de sceller les appareils pour les périodes où il n'en est pas fait usage. Ces appareils scellés « peuvent être conservés à domicile ou déposés dans un local agréé par l'administration », art. 14, § 3.

L'article 14 de la loi de 1903 ajoute, dans son § 4 : « Les détenteurs sont tenus de représenter à toute réquisition du service des Contributions indirectes les appareils scellés ou non scellés en leur possession. Tant qu'ils ont la libre disposi-

tion des appareils, les détenteurs sont astreints au contrôle du service dans les conditions déterminées par l'article 8 de la loi du 30 mai 1899 et par les décrets rendus pour son exécution. Toutefois, le contrôle, en ce qui concerne les bouilleurs de cru, devra s'exercer de jour et seulement dans le local où se trouve l'appareil ».

Cette disposition a besoin d'être expliquée. L'article 8 de la loi du 30 mai 1899 autorise les employés de la régie à procéder à des visites et à des vérifications dans les usines des distillateurs, soit de jour, soit de nuit, et même en cas d'inactivité de l'établissement.

Le domicile du particulier détenteur d'un alambic devait-il donc être assimilé à l'usine d'un distillateur ?

Le ministre des Finances n'hésita pas à fournir à cet égard les déclarations précises que lui demandaient les représentants des départements producteurs. Après avoir reconnu que l'article 14, § 4, visait à la fois les distillateurs de profession et les bouilleurs de cru et que la loi du 30 mai 1899, à laquelle cet article se référait, permettait effectivement la visite générale dans toutes les parties de l'habitation de l'assujetti, l'intervention de l'administration de jour et de nuit, M. Rouvier déclara que le Gouvernement « avait reconnu qu'en effet il n'était pas nécessaire de soumettre les

bouilleurs de cru, qui auraient à justifier de la situation de leurs appareils de distillation, à des mesures aussi dures, aussi rigoureuses... Nous avons donc cherché, ajoutait M. Rouvier, une rédaction qui mît à l'abri de ce qu'il peut y avoir d'excessif dans les prescriptions de la loi du 30 mai 1899, pour les bouilleurs de cru détenteurs d'appareils, et nous l'avons ainsi formulée :

Toutefois, ce contrôle, en ce qui concerne les bouilleurs de cru, ne pourra s'exercer que dans le local où se trouve l'appareil (1) ». Ajoutons qu'il ne peut s'exercer que pendant le jour.

Les employés qui viennent chez un particulier pour contrôler son appareil n'ont qu'un droit : se faire montrer l'appareil et examiner si les scellés sont intacts ; ils ne doivent pas pénétrer dans un local autre que celui où il se trouve, ni procéder à aucune autre vérification.

3. — *Régime des alambics appartenant à des bouilleurs ambulants.* — Les loueurs d'alambics ambulants étaient déjà soumis à la déclaration par le règlement de 1881 ; la loi de 1900 les astreignait à la tenue d'un cahier-journal ; la loi de 1903, par son article 16, leur impose les obligations suivantes :

1^o Le loueur, en arrivant dans chaque commune visée sur son permis, doit, avant tout travail, dé-

1. *J. Off.* du 12 février 1903, Déb. parl., p. 612.

clarer à la régie le nom et le domicile des personnes pour lesquelles il doit distiller ainsi que la date à laquelle il distillera chez chacune d'elles, sauf à modifier en cas de besoin ces indications par des déclarations ultérieures.

On a beaucoup critiqué cette disposition à la Chambre en disant que le loueur serait, la plupart du temps, dans l'impossibilité de faire des déclarations exactes. Nous sommes bien d'avis que le loueur trouverait de grandes difficultés pratiques à déclarer au bureau désigné à cet effet par la régie, le jour et l'heure auxquels il commencera ses opérations chez telles personnes; on voit bien combien il serait difficile de donner à l'avance ce moment précis; mais nous trouvons qu'il n'y avait pas lieu de faire cette critique, puisque l'article 16, § 1, dit *in fine* : « Ces indications pourront, pendant la durée du séjour du loueur dans la commune, être modifiées par des déclarations nouvelles ». Quoi qu'il en soit, voulant calmer des craintes même injustifiées, M. Rouvier déclara, à la séance de la Chambre du 12 février 1903, que le loueur ambulant serait admis à modifier sa déclaration pendant tout le temps de son séjour dans la commune, jusqu'à la dernière heure même, et il a ajouté ceci : « Le loueur a un devoir à remplir au moment où il arrive, c'est de dire pourquoi il est venu, puis, pendant toute la durée de son séjour, il lui est loisible de

modifier ses déclarations et de les mettre en harmonie avec les quantités d'alcool qu'il a produites jusqu'au moment où il va quitter la commune(1)».

Cette déclaration précise le sens et la portée de l'obligation imposée au loueur dès son arrivée dans une commune ;

2° Le locataire de l'alambic est tenu de contresigner les déclarations du bouilleur ambulant sur le registre où, d'après la loi de 1900, celui-ci doit inscrire les résultats de la distillation ;

3° Le bouilleur ambulant doit, non seulement tenir ce registre à la disposition du service, mais encore après l'achèvement de chaque travail de distillation, remettre une ampliation des inscriptions à la régie, même s'il s'agit d'un petit bouilleur de cru non soumis à la prise en charge.

§ II. — NOUVELLE RÉGLEMENTATION DES BOUILLEURS DE CRU

Les alambics minutieusement numérotés, poinçonnés, mis sous scellés, ne peuvent donc fonctionner sans que le service en soit immédiatement averti : c'était un gros résultat, mais le but n'était encore pas atteint. Il faut que la régie connaisse toute la quantité d'alcool distillée, pour qu'elle puisse la soumettre à l'impôt. Elle emploiera pour

1. *J. Off.* du 13, Déb. parl. p. 641.

cela deux moyens : la déclaration de fabrication de la part du bouilleur, et la prise en charge.

D'après l'article 18 de la loi de 1903 : « Nul ne peut se livrer à la fabrication ou au repassage des eaux-de-vie, esprits et liquides alcooliques de toute nature, sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau de la régie. »

Cet article 18 est le point capital de la loi. « Tout l'impôt repose sur la déclaration, à dit M. Rouvier, c'est là son infirmité. Si je n'ai pas la déclaration, je ne saurai pas quand on distille ; je ne saurai pas ce qu'on a distillé, si je n'ai pas la prise en charge. L'indication des quantités contenues dans la déclaration est le complément de la prise en charge, en quelque sorte, et sa sanction (1) ». L'article 18 dit en effet dans son second paragraphe que la déclaration devra indiquer la nature, ainsi que la provenance réelle des produits mis en œuvre, et que cette déclaration sera complétée au fur et à mesure de l'introduction de nouveaux produits dans la distillerie.

Par la déclaration, le propriétaire récoltant se place sous la main de la régie ; il déclare qu'il entend être bouilleur de cru et, par suite, consent à se soumettre à toutes les prescriptions de la loi nouvelle. La déclaration ouvre la porte de son do-

1. *J. Off.*, séance du 13 février 1903, Déb. parl., p. 655.

micile à la régie. C'est, en même temps, un moyen de contrôle pour le Gouvernement. Le propriétaire doit indiquer les quantités d'alcool existant en sa possession. L'administration saura, de cette manière, les quantités d'alcool existant en France et, au moment de l'inventaire chez le propriétaire, elle vérifiera l'exactitude de la déclaration.

La régie sera donc avertie du moment où commenceront les opérations de distillation. Mais elle n'est encore qu'insuffisamment armée : il lui faut la prise en charge.

« La prise en charge, disait à la Chambre M. Lauraine, c'est en quelque sorte une comptabilité matière ; c'est la constatation matérielle, faite par le service des contributions indirectes, des quantités réelles d'alcool qui sont en la possession de l'assujetti. Dès l'instant que cette constatation est faite par la force de la prise en charge, l'assujetti est tenu de représenter, à toute époque, ou bien les quantités constatées, ou bien leurs équivalents en droits. »

D'après le projet du ministre, la régie ouvrirait à chaque bouilleur un compte de prise en charge de tous ses alcools, compte que l'on déchargeait ensuite :

1° Des quantités d'alcools possédées par lui au moment de l'ouverture du compte et pour lesquel-

les l'assujetti justifie du paiement antérieur des droits ;

2° D'une quantité de 20 litres d'alcool pur accordés en franchise, à litre de consommation familiale ;

3° De la déduction ordinaire de 7 0/0 accordée aux entrepositaires pour ouillage, coulage et déchets de magasin ;

4° Des quantités correspondant à des pertes matérielles régulièrement constatées par la régie.

Ce compte doit se régler à la fin de chaque campagne après un récolement indispensable. Mais le bouilleur a la faculté d'acquitter immédiatement les droits, auquel cas, au lieu des décharges ci-dessus inscrites sous les nos 2 et 3, il lui est alloué à forfait une « allocation en franchise de 10 0/0, sans que cette allocation puisse être inférieure à 20 litres d'alcool pur », dit l'article 19, § 2.

Le projet se proposait de prendre en charge, sans exception, tous les alcools fabriqués, de les soumettre à l'impôt et de réduire le privilège des bouilleurs de cru à une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur.

« Ce système supprimait le privilège des bouilleurs à peu près complètement. On peut même dire que, dans une certaine mesure, il supprimait les bouilleurs de cru eux-mêmes. Il soumet en effet aux droits les eaux-de-vie fabriquées en franchise

sous les législations antérieures et conservées en cave par les bouilleurs, puisqu'il prévoit la prise en charge de tous les alcools possédés par le bouilleur au moment de l'ouverture du compte, c'est-à-dire au moment de la fabrication. Pour échapper légalement à cet impôt, il suffit au récoltant de ne plus distiller tant qu'il n'aura pas consommé les alcools qu'il a chez lui. C'est ce qu'ont fait beaucoup de récoltants, de telle façon que le nombre de bouilleurs de cru a dû diminuer dans une proportion plus considérable que n'a augmenté le nombre des bouilleurs de profession » (1).

Le système proposé par le ministre souleva les plus vives protestations de la part des représentants des bouilleurs. De nombreux amendements furent déposés, les uns pour atténuer les rigueurs excessives de cette réglementation, les autres pour y soustraire tout au moins les petits bouilleurs.

De tous ces amendements, que nous n'exposerons pas, deux seulement passèrent dans la loi. Ce furent celui de M. Bertrand et celui de M. Lauraine.

Le texte du projet reconnaissait au distillateur le droit de travailler soit à domicile, soit dans les locaux ou emplacements publics ou privés agréés par l'administration, mais dans ce cas c'était à cette

1. Morlot, rapport cité.

dernière qu'il appartenait de fixer les jours et heures de la distillation.

Sur la proposition de M. Bertrand, aux mots « locaux ou emplacements agréés par l'administration », l'on substitua ceux-ci : « déclarés à l'administration », modification importante en fait, puisqu'elle permettait aux bouilleurs de choisir l'endroit qui leur convenait pour distiller, sans qu'ils soient obligés de se soumettre aux commodités de la régie.

Le texte de l'article 20, § 1^{er} devint alors celui-ci : « La fabrication peut avoir lieu soit à domicile, soit dans des locaux ou sur des emplacements, publics ou privés, déclarés à l'administration qui, dans ce dernier cas, fixe les jours et heures auxquels pourront avoir lieu les opérations. »

Mais l'amendement de M. Lauraine avait plus d'importance encore et devait même en acquérir par la suite, avec la loi du 31 décembre 1904. La proposition du député de la Charente-Inférieure consistait à autoriser les assujettis à se faire assister de deux témoins pendant les opérations d'inventaire et de récolement de la régie. Cette mesure de protection n'a pas été accordée sans résistance de la part du Gouvernement, et il n'a fini par y consentir que parce que, les procès-verbaux dressés par la régie étant alors crus jusqu'à inscription de faux, la présence des témoins et leurs dires ne pouvaient pas,

stricto jure du moins, être un obstacle à la verbalisation des agents. Mais on comprendra néanmoins quelle garantie sérieuse était apportée aux contribuables par cet amendement, si on pense que la présence de deux témoins, la plupart du temps voisins de l'assujetti, bouilleurs comme lui, qui seront toujours avec lui contre la régie, sera susceptible d'influencer grandement les agents des contributions indirectes. Ils seront plus circonspects, se tiendront mieux sur leurs gardes, éviteront beaucoup plus les vexations : ces témoins, susceptibles de dire à tous comment les agents se comportent dans les opérations d'inventaire et de récolement, constitueront une garantie sérieuse.

Mais depuis la loi du 31 décembre 1904, cette garantie qui était jusque-là une sorte de garantie artificielle, de garantie due à l'intimidation, si nous pouvons ainsi dire, est devenue une garantie réelle.

Sur l'initiative de M. Cunéo d'Ornano, la Chambre a abrogé les textes qui posaient, en principe, que les procès-verbaux des agents de la régie étaient crus jusqu'à inscription de faux. L'art. 24 de la loi de finances du 31 décembre 1904 est ainsi conçu : « Les procès-verbaux des agents des contributions indirectes et des octrois feront foi jusqu'à preuve contraire. Si le prévenu demande à faire cette preuve, le tribunal renverra la cause à quin-

zaine au moins. Dans le délai de trois jours francs, à compter de l'audience où le renvoi aura été prononcé, le prévenu devra déposer au greffe la liste des témoins qu'il veut faire entendre avec leurs nom, prénoms, profession et domicile. Sont abrogés les articles 8 de la loi du 27 frimaire an VIII, 25 et 26 du décret du 1^{er} germinal an XIII et 3 de la loi du 21 juin 1873. »

Toutes les fois qu'au cours des vérifications, la régie émettra une prétention qui leur paraîtra illégale, ou au moins abusive, les propriétaires pourront requérir cette assistance de deux témoins ; ces derniers déposeront si les propriétaires veulent prouver la fausseté des déclarations contenues dans le procès-verbal.

Ces conclusions accordées sur les propositions de M. Bertrand et de M. Lauraine étaient une heureuse atténuation à la rigueur du projet, mais ce n'étaient en somme que des concessions de détails. Les bouilleurs de cru étaient astreints à la déclaration de fabrication, à l'inventaire, à la prise en charge des alcools en leur possession, aussi bien que des produits distillés, au récolement de fin d'année. Ils bénéficiaient seulement, à titre de consommation familiale, d'une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur.

Les défenseurs des bouilleurs de cru ayant succombé dans leurs tentatives pour atténuer les

rigueurs du nouveau régime, s'efforcèrent d'y soustraire au moins les petits bouilleurs, tous ceux qui ne distillent guère plus que leur consommation personnelle et chez lesquels, le plus souvent, les constatations de la régie auraient abouti à établir le néant des droits du Trésor.

De nombreux amendements furent déposés en ce sens. Mais la difficulté consistait à établir un criterium pour différencier le gros bouilleur du petit. Les uns cherchèrent ce criterium dans la capacité des appareils, d'autres dans le temps consacré à la distillation, d'autres enfin, dans l'importance des moyens de production.

M. Morlot, député de l'Aisne, qui était partisan de ce dernier moyen, proposa de conserver le *statu quo* pour les bouilleurs de cru dont les moyens de production d'alcool ne dépasseraient pas la superficie en vignes ou le nombre d'arbres à fruits nécessaires pour distiller 50 litres d'alcool pur par an suivant les usages du pays.

C'est à cette dernière formule, acceptée par le Gouvernement, que s'arrêta la Chambre. Elle devint l'article 21 de la loi.

Cet article 21, célèbre dès sa naissance, et dont l'application devait soulever plus tard tant de protestations, est ainsi conçu :

« Sont dispensés de toute déclaration autre que celles prévues aux articles 12 à 18 de la présente

loi, ainsi que de toute vérification et prise en charge, les propriétaires, fermiers et métayers qui, après avoir justifié qu'ils ne cultivent pas une superficie plus considérable de vignes ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers à l'état de rapport normal, qu'il n'est nécessaire pour la production moyenne de 50 litres d'alcool pur, suivant les usages du pays, distilleront chez eux les vins, cidres, lies, marcs, prunes, prunelles et cerises provenant exclusivement de leurs récoltes. — La superficie et le nombre d'arbres correspondant à ce maximum seront déterminés, dans chaque département, par un arrêté ministériel rendu sur la proposition du directeur des contributions indirectes et après avis du Conseil général et du Préfet. »

M. Morlot a indiqué en ces termes quelle était la véritable portée de son amendement : « Il tend, a-t-il dit, à distinguer, région par région, ce qui constitue un petit bouilleur de ce qui constitue un gros bouilleur. Il n'a pas d'autre objet. Sa portée n'est pas d'accroître les quantités d'alcool qui doivent être consommées librement en famille ; il n'accorde aucune franchise de circulation : il n'a pas pour but de donner aux petits bouilleurs des droits qu'ils ne posséderaient pas déjà ; nous voulons seulement que, pour les petits bouilleurs, vous mainteniez le *statu quo*, la situation dont ils ont joui jusqu'à présent. Si nous le demandons, c'est que nous sommes

convaincus que, par votre loi, vous vous heurterez à des embarras considérables, et que vous molesterez beaucoup de gens pour un profit pécuniaire absolument nul » (1).

Nous ne pouvons pas vouloir essayer de mieux expliquer la portée de cet amendement que ne l'a fait son auteur lui-même. Pourtant, il paraît y avoir dans les propres paroles de M. Morlot, que nous venons de citer, une inexactitude.

Que cet amendement n'accorde aucune franchise de circulation, cela va de soi. « Je propose une loi pour restreindre le nombre des bouilleurs, non pour l'augmenter », disait le ministre des Finances. Tout alcool qui se déplace doit payer le droit de circulation ; et s'il plaît à un propriétaire de donner ou de vendre quelques bouteilles d'eau-de-vie, parmi les 20 litres d'alcool pur qui lui sont accordés en franchise, il devra payer le droit de 220 francs par hectolitre : cela est bien entendu. Les petits bouilleurs de l'article 21 ne jouissent sous ce rapport-là d'aucune immunité.

Mais M. Morlot disait, dans son discours à la Chambre, que « la portée de cet article n'est pas d'accroître les quantités d'alcool qui doivent être consommées librement en famille ». Ceci demande peut-être une explication.

1. *J. Off.*, séance du 19 février 1903, Déb. parl., p. 760.

Si le but de cet article n'est pas d'accroître les quantités d'alcool qui doivent être consommées en famille, il est bien certain que cet article en donne la possibilité. Il n'y a pas de prise en charge pour ces petits bouilleurs dont la distillation ne dépasse pas 50 litres d'alcool pur ; ils sont dispensés de l'inventaire initial, du récolement. Les stocks et les quantités fabriquées échappent ainsi à tout contrôle, le service n'a pas à les constater, ni le récoltant à les déclarer (1). Dès lors, il est loisible à ces petits récoltants de consommer leurs 50 litres, s'ils le veulent. Un bouilleur de cru, distillant au-dessus de 50 litres, pourra consommer en famille 20 litres (2) en profitant d'une immunité complète des droits ; toutes les quantités qu'il consommera au-dessus de ces 20 litres, ayant été prises en charge par le service, ne pourront échapper au paiement des droits. Au contraire, la comptabilité matières n'existant pas pour les bouilleurs désignés à l'article 21, ils pourront consommer chez eux leurs 50 litres intégralement ; ils n'auront aucun droit à payer tant qu'il n'y aura pas circulation.

Cette différence entre les deux catégories de

1. Circulaire du 30 août 1904, article 173.

2. Nous prenons le cas, de beaucoup le plus général, où le bouilleur demande le crédit des droits. Dans le cas où il les acquitte immédiatement, son allocation, nous l'avons vu, peut être supérieure à 20 litres.

bouilleurs est importante et valait la peine que nous nous y arrêtions.

L'amendement Morlot devait surtout profiter aux petits propriétaires des départements (du Nord-Est et du Nord-Ouest de la France) dans lesquels le petit récoltant fait de l'eau-de-vie de prunes, de pommes, lorsqu'il n'a pas pu vendre sa récolte en nature, ou convertie en boissons ; mais cet amendement n'avait évidemment qu'un intérêt assez restreint pour les bouilleurs des pays où, comme dans l'Armagnac et les Charentes, l'alcool est le principal produit que l'on tire de sa récolte. « Mais, dit M. Morlot, défendant son œuvre, la raison en tient, non à la nature du criterium adopté pour distinguer les gros bouilleurs des petits, mais à ce fait que dans ces pays il ne peut guère exister de bouilleurs récoltant moins de 50 litres d'alcool pur ».

En résumé, la loi nouvelle posait en principe que tous les bouilleurs de cru seraient assujettis au régime résultant de son texte et comportant la déclaration, l'inventaire initial, la prise en charge et le récolement.

Elle admettait, par exception, que pour les petits bouilleurs désignés dans l'article 21, le *statu quo* serait maintenu, sous réserve de la déclaration obligatoire de fabrication à faire en vertu de l'article 18 de la loi.

En dehors de cette exception consentie pour les

petits bouilleurs, la loi dans son article 22 en spécifie une seconde en faveur des propriétaires, fermiers et métayers réunis en syndicats professionnels ou en associations coopératives de distillation.

L'article 22 est ainsi conçu :

« Seront personnellement dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de tout exercice et jouiront des déductions et allocations en franchise stipulées à l'article 19, les propriétaires, fermiers et métayers réunis en syndicats professionnels ou en associations coopératives de distillation, qui déposeront leurs appareils et leurs alcools et effectueront la distillation des vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises ou prunes provenant exclusivement de leurs récoltes, dans des locaux agréés par la régie et gérés par lesdits syndicats ou associations. Les membres de ces syndicats ou associations pourront, à tout instant, retirer leurs alcools, à la condition de payer les droits, déduction faite des allocations en franchise ou, s'ils demandent le crédit de l'impôt, de se soumettre aux obligations prévues par les articles 19 et 20. Les dispositions des lois et règlements sur les distilleries sont applicables tant à l'agencement des locaux gérés par les syndicats ou associations coopératives qu'aux opérations qui y sont pratiquées. Les membres de chaque syndicat ou association coopérative seront solidairement responsables de toutes

les infractions à la loi commises dans le local commun ».

« C'est une innovation, dit M. Morlot dans son rapport ; la loi autorise les bouilleurs de cru à s'associer pour distiller en commun leurs produits. Pour encourager ces sortes d'associations agricoles, la loi ne les traite pas comme un établissement de bouilleur de profession et leur constitue un régime spécial ».

Peut-être pourrait-on se demander où sont les avantages réels, accordés par cet article 22 aux bouilleurs réunis en syndicats professionnels ou en associations coopératives de distillation ? Mais on risquerait bien de ne pas les trouver. « La loi, dit-on, ne les traite pas comme un établissement de bouilleur de profession ». Ce serait un comble !

Si la loi veut favoriser un genre de distillation, il faut qu'elle donne des avantages sérieux à ceux qui l'emploieront ; et il est bien clair que dans le cas où elle ne le fera pas, personne n'en usera.

On entrevoit dans la loi de 1903 le désir du législateur de préconiser la distillation dans un seul établissement où les bouilleurs apporteraient leurs matières premières. Le contrôle pour la régie est bien plus commode, bien plus rapide ; la fraude rendue plus difficile. Ce désir de l'administration est tout naturel. Mais pense-t-elle que le récoltant ira, uniquement pour lui faire plaisir, doubler ses

dérangements, ses frais de transport ? Prenons l'exemple d'un bouilleur de vin ; ce récoltant apporte sa vendange dans son chai, fait son vin, et, sans aucun déplacement, pompe ce vin dans une chaudière, située la plupart du temps à quelques mètres de là, où il le convertit en eau-de-vie (1).

Supposons que le récoltant veuille brûler dans le local agréé par la régie : il lui faudra transporter son vin de son chai au local ; puis, quand il voudra retirer ses alcools, faire un nouveau transport en sens inverse, du local à son chai. Et tout cela, à coups d'acquits-à-caution ou de laissez-passer. Si on prend une moyenne de 50 barriques de vin pour chaque récoltant (ce qui n'est point exagéré à l'heure actuelle, du moins dans les Charentes) et si on pense aux frais de transport et aux difficultés de manipulation de ces fûts pleins, on sera en droit d'attendre des avantages sérieux, juste compensation de ce surcroît de frais et de tracas dont on pouvait se passer.

L'article 22 semble bien vouloir les donner, ces avantages, et quand on a lu ses termes du début : « Seront personnellement dispensés de toute décla-

1. Il est en effet absolument *indispensable* de voir comment les choses se passent dans la pratique, pour comprendre le peu de succès qu'ont obtenu l'article 20 (ateliers publics de distillation) et notre article 22 (locaux gérés par les syndicats ou associations de bouilleurs de cru).

ration préalable et affranchis de tout exercice et jouiront des déductions et allocations.... » on s'attend à trouver l'avantage décisif qui ferait courir les bouilleurs aux locaux agréés par la régie, ramènerait enfin le calme dans leurs relations avec cette dernière, en facilitant un contrôle rendu bien moins vexatoire dans ce local qu'à leur domicile.

Mais la déception est d'autant plus grande que l'espérance avait paru plus fondée.

Quand on arrive à la fin de l'article, on voit que les membres de ces syndicats ou associations coopératives devront, au moment de retirer leurs alcools : soit payer les droits, soit s'ils demandent le crédit de l'impôt se soumettre aux obligations prévues par les articles 19 et 20. C'est la situation des bouilleurs brûlant à domicile : pas autre chose.

Enfin, pour les rares propriétaires, fermiers ou métayers qui auraient, malgré tout, la velléité d'user de la faculté dont parle l'article 22, son dernier paragraphe est le coup de massue : « Les membres de chaque syndicat ou association coopérative seront solidairement responsables de toutes les infractions à la loi commises dans le local commun ».

Si, après la perspective de cette éventualité, quelques-uns persistent dans leur imprudente intention, c'est qu'ils auront des raisons que nous avouons ignorer.

§ III. — SURVEILLANCE DE LA CIRCULATION DES ALCOOLS

Après avoir institué un régime de surveillance étroite des alambics et soumis la plupart des bouilleurs, et dans tous les cas les plus importants, à un système de contrôle rigoureux, la loi de 1903 compléta ces mesures en prenant, pour surveiller la circulation des alcools, des précautions plus efficaces que celles qui existaient déjà.

La loi du 2 avril 1872, en effet, dans le but de prévenir certaines fraudes, avait institué trois catégories de titres de mouvement pour l'alcool.

L'article 8 de cette loi exigeait que les alcools d'industrie circulassent sous acquit rouge, les mélanges sous acquit bleu, alors que les purs alcools de fruits circulaient sous acquit blanc.

Mais cette mesure ne fut jamais sérieusement appliquée. « L'acquit blanc jouissant d'une faveur plus grande auprès du public fut bientôt généralisé et la loi se trouvait ainsi donner une espèce de sanction officielle à la fraude commerciale qu'elle recouvrait » (1). Il ne pouvait en être autrement, puisque dans la plupart des cas, l'origine de l'alcool n'était connue que par la déclaration de l'assujetti.

« Le système qui consistait à identifier les alcools

1. Lauraine, rapport cité.

d'après la couleur des titres de mouvement sous le lien desquels ils circulaient a été inefficace et devait nécessairement l'être, dit M. Berteaux dans son rapport général du budget de 1903.

Ce n'est pas, en effet, ajoute-t-il, alors que les spiritueux sont déjà entrés dans la circulation que l'on doit chercher à différencier leur provenance : il faudrait pour cela qu'il existât des procédés sûrs permettant de les distinguer les uns des autres, et, malheureusement l'analyse ne donne pas toujours les moyens de discerner un alcool d'industrie d'un alcool de vin rectifié, une eau-de-vie de mélange d'une eau-de-vie naturelle.

C'est donc à l'origine même, c'est-à-dire à la production qu'il faut établir la différenciation, si l'on veut arriver à un résultat pratique. Or, jusqu'ici elle ne pouvait évidemment être effectuée, puisque le bouilleur de cru distillait librement. Du moment où ses opérations seront contrôlées elle devient possible.

Nous proposons donc de remplacer les dispositions qui ont fait l'objet de l'article 8 de la loi de 1872 par un système où les expéditions afférentes aux alcools seront de deux sortes : les unes pourront servir pour les spiritueux de toute espèce ; les autres seront spécialement affectées aux eaux-de-vie naturelles provenant de la mise en œuvre, sous le contrôle de la régie, des vins et produits

vinicoles (lies, marcs), des cidres et poirés, des cerises et des prunes.

Les expéditions de cette dernière catégorie mentionnent la substance avec laquelle les eaux-de-vie auront été fabriquées : les acquits-à-caution devant être remis au service, il leur sera annexé un bulletin qui constituera un certificat d'origine et qui sera conservé par le destinataire.

Ces titres de mouvement seront délivrés aux bouilleurs de cru ainsi qu'aux bouilleurs et distillateurs de profession, qui produiront exclusivement les eaux-de-vie auxquelles ils sont applicables et ne recevront du dehors aucune espèce de spiritueux.

Mais comme c'est, en définitive, le consommateur qui achète, et comme d'autre part ce n'est qu'exceptionnellement qu'il s'approvisionne directement chez le producteur, il est nécessaire d'admettre le négociant intermédiaire à se faire délivrer des acquits et des congés portant garantie d'origine, tout en évitant qu'il puisse y avoir là une source d'abus.

A cet effet, les commerçants ne pourront obtenir ces expéditions qu'à la condition que les eaux-de-vie naturelles seront, chez eux, emmagasinées à part dans un local distinct, et suivies pour leur volume, leur degré et la quantité d'alcool qu'elles représentent ».

L'article 23 de la loi de 1903 prévoit deux catégo-

ries de titres de mouvement, des roses et des blancs. Ils ne correspondent pas, comme ceux de la loi de 1872, à des espèces d'alcool déterminées.

Dans le nouveau système, le titre rose s'applique sans distinction, à tous les spiritueux, quelle qu'en soit la matière première. Mais, sur la demande des intéressés, la régie délivrera des expéditions sur papier blanc pour accompagner :

Soit des eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ;

Soit des rhums et tafias naturels, pour lesquels, lors de leur importation, il sera justifié de la provenance directe des colonies françaises ;

Soit des genièvres obtenus par la simple distillation du seigle, du blé, de l'orge ou de l'avoine dans des établissements qui ne produisent pas de trois-six.

Ces titres blancs doivent indiquer la substance avec laquelle les spiritueux auront été fabriqués ; les acquits-à-caution comportent un bulletin qui constitue un certificat d'origine et qui, lors de leur remise au service, est détaché pour être conservé par le destinataire.

Mais en raison de la garantie qu'il comporte le titre blanc ne peut être obtenu que :

1° Par les bouilleurs qui produisent, sous le con-

trôle de la régie, exclusivement les alcools définis ci-dessus.

Il ne peut donc être délivré à un petit bouilleur de cru invoquant le bénéfice de l'article 21.

2° Par les importateurs de rhums et de tafias naturels qui justifient de la provenance coloniale française de ces alcools, dans la forme prescrite par l'administration des douanes pour obtenir l'immunité des droits de douane.

3° Par les négociants qui ont reçu des alcools naturels sous le couvert d'un acquit blanc et qui, après les avoir placés dans un local distinct, les ont fait prendre en charge sur un compte spécial pour leur volume et leur degré alcoolique.

L'article 23, dont nous venons d'analyser le contenu, complète ces dispositions par l'interdiction de couper les spiritueux ainsi pris en charge avec d'autres alcools et d'y ajouter aucune substance propre à en modifier la composition ou le goût. « Si un mouillage, dit-il dans son dernier paragraphe, est nécessaire pour ramener au degré de consommation des eaux-de-vie et alcools naturels ou des rhums qui auraient été fabriqués à un degré supérieur, cette opération devra faire l'objet d'une déclaration préalable indiquant la quantité d'eau qui doit être ajoutée et l'augmentation de volume qui en résultera ».

Ces dispositions de la loi devaient, dans l'esprit

de ses auteurs, apporter à la viticulture des garanties suffisantes et devaient être de la plus grande utilité pour les bouilleurs de cru. Le certificat d'origine pour leurs produits devait leur assurer sur le marché une demande beaucoup plus élevée.

Hélas ! le résultat n'a pas été atteint.

« Dans la pratique, dit M. Lauraine, dans son rapport général, les dispositions si sages de la loi sont aisément éludées par un commerce peu scrupuleux, et il se trouve que les certificats d'origine viennent donner à la fraude un caractère officiel qui n'est pas fait pour lui nuire ».

Dans la pensée de ceux qui ont demandé depuis longtemps, et nous en étions, la création du certificat d'origine, ce certificat devait avant tout garantir l'origine réelle de la marchandise.

Depuis longtemps un commerce s'est institué qui consiste à expédier d'Allemagne ou de tout autre pays des alcools industriels dans un des ports des Charentes, d'où le chargement repart aussitôt avec une charte-partie justifiant de sa provenance charentaise.

.

Actuellement, les magasins des négociants ne sont que fictivement séparés et le jeu des acquits y est d'une facilité déplorable.

On autorise les commerçants à avoir dans le même chai, ou dans deux chais qui se communi-

quent, des alcools acquit rouge et des eaux-de-vie acquit blanc avec certificat d'origine.

« Ces chais, dit M. Verneuil, président du Syndicat agricole de la Charente-Inférieure, sont comme la boîte de Robert Houdin, d'où il sort tout ce qu'on veut. Il est à craindre, ajoute-t-il, que l'acquit blanc avec certificat d'origine ne soit ainsi disqualifié avant d'être connu ».

Mais déjà la couleur même des acquits alimente un commerce fructueux.

Sur le marché on entend couramment des propositions dans le genre de celles-ci : « Je vous offre cet alcool à 60 francs l'hectolitre accompagné de l'acquit rose. Si vous voulez l'acquit blanc de la loi de 1872 : c'est 70 francs ; à 80 francs, je puis vous le livrer avec le certificat d'origine ».

Ce résultat inattendu de la loi de 1903 se passe de commentaires, mais valait la peine d'être relevé. L'administration pourrait attacher un plus grand intérêt à la répression de cette fraude, mortelle pour la production viticole.

M. Lauraine conclut qu'il est à craindre qu'il en soit ainsi tant qu'on n'aura pas créé pour la régie un intérêt pécuniaire à la distinction entre les alcools, de façon à éviter cette double fraude : commerciale et fiscale.

L'article 24 de la loi de 1903 prend une mesure transitoire concernant les stocks d'alcools naturels

en la possession des bouilleurs de cru, bouilleurs de profession ou négociants entrepositaires, au moment de la promulgation de la loi. Ils pourront, jusqu'à concurrence de ces quantités, continuer à faire usage des acquits blancs créés par l'article 8 de la loi du 2 août 1872.

Telles étaient, dans leur ensemble, les dispositions de la loi du 31 mars 1903 concernant le régime des alcools. Elles étaient sanctionnées par les peines rigoureuses (1) inscrites dans la loi du 29 décembre 1900, et dont nous avons parlé en leur temps.

Pour l'application pratique du système, la loi prévoyait enfin dans son article 25 l'élaboration de règlements d'administration publique.

La loi de 1900 avait fait disparaître un grand nombre de bouilleurs de cru ; la loi de 1903 en supprimait encore davantage. Les règlements d'administration publique semblent avoir eu pour but d'en finir avec le privilège des bouilleurs de cru, en aggravant, par de multiples exigences, la portée déjà si funeste de la loi de 1903.

1. Amende de 500 à 5.000 francs, indépendamment de la confiscation des appareils et boissons saisis et du remboursement des droits fraudés. — En cas de récidive : amende double. « Dans tous les cas, l'article 463 du Code pénal pourra être appliqué en faveur des délinquants dans les conditions prévues par l'article 19 de la loi du 29 mars 1897 ».

**SECTION III. — Les règlements d'administration publique
du 19 août 1903**

« Il sera pourvu par des règlements d'administration publique, dit l'article 25, à toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application des articles 12 à 24 de la présente loi. Ces règlements détermineront, en particulier, les conditions dans lesquelles s'effectuera la constatation de la production chez les récoltants. »

Les règlements rendus en exécution de la loi de 1903 sont au nombre de deux qui portent l'un et l'autre la date du 19 août 1903.

Le premier concerne l'application des articles 12 à 17, relatifs au contrôle des alambics.

Le deuxième réglemente les articles 18 à 22, relatifs aux bouilleurs de cru.

Nous allons les analyser sommairement, en soulignant les aggravations qu'ils apportent à la situation créée par la loi de 1903.

§ I. — RÈGLEMENT SUR LE CONTRÔLE DES ALAMBICS

Le premier règlement s'applique aux fabricants et marchands d'appareils à distiller et aux particuliers qui en détiennent.

Les deux premiers articles précisent les mentions que les fabricants et marchands doivent inscrire sur

le registre dont la tenue leur est imposée par la loi de 1900.

Le règlement spécifie en second lieu les indications que doivent porter les acquits-à-caution délivrés en vertu de l'article 13 de la loi, pour légitimer le transport des alambics.

Il décide ensuite que le soin de faire poinçonner l'appareil incombe au destinataire et non au vendeur ; la régie doit procéder à cette opération aussitôt que le détenteur a fait la déclaration prescrite par l'article 14. Si par suite de réparations ou de transformations, la marque disparaît, le détenteur doit demander aussitôt un nouveau poinçonnage.

Les employés des Contributions indirectes sont autorisés à déterminer par le poinçonnage, la contenance des alambics soumis à la formalité du poinçonnage. Le décret tranche ainsi en faveur de l'administration la question de savoir si ses agents doivent procéder à ces vérifications concernant la capacité avant ou après la déclaration de travail. Dans tous les cas, le jaugeage n'avait pas été prévu dans la loi de 1903, et cette formalité constitue une aggravation de la loi ; les détenteurs sont en effet obligés de prêter leur concours, par eux-mêmes ou par leurs préposés, pour assurer les opérations nécessitées par ce jaugeage des appareils. L'administration se réserve du reste le droit de renouveler

ces opérations de vérification aussi souvent qu'elle le jugera à propos.

Le décret s'occupe ensuite du scellement des appareils et portions d'appareil. Ils doivent être scellés par des plombs ; dans le cas où leur agencement ne permet pas ce mode de scellement, le service peut exiger l'apposition, aux endroits désignés par lui, de boucles ou crampons métalliques rivés intérieurement. Les demandes de descellement sont faites à la recette ruraliste trois jours à l'avance. Si dans les trois heures qui suivent le moment fixé par le déclarant pour le commencement des travaux, les employés ne se sont pas présentés, il peut briser les scellés.

Les détenteurs cessent d'être soumis aux visites de nuit à partir du jour qui suit celui où leur déclaration a été faite si, par le fait du service, les scellés n'ont pas été apposés.

Ce ne peut être que par suite d'une erreur qu'il est question ici de visites de nuit. L'article 14 de la loi du 31 mars 1903 interdit en effet, et de la manière la plus expresse, aux employés de la régie de procéder à des visites de nuit chez les bouilleurs de cru. « Toutefois, dit le paragraphe 4 *in fine* de cet article, le contrôle en ce qui concerne les bouilleurs de cru, devra s'exercer le jour et seulement dans le local où se trouve l'appareil ».

S'il est permis au pouvoir réglementaire de com-

pléter la loi dans la limite des pouvoirs que le législateur lui a délégués, il lui est interdit de statuer sur les points expressément réglés par la loi et bien plus encore de modifier une disposition légale.

La loi du 31 mars 1903 défend aux employés de la régie de pénétrer la nuit chez les bouilleurs de cru, le règlement d'administration publique n'a pu le leur permettre.

Le pouvoir réglementaire ne peut que régler les difficultés pratiques, sans rien innover ; il met en œuvre la loi, il ne peut la faire. « Si le pouvoir réglementaire est séparé du pouvoir législatif, il n'en est pas moins dominé par ce pouvoir. Il ne participe à l'œuvre du législateur que pour suppléer à ses prévisions dans les choses qu'il abandonne ; et du moment que le législateur prend soin de régler jusqu'aux détails de l'exécution, il manifeste par cela même la volonté de les soustraire à l'empire du pouvoir réglementaire ; l'autorité dépositaire de ce pouvoir n'a qu'à s'incliner devant l'omnipotence législative » (1).

Le pouvoir réglementaire, dans l'espèce, ne s'est nullement incliné devant l'omnipotence législative ; il a ajouté à la loi. C'est ce que déclarait à la Chambre M. René Renoult : « La discussion à laquelle nous avons assisté, disait-il, établit bien que le rè-

1. M. Dufour, *Traité*, t. I, n° 46.

glement relatif aux bouilleurs de cru a eu pour effet d'étendre et d'augmenter les dispositions de la loi. J'estime, en conséquence, qu'il est impossible à l'assemblée de laisser passer, sans formuler une protestation, un fait de cette nature, sous peine de laisser méconnaître les attributions qu'elle tient des lois constitutionnelles et la fonction de légiférer qui lui est exclusivement réservée » (1).

Et la Chambre a en effet protesté, et de la manière la plus énergique. Voici l'ordre du jour qu'elle a voté : « La Chambre, prenant acte des déclarations du Gouvernement, l'invite à modifier les règlements et circulaires en contradiction avec l'esprit et la lettre de la loi ».

Pour se conformer à cet ordre du jour, le ministre des Finances a adressé à son service une note atténuant certaines dispositions du règlement, mais d'autres dispositions n'ont pas été modifiées, et cependant il n'est pas douteux qu'elles étendent la portée de la loi. Elles apparaissent donc comme illégales et non obligatoires (2).

Le règlement prévoyait enfin dans son dernier article le cas où un détenteur voudrait détruire un appareil ou une portion d'appareil. Il ne peut le

1. *J. Off.*, séance du 27 octobre 1903, Déb. parl. p. 2379.

2. M. Laferrière, *Traité*, 2^e édition, t. II, p. 540. C. d'Etat, 13 mars 1885, 25 mars 1887, etc.

faire qu'après une déclaration à la recette buraliste et en présence des employés de la régie.

Ce règlement parut sans doute aller bien loin, même à l'administration des contributions indirectes, puisqu'elle en accompagne l'envoi à ses agents d'une circulaire leur permettant d'apporter certaines tolérances à l'application de règles aussi strictes :

1° L'article 15 dispense de la formalité du scellement et du contrôle de l'article 14 de la loi de 1903 les détenteurs de certains alambics, sous réserve que ceux-ci obtiendront une autorisation personnelle, d'ailleurs toujours révocable. Parmi ceux-ci figurent les détenteurs d'alambics d'essai, dépourvus de tout organe de rectification ou de rétrogradation, et n'ayant pas une capacité supérieure à un litre. La régie a pensé qu'il était inutile que les détenteurs de ces appareils minuscules se munissent d'une autorisation individuelle et qu'on pouvait affranchir, par une mesure générale, de toutes formalités les possesseurs et les fabricants.

2° La loi prescrit qu'aucun alambic ne peut circuler que sous le couvert d'un acquit-à-caution. La régie admet cependant, à titre de tolérance, que si le transport a lieu dans une même localité, entre deux établissements appartenant au même fabricant ou marchand, l'acquit n'est pas nécessaire et qu'il suffit d'un simple laissez-passer à 0 fr. 10 délivré à la recette buraliste.

3° La régie admet encore, à titre de simple tolérance, que les alambics neufs, n'ayant jamais servi, même une seule fois, peuvent être dispensés de la formalité du scellement, sur la demande du fabricant ou du marchand qui les a en magasin.

4° Dans certains pays, les récoltants, en dehors de la période de distillation, se servent de la chaudière de leur alambic pour divers usages domestiques ou agricoles. La mise sous scellés avait pour conséquence de les priver de cet ustensile. Sur les réclamations qui lui ont été présentées, l'administration a dû admettre un tempérament. Lorsqu'il s'agit de chaudières à large ouverture, pouvant recevoir plusieurs affectations, ou lorsqu'il est de notoriété publique qu'elles servent à d'autres usages que la distillation, l'administration consent à en laisser l'usage aux intéressés; elle exige seulement l'application, sur un des rebords de la chaudière, d'un dispositif qui empêche l'adaptation d'un couvercle ou d'un chapiteau. Tolérance provisoire, dit la circulaire, et sur laquelle l'administration se réserve de revenir si elle présente trop d'inconvénients.

5° La régie a dû encore admettre que les alambics des liquoristes ne seraient pas mis sous scellés chaque fois que ces industriels suspendent leur travail. Ils sont dispensés de cette formalité sur leur demande, à condition que leurs interruptions

soient de faible durée et ne constituent pas un véritable chômage.

6° Les alambics ne peuvent circuler qu'avec des acquits et ceux-ci ne sont déchargés par le service que sur le vu de l'appareil désigné dans le titre. Pour les alambics loués par des marchands ou prêtés par des bouilleurs, la régie admet que la décharge de l'acquit peut se faire sur le simple vu du nouveau titre de mouvement soumissionné pour rendre l'alambic à son propriétaire.

L'application de ce règlement ne souleva pas d'énormes protestations, sauf pourtant en ce qui concerne la mise sous scellés des alambics. Nos vieux paysans, si jaloux de leurs libertés, ne pouvaient refouler des sentiments de sourde révolte, en voyant les employés de la régie venir chez eux, se faire ouvrir les brûleries, et entourer de ficelles plombées les portes de chauffage et les tuyaux de leurs alambics.

§ II. — RÈGLEMENT SUR LES BOUILLEURS DE CRU

Ce règlement commence par donner dans son article 1^{er} une définition des bouilleurs de cru. Nous l'avons fait connaître au début (1) de cette étude : nous n'y revenons pas ici.

1. Cf. p. 6. « Qui est bouilleur de cru » ?

Après avoir établi la définition des bouilleurs de cru, le décret les divise en cinq catégories :

1^o Les bouilleurs de cru se livrant eux-mêmes aux opérations de distillation ;

2^o Les bouilleurs de cru faisant distiller à domicile avec un appareil ambulant ;

3^o Les bouilleurs de cru faisant distiller dans un local ou sur un emplacement public ou privé, déclaré à l'administration ;

4^o Les bouilleurs de cru réunis en association, en vertu de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ;

5^o Les bouilleurs de cru invoquant le bénéfice de l'article 21 de la loi de 1903.

Nous suivrons le même ordre pour parcourir le contenu de ce règlement. Mais nous ne pouvons nécessairement indiquer ici que ses grandes lignes, bien que le titre que nous avons choisi, « les bouilleurs de cru d'après la législation actuelle », puisse faire supposer que nous ayons eu l'intention d'exposer à fond leur situation. Une lecture attentive des décrets du 19 août 1903 et de la circulaire du 30 août 1904 (1) nous a convaincu que nous ne pouvions rentrer dans les détails de cette réglementation.

1. Cette circulaire codifie les instructions antérieures concernant le régime des bouilleurs de cru. Elle remplace donc, en ce qui concerne ce régime, les circulaires nos 520 et 538 des 4 avril et 24 août 1903, et les lettres autographiées des 30 octobre et 21 novembre 1903, nos 79 et 85.

tion si minutieuse ; d'ailleurs, notre but n'a pas été de faire ici un livre de chevet pour les bouilleurs de cru ; nous avons voulu indiquer leur situation actuelle, mais d'une manière générale seulement.

I. — *Bouilleurs de cru se livrant eux-mêmes aux opérations de distillation.*

Ces bouilleurs de cru se divisent eux-mêmes en deux catégories :

a) Ceux qui déclarent pour la distillation la totalité des matières premières en leur possession ;

b) Ceux qui n'en déclarent qu'une partie.

Pour les premiers, les formalités sont relativement restreintes. Ils sont simplement tenus dans leur déclaration de faire connaître le moment où ils veulent distiller et les matières qu'ils veulent mettre en œuvre. Mais ils ne sont pas obligés de déclarer le volume et le rendement présumé de leurs matières ; ils peuvent demander que ces éléments de la prise en charge soient déterminés d'accord avec le service.

Les seconds au contraire (et ce sont de beaucoup les plus nombreux) sont soumis à des formalités rigoureuses. Ils doivent :

1° Indiquer dans leur déclaration, sous le bénéfice d'une certaine marge d'erreur prévue à l'article 2 du

règlement, le volume et le rendement présumé des matières destinées à la distillation ;

2° Inscrire sur un registre spécial, au fur et à mesure des opérations, les mises en distillation successives, à moins qu'ils n'aient muni leur appareil d'un compteur vérifié et agréé par l'administration ou qu'ils ne distillent en vases clos également agréés (Décret du 10 août 1899). L'inscription à faire sur le registre spécial doit porter :

a) La nature et la quantité des matières versées dans l'alambic ;

b) Le numéro, s'il y a lieu, du lot d'où elles proviennent ;

c) La date et l'heure du commencement et celles de la fin du chargement de l'appareil, ainsi que le numéro de l'appareil s'il y en a plusieurs dans la brûlerie ;

3° Emmagasiner les produits distillés, en les séparant en autant de lots qu'il y a de rendements et de matières indiquées dans la déclaration dont nous allons parler.

L'article 18 de la loi de 1903 porte en effet que le bouilleur qui veut distiller doit en faire préalablement la déclaration au bureau de la régie. « La déclaration, dit l'article dans son second paragraphe, devra indiquer la nature, ainsi que la provenance réelle des produits mis en œuvre ; elle sera complétée au fur et à mesure de l'introduction de

nouveaux produits dans la distillerie ». Voilà ce que dit la loi.

Nous allons voir combien le règlement se montre sensiblement plus exigeant que la loi.

Dans son article 3, il détermine tous les éléments que doit contenir cette déclaration, savoir :

1° Les numéros des poinçonnements des alambics qui seront utilisés ;

2° L'emplacement de la brûlerie ;

3° La date du commencement des travaux, leur durée probable ainsi que les heures pendant lesquelles la brûlerie sera chaque jour en activité ;

4° Les quantités d'alcool existant déjà en la possession du déclarant ;

5° L'espèce des matières premières qui doivent être distillées et le lieu où elles ont été récoltées ;

6° Enfin, le volume et le rendement minimum par hectolitre pour chaque espèce de matières à distiller et pour chaque lot de matières de même espèce ayant un degré différent.

Le bouilleur qui déclare pour la distillation la totalité des matières en sa possession peut demander dans la déclaration que le volume et le rendement minimum de ces matières soient déterminés d'un commun accord avec l'administration.

Ces exigences, dont ne parlait pas la loi, et qui sont contenues dans le règlement, ne sont pas sans

inconvenients pour les contribuables ; les indications relatives à l'alambic, à la date du commencement des travaux, à leur durée probable etc., sont faciles à fournir, mais il n'en est pas de même pour la déclaration du volume et du rendement minimum.

La marge d'erreur est assez étroitement limitée par le règlement et l'appréciation de ce rendement minimum est fort délicate. La tolérance n'est que de 1/10 pour les vins, piquettes de marcs, cidres et poirés ; 2/10 pour les lies, prunes et cerises ; 3/10 pour les marcs.

Le minimum ainsi déclaré fait l'objet d'une prise en charge provisoire, et la prise en charge définitive, qui a lieu après les opérations achevées, ne peut lui être inférieure.

Si les déclarations de la régie font ressortir sur le minimum de la déclaration des manquants qui ne sont justifiés ni par un déficit de rendement, ni par un déchet de fabrication, ni par une perte matérielle dûment établie, ces manquants sont réputés avoir été détournés et sont soumis au droit de consommation.

Si, au contraire, la prise en charge définitive fait ressortir des excédents qui dépassent de plus de 5 0/0 les limites d'écart ci-dessus indiquées, le bouilleur est réputé avoir introduit clandestinement dans la brûlerie, des matières à distiller non déclai-

rées. Il est dressé procès-verbal contre lui et les excédents sont saisis.

La déclaration pour le volume n'est pas moins périlleuse que pour le rendement. L'article 8 du décret fixe la marge d'erreur à 5 0/0 pour les vins, cidres, poirés et lies, à 10 0/0 pour les cerises et prunes, et à 15 0/0 pour les marcs. La déclaration erronée dans cette limite est simplement rectifiée lors de la vérification du service ; au delà, l'erreur constitue une contravention qui fait l'objet d'un procès-verbal.

D'après l'article 3 du décret, cette déclaration doit être faite huit jours au moins avant le commencement des travaux, à la recette ruraliste, par le bouilleur ou par un délégué muni d'un pouvoir.

Pourquoi ce délai de huit jours, alors que le décret sur les alambics oblige l'administration à desceller l'alambic dans un délai maximum de trois jours ? Un bouilleur demandera toujours le descellement en même temps qu'il fera sa déclaration. Si l'administration se conforme à l'obligation de desceller dans les trois jours, que fera le bouilleur avec son alambic libre pendant les cinq jours qu'il devra attendre pour commencer ses travaux ?

L'administration a si bien aperçu le vice de cette contradiction, qu'elle a admis tout de suite, dans sa circulaire du 24 août 1903, qu'en cas d'urgence, ce délai pourrait être réduit sur la demande écrite

du bouilleur, par simple décision du directeur ou du sous-directeur.

A raison de l'écart considérable, 2 et $\frac{3}{10}$, toléré dans l'appréciation du rendement des cerises, prunes et marcs, et pour prévenir le détournement des bonis réalisables à l'abri de cette tolérance, le décret exige des bouilleurs qui emploient ces matières, qu'ils fassent connaître quotidiennement, par une inscription sur le registre des mises en distillation — ou au verso de l'ampliation de la déclaration, si la distillation ne dure pas plus de 24 heures — le volume et la richesse alcoolique du produit. Ils ne peuvent échapper à cette obligation que s'ils distillent en vase clos ou s'ils munissent leur appareil de compteurs dûment vérifiés et agréés (art. 6).

Pour permettre à la régie de s'assurer de la sincérité des diverses déclarations, entre le moment où est reçue la déclaration de l'article 18 et l'inventaire prescrit par l'article 19 de la loi, l'article 7 du règlement autorise la régie à pénétrer dans les ateliers de fabrication et dans les locaux où sont emmagasinées soit les matières à distiller, soit les spiritueux fabriqués. Ces visites peuvent avoir lieu aux jours et heures pendant lesquels, aux termes de la déclaration, la brûlerie doit être en activité ; et le bouilleur est obligé non seulement de supporter ces visites, dont ne parle pas la loi, mais encore

de prêter son concours aux opérations et vérifications des employés.

Le règlement organise enfin la comptabilité des bouilleurs. Il prescrit :

1° Pour les bouilleurs de la première catégorie, qui sont dispensés de tenir le registre des mises en distillation, un seul compte pour la prise en charge des quantités fabriquées ;

2° Pour les bouilleurs de la seconde catégorie, deux comptes différents, savoir :

a) Un compte de matières premières où sont inscrites les quantités de matières déclarées par le bouilleur ou reconnues par le service et que l'on décharge des quantités versées dans l'alambic, d'après les indications du carnet des mises en distillation ;

b) Un compte de fabrication où sont prise en charge les alcools afférents aux quantités mises en œuvre, d'après l'évaluation du rendement, et les excédents sur ce rendement maximum constatés après fabrication.

Dans les deux cas, le compte de fabrication est arrêté à la fin des travaux de distillation, conformément aux indications de l'article 10 du règlement. A ce moment, le bouilleur a le choix entre deux solutions : il peut payer immédiatement les droits avec une bonification de 10 0/0 qui ne peut, en aucun cas, être inférieure à 20 litres d'alcool pur, ou

bien demander l'ouverture d'un compte d'entrepôt, avec crédit des droits.

On prend en charge sur ce compte les quantités constatées à la suite de l'inventaire de fin de fabrication et on le décharge de toutes les quantités expédiées avec des titres de mouvement réguliers. A la fin de la campagne, lors du récolement qui précède la première distillation de la campagne suivante, le compte est clos et définitivement réglé.

Si le bouilleur ne distille plus, et si, dans les quatorze mois qui suivent sa dernière déclaration, il n'en fait pas de nouvelle, le service procède d'office au récolement et règle définitivement le compte.

II. — *Bouilleurs de cru faisant distiller à domicile avec un alambic ambulant.*

Les formalités pour cette catégorie de bouilleurs sont très simplifiées. Ils sont seulement tenus :

1° A faire la déclaration de fabrication imposée par l'article 18 de la loi ;

2° A contresigner le résultat des opérations sur le livre-journal du loueur ambulant ;

3° A représenter à toute réquisition du service l'extrait de ce registre que doit leur délivrer le loueur.

En outre, pour ces bouilleurs, le délai de la déclaration est réduit à 3 jours pour le premier qui emploie l'appareil dans une commune et à deux heures pour les autres dans la même commune. L'administration admet même que le délai de trois jours peut être réduit en cas d'urgence, sur la demande écrite du loueur, par le chef du service local.

III. — *Bouilleurs de cru faisant distiller dans un local ou sur un emplacement public ou privé déclaré à l'administration.*

Ce mode de distillation, prévu par l'article 20 de la loi de 1903, est celui qui est vu avec le plus de faveur par l'administration, mais il faut bien dire que, jusqu'à la loi de finances du 23 avril 1905 (dont nous parlerons dans notre seconde partie), elle n'avait pas fait grand chose pour le faire adopter par les bouilleurs. Les articles 14 à 18 du décret du 19 août 1903 édictent des prescriptions d'une minutie incroyable ; la circulaire n° 578 du 30 août 1904 a encore enchéri. Il en est résulté que l'on n'a pas créé d'ateliers de distillation.

Les locaux ou emplacements doivent être déclarés par écrit huit jours à l'avance au chef du service local (contrôleur, receveur ou chef de poste). Cette déclaration doit indiquer la situation topographi-

que de l'atelier, les numéros des alambics qui y sont installés, le jour et l'heure auxquels l'exploitant demande à commencer ses travaux, ainsi que leur durée approximative. Il appartient à l'administration de fixer le jour et l'heure où les travaux pourront commencer : cette autorisation n'est d'ailleurs donnée qu'après le passage de l'inspecteur des contributions indirectes qui doit s'assurer si l'atelier répond bien aux conditions d'isolement prévues par l'article 23.

Le bouilleur et l'exploitant sont l'un et l'autre tenus à des obligations :

A. — *Obligations du bouilleur*. — Il doit :

1° Lever les acquits-à-caution qui sont nécessaires soit pour le transport des matières premières à la brûlerie, soit pour ramener les produits fabriqués de son atelier à son domicile ;

2° Remettre à l'exploitant une déclaration faisant connaître le lieu de récolte des produits soumis à la distillation et les quantités d'alcool de fabrication ancienne qu'il possède chez lui.

B. — *Obligations de l'exploitant*. — Il doit, en outre de la déclaration dont nous avons parlé ci-dessus :

1° Inscrire sans ratures ni surcharge, sur un registre daté et paraphé par le juge de paix :

- a) Les noms et adresses des récoltants ;
 - b) L'espèce et la quantité des matières apportées par chaque récoltant ;
 - c) Le rendement minimum en alcool pur, déterminé dans les conditions de l'article 2 du décret ;
 - d) Le résumé de l'acquit accompagnant les produits ;
 - e) L'indication de la déclaration qu'a dû lui remettre le récoltant ;
 - f) Les jour et heure de la mise en distillation des matières ;
 - g) Les quantités versées dans l'alambic ;
 - h) Les résultats de la distillation après chaque journée, ou après l'achèvement du lot appartenant au même récoltant ;
 - i) L'analyse de l'expédition délivrée pour l'enlèvement des produits ;
- 2° Remettre à la recette ruraliste, après l'achèvement des travaux de chaque récoltant, une ampliation des inscriptions faites sur son registre et en délivrer une seconde au récoltant ;
- 3° Distiller les matières apportées à l'atelier dans un délai maximum de huit jours et enlever l'alcool produit dans les huit jours suivants, le tout à peine pour l'exploitant d'être considéré comme bouilleur de profession et d'être par conséquent soumis à la licence et à toutes les obligations du règlement B du 15 avril 1881.

Le registre imposé au loueur de l'alambic, sert de base au compte général de fabrication que tient la régie et sur lequel elle prend en charge les quantités d'alcool correspondantes aux matières premières introduites dans l'alambic d'après le rendement minimum qui leur est assigné.

Tous les excédents constatés sur ce rendement minimum sont également pris en charge ; ils sont même saisis s'ils excèdent les limites prévues à l'article 2. Quant aux manquants, à moins qu'ils ne proviennent d'un déficit de rendement, d'un déchet de fabrication ou d'une perte matérielle, ils sont immédiatement imposables et l'exploitant est responsable du montant des droits.

A côté de ce compte général, il est tenu un compte particulier pour chaque récoltant, de façon à éviter les ententes qui permettraient d'assurer à toute une série de producteurs, quelle que soit la quantité d'alcool fabriqué par chacun d'eux, l'intégralité de la franchise des 20 litres.

Enfin, le service a le droit de visite dans les ateliers publics de distillation dans les mêmes conditions que chez les bouilleurs eux-mêmes.

IV. — *Bouilleurs de cru réunis en association en vertu de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903.*

Nous avons déjà dit, en étudiant l'article 22, que le législateur n'avait pas assez fait pour favoriser ces associations. Il est malheureusement à craindre que les rigueurs du règlement viennent rendre plus improbable encore l'organisation d'associations nombreuses.

Huit jours avant le début des opérations, le gérant doit adresser au directeur départemental des contributions indirectes :

1° Une pièce justificative de la constitution régulière de l'association (récépissé du maire s'il s'agit d'un syndicat, copie de l'acte de société s'il s'agit d'une coopérative) ;

2° Les statuts ;

3° La liste des membres de la société avec leur adresse ;

4° Un plan des locaux où sera installé l'atelier, constatant qu'ils répondent aux conditions d'isolement prescrites par le règlement B de 1881 ;

5° La copie certifiée de la délibération désignant le gérant de la société, sous quelque dénomination que ce soit.

Les distilleries de ces associations sont soumises aux dispositions régissant les bouilleurs de cru distillant chez eux la totalité de leurs produits.

Quant au gérant, il est soumis à peu près aux mêmes obligations que le loueur ambulant. Il doit tenir le même registre et faire la même déclaration. Toutefois il n'a pas à déclarer les quantités d'alcool que chaque syndicataire possède chez lui.

Cette déclaration n'est pas exigée du syndicataire lui-même, si sa part ne dépasse pas la franchise de 20 litres d'alcool pur ou s'il consent à payer immédiatement les droits sur ce qui dépasse cette quantité.

Le bouilleur n'est astreint à déclarer son stock que si, ayant distillé plus de 20 litres, il demande l'ouverture d'un compte ; il est alors assujetti à toutes les obligations de ceux qui demandent le crédit des droits.

Mais voici une conséquence grave de ce que le bouilleur ayant distillé plus de 20 litres, et qui demande le crédit des droits, est assujetti aux obligations des articles 19 et 20 : c'est que le bénéfice de l'article 21 sera enlevé à tous les petits bouilleurs qui commettront l'imprudence de se syndiquer. Ce n'est pas certainement ce qu'a voulu la loi.

La régie se reconnaît, sur l'atelier de ces associations, les mêmes droits de surveillance que sur un atelier public de distillation. L'article 20 du décret lui confère même le droit de prendre communication des registres et comptes de l'association rela-

tifs aux opérations de distillation. Mais d'après les instructions « le service ne doit user qu'avec discrétion de ce moyen de contrôle qui, en principe, doit être réservé aux employés du cadre supérieur ».

Aussi, cet article, dû à l'initiative de MM. Cazeaux-Cazalet et Cazeneuve, ne donnait point le résultat qu'on en attendait et devait amener des conséquences auxquelles on n'avait pas songé. Peut-être aurait-il beaucoup gagné à être mieux étudié. Mais il passa sans discussion (1). Le président de la Commission du budget l'accepta en ces termes : « Nous acceptons l'amendement de MM. Cazeaux-Cazalet et Cazeneuve, qui facilite pour les bouilleurs de cru la constitution d'associations coopératives et qui permettra d'augmenter la production. J'ajoute qu'il facilitera à l'administration l'exercice d'une surveillance plus complète ». Il est regrettable que de si belles prévisions ne se soient pas réalisées.

V. — *Bouilleurs de cru qui demandent à bénéficier de l'article 21 de la loi du 31 mars 1903.*

Le règlement dit d'abord que ceux qui veulent revendiquer le bénéfice des dispositions de l'article 21 doivent le faire dans la déclaration prescrite par l'article 18 de la loi.

1. *J. Off.*, séances des 18 et 20 février 1903, Déb. parl., p. 737 et 793.

Cette déclaration, faite huit jours à l'avance, doit indiquer :

1^o Pour chaque commune, hameau, quartier ou lieu dit, chaque parcelle où se trouvent les vignes et les arbres dont les produits sont susceptibles de distillation, la superficie des vignes et le nombre, par espèces, d'arbres fruitiers qu'elle contient ;

2^o La nature des matières qui doivent être livrées à la distillation, le numéro sous lequel a été poinçonné l'alambic qui sera utilisé s'il s'agit d'un appareil autre qu'un alambic ambulant, la date du commencement des travaux.

Enfin, le producteur doit, dès qu'il en est requis, désigner sur le terrain aux employés les parcelles qu'il cultive et celles sur lesquelles se trouvent les vignes et les arbres compris dans sa déclaration.

Telle était la situation faite aux bouilleurs de cru par les décrets du 19 août 1903. Mais il restait encore, au lendemain de leur promulgation, à déterminer la superficie et le nombre d'arbres correspondant à une production moyenne de 50 litres d'alcool pur. L'article 21 disait en effet, dans son dernier paragraphe : « La superficie et le nombre d'arbres correspondant à ce maximum seront déterminés, dans chaque département, par un arrêté ministériel rendu sur la proposition du directeur des contributions indirectes et après avis du Conseil général et du Préfet ».

Ce fut l'objet des arrêtés ministériels pris à la fin du mois de septembre, pour chaque département, par le ministre des Finances. L'effet de ces arrêtés devaient être de diminuer le nombre des bouilleurs qui, après avoir conçu l'espérance de pouvoir réclamer le bénéfice de l'amendement Morlot, allaient s'en trouver frustrés.

SECTION IV. — Les arrêtés ministériels pris en exécution de l'article 24 de la loi de 1903.

Les arrêtés ministériels devaient être rendus après avis du Conseil général et du Préfet. Mais deux questions préjudicielles se posaient.

L'administration se demanda d'abord si la superficie en vignes ou le nombre d'arbres fruitiers devaient être fixés une fois pour toutes, d'après la production d'une année moyenne, ou si, au contraire, ils devaient être fixés chaque année suivant les probabilités de chaque récolte.

Le Conseil d'Etat, consulté par le ministre des Finances sur cette question, répondit par un avis du 8 août 1903 qu'il s'agissait d'une production moyenne, « excluant tout élément variable, tel que les conditions climatiques annuelles susceptibles d'influer sur la production effective d'une vigne ou d'un arbre ; qu'une solution contraire, en subordonnant l'exercice du privilège à des conditions pou-

vant se modifier chaque année, eût entraîné cette conséquence qu'un même producteur aurait, suivant les années, profité ou non du bénéfice de l'article 21, sans que la consistance de ses éléments de production eût changé ».

La seconde question qui se posait était celle de savoir le sens exact que le législateur avait voulu donner aux mots : *rapport normal*, lorsqu'il spécifia que les arbres visés à l'article 21 devaient être à *l'état de rapport normal*.

Il semble bien qu'on ait voulu par là exclure tout au moins les arbres encore trop jeunes pour porter la quantité de fruits qu'on peut attendre d'un arbre en plein développement. Le Conseil d'Etat, également consulté sur ce point, paraît confondre volontairement dans son avis le *rapport normal* avec le *rapport moyen* ; et l'administration, dans sa circulaire n° 538, tire alors la conclusion suivante : il s'établit une sorte de compensation pour le bouilleur entre les arbres dont le rendement est supérieur et ceux dont le rendement est inférieur au rendement normal, il faut donc, pour apprécier si un producteur peut invoquer le bénéfice de l'article 21, compter toutes ses vignes et tous ses arbres, en négligeant seulement les jeunes vignes ou arbres cultivés en pépinière ou nouvellement plantés.

La confusion entre le rapport normal et le rap-

port moyen ne peut être que volontaire, car la distinction est facile à faire.

Le rapport normal s'entend du rapport d'un arbre en plein développement, d'un arbre ni trop jeune ni trop vieux ; il n'y a pas à savoir, pour évaluer le rapport normal, si l'année a été bonne ou mauvaise.

Au contraire, dans le calcul du rapport moyen, rentreront les années bonnes ou mauvaises. Si on veut, par exemple, connaître en kilogrammes le rapport moyen d'un pommier pendant les dix dernières années, on divisera par dix le nombre total de kilogrammes de pommes produit pendant ces années-là, le résultat sera le rapport moyen du pommier pendant les dix dernières années. Mais il pourra être question du rapport moyen d'un arbre très jeune, d'un arbre très vieux ou d'un arbre en plein développement. Le rapport normal au contraire ne s'entend que des arbres de cette dernière catégorie.

Les conséquences sont donc loin d'être les mêmes, pour les bouilleurs de cru, selon que l'on fait ou non une distinction entre les expressions « rapport normal » et « rapport moyen ». L'administration, nous venons de le dire, estimait qu'il y avait une sorte de compensation entre les arbres dont le rendement est supérieur et ceux dont le rendement est inférieur au rendement normal. Mais il nous semble

que ce raisonnement ne sera pas toujours exact. Si un propriétaire a de jeunes arbres, des arbres en plein développement et des arbres vieux, on peut admettre qu'il y aura une sorte de compensation. Mais s'il n'a rien que de jeunes arbres, ou rien que de vieux arbres, il n'y aura pas du tout de compensation. Ce propriétaire sera loin de pouvoir faire 50 litres d'alcool pur, et il ne pourra pourtant pas jouir de l'article 21.

§ I. — LA CONSULTATION DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Les Conseils généraux varièrent beaucoup dans leur avis sur la superficie de vignes ou le nombre d'arbres correspondant à une production maximum de 50 litres d'alcool pur. Les uns apprécièrent le rendement d'arbres sains, en pleine vigueur, et en fixèrent le nombre, sans songer que pour avoir constamment ce nombre d'arbres à rendement plein, il faut avoir un certain nombre d'autres pieds d'arbres nouvellement plantés ou en croissance. D'autres, au contraire, tinrent compte de cet élément, et ajoutèrent, au nombre d'arbres nécessaires pour la production demandée, la quantité de jeunes arbres nécessaires pour entretenir un chiffre constant d'arbres à rapport normal. Certaines assemblées n'exclurent pas les arbres vieux et dont la production

baisse, estimant qu'on peut toujours les arracher... etc.

On peut dire que les façons de compter la superficie des vignes ou le nombre d'arbres varièrent avec chaque département. La circulaire (1) n'était ni assez claire ni assez explicite : de là le peu d'harmonie que présentèrent les réponses des assemblées générales.

§ II. — LES ARRÊTÉS PAR DÉPARTEMENT

L'administration, munie des avis des Conseils généraux, recueillit les renseignements que lui fournirent les directeurs départementaux à l'appui de leurs propositions, et le ministre prit alors les arrêtés par département.

Les produits susceptibles d'être distillés par les bouilleurs de cru sont divisés en sept catégories :

- 1° Vins et sous-produits ;
- 2° Marcs de raisin ;
- 3° Cidres ;
- 4° Poirés ;
- 5° Prunes ;
- 6° Prunelles ;
- 7° Cerises.

1. L'administration, en demandant l'avis des Conseils généraux, avait envoyé aux préfets une circulaire qui devait être une sorte de guide pour les assemblées départementales.

Ce qui frappe tout d'abord, lorsqu'on parcourt ces arrêtés, c'est qu'un récoltant possédant une certaine espèce d'arbres fruitiers, des cerisiers, par exemple, ne pourra pas faire d'eau-de-vie de cerises, sans que cette eau-de-vie soit prise en charge, si l'arrêté de son département ne vise que la distillation du marc et des pommes, par exemple. Ainsi, dans l'Ardèche, l'arrêté ne vise que la distillation du marc et des cerises ; l'on ne saurait y fabriquer de l'eau-de-vie de prunes sans que le produit de cette fabrication soit pris en charge. Or, comme dans aucun arrêté les sept catégories créées par l'Administration ne sont visées, que six le sont seulement ensemble dans deux départements, cinq dans onze, quatre dans dix, trois dans dix-sept, deux dans dix-sept autres et une seule dans le reste, on conçoit combien cette traduction des mots de la loi « suivant les usages du pays » implicitement faite dans les arrêtés, est susceptible de diminuer le nombre des bénéficiaires de l'article 21.

On se demande, d'un autre côté, pourquoi il faudra 80 pommiers en Savoie et 100 dans le Jura pour faire 50 litres d'alcool, alors que 40 suffiront dans la Creuse et 19 dans les Côtes-du-Nord. Pourquoi 23 pommiers dans la Seine-Inférieure et 35 dans le Calvados ? De même pour les poiriers, les pruniers et les cerisiers.

Sans doute, le climat, l'espèce de l'arbre, le mode

de culture ont une influence sur la production. Mais comment expliquer des différences aussi considérables ? 19 pommiers suffisent dans les Côtes-du-Nord pour faire 50 litres d'alcool, et il en faut 100 dans le Jura !

D'autre part, dans certains départements où l'on fait des cidres et poirés, « l'usage du pays » consiste à brûler les lies de ces boissons ou les cidres qui ont un goût les rendant impropres à la consommation. Les récoltants ont, il est vrai, plus d'arbres fruitiers qu'il n'en faut pour faire 50 litres d'alcool, mais le produit de leur distillation exceptionnelle est pourtant bien inférieur à cette quantité. L'administration a refusé de prendre en considération cet usage du pays et un grand nombre de petits bouilleurs se voient de ce fait privés du bénéfice de l'article 21.

Enfin, l'administration prétendit que chaque récoltant devait faire bloc de tous les éléments indiqués dans l'arrêté de son département. Cette obligation enlevait en fait le bénéfice de l'article 21 à la plupart de ceux qui devaient en profiter. « Il n'est point de petit vigneron en effet, dit M. Morlot dans son rapport, qui n'ait dans son jardin assez de pommiers, de poiriers, de cerisiers et de pruniers pour qu'en les additionnant à la superficie de son vignoble, il ne dépasse les limites fixées par l'arrêté, et cela, bien que tous les fruits de ses arbres soient

destinés à être mangés et qu'il ne distille jamais que son marc de raisin. De toutes les restrictions apportées par les règlements et les instructions à ce que la loi laissait subsister du privilège des bouilleurs de cru, aucune ne fut plus sensible aux petits vignerons que celle-là et aucune ne souleva de plus vives protestations ».

DEUXIÈME PARTIE

EFFORTS DES BOUILLEURS DE CRU,
DEPUIS LA LOI DU 31 MARS 1903, POUR AMÉLIORER
LEUR SITUATION

DIVISION DE LA SECONDE PARTIE

Les premières applications de la loi du 31 mars 1903 avaient, déjà au lendemain de sa promulgation, soulevé quelques plaintes assez vives. Mais dès qu'apparurent les règlements d'administration publique du 19 août 1903, bientôt suivis des arrêtés ministériels pris en exécution de l'article 21, et des instructions envoyées par la Direction générale des contributions indirectes à ses agents, des protestations, que ne suffirent pas à calmer les recommandations du directeur général au service, s'élevèrent de toutes parts.

Le directeur général disait en effet que dans les récoltants soumis à leur surveillance, les employés

ne doivent pas voir des assujettis suspects *a priori* d'intentions frauduleuses, mais bien des contribuables généralement inexpérimentés qu'il convient de guider dans l'accomplissement des formalités qu'entraîne la mise en œuvre de leurs produits. On doit donner aux bouilleurs de cru tous les éclaircissements, toutes les explications utiles, et s'attacher ainsi à prévenir les infractions pour n'avoir pas à les réprimer.

Ces paroles bienveillantes de l'administration ne purent empêcher que diverses demandes d'interpellation fussent adressées au ministre des Finances sur le nouveau régime des alcools.

Ces interpellations donnèrent lieu à des débats qui remplirent les séances des 26 et 27 octobre 1903 : nous allons, dans un premier chapitre, en résumer les éléments aussi clairement que possible, et nous indiquerons, en même temps, d'une façon sommaire, les réponses du ministre sur chacune des questions qu'elles soulevèrent.

Dans un chapitre II, nous consignerons les résultats de ces interpellations : la Direction générale, en effet, adressa aux directeurs départementaux, le 30 octobre et le 21 novembre 1903, deux lettres autographiées qui venaient modifier ses premières circulaires.

Nous ferons ensuite une brève analyse des articles 12 à 19 inclusivement de la dernière loi de

finances. Ces huit articles de la loi de finances du 23 avril 1905 sont venus, sur l'initiative du gouvernement, d'accord avec la Commission du budget, modifier le régime antérieur des bouilleurs de cru. Ce sera l'objet de notre chapitre III.

Il nous restera encore à examiner brièvement, dans un chapitre IV, la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier diverses dispositions relatives au régime des boissons. Cette proposition de loi, contenant à peu près intégralement les conclusions du rapport Morlot, a été déposée sur le bureau du Sénat le 20 avril 1905.

Nous verrons aussi dans la loi du 8 août 1905 les articles qui nous concernent. Cette loi, juxtaposition de deux lois absolument distinctes : la loi sur le sucrage et la loi sur les bouilleurs de cru, contient des dispositions du plus haut intérêt pour ces derniers.

Enfin, quelques lignes sur la proposition de loi d'amnistie pour les contraventions commises par les bouilleurs de cru, termineront notre étude.

CHAPITRE PREMIER

OBJET DES INTERPELLATIONS DISCUTÉES A LA CHAMBRE
DES DÉPUTÉS LES 26 ET 27 OCTOBRE 1903

Les réclamations des interpellateurs portaient sur les douze points suivants :

1^o Opérations de la régie antérieures à la promulgation des arrêtés ministériels pris en exécution de l'article 24 ;

2^o Régime des alambics ;

3^o Formes de la déclaration de fabrication ;

4^o Délai pour faire ladite déclaration ;

5^o Ecritures imposées aux bouilleurs de cru ;

6^o Surveillance exercée par la régie ;

7^o Usage des acquits blancs ;

8^o Matières distillables que les bouilleurs de cru peuvent mettre en œuvre ;

9^o Distillation à domicile ;

10^o Calcul des moyens de production d'alcool des bouilleurs de cru ;

11° Usage des alambics à vapeur ;

12° Extension du bénéfice de l'article 21.

Nous allons résumer les protestations apportées à la tribune, sur ces différents points, par les représentants des départements bouilleurs, et indiquer sommairement les réponses faites par le ministre au cours de ces deux séances.

**SECTION I. — Opérations de la régie antérieures
à la promulgation des arrêtés ministériels.**

Depuis la loi de 1903 jusqu'à la publication des arrêtés ministériels, tous les récoltants qui ont distillé se sont vu soumis à la règle générale : déclaration des eaux-de-vie en leur possession et prise en charge de ces vieilles eaux-de-vie ; paiement immédiat des droits pour le produit de la distillation nouvelle ou, s'ils demandaient le crédit de l'impôt, prise en charge de ces jeunes eaux-de-vie.

Mais, après la publication des arrêtés, un grand nombre de bouilleurs se trouvèrent pouvoir bénéficier de l'article 21. C'était donc à tort qu'ils n'en avaient pas joui aussitôt après la loi de 1903. L'administration n'est pas jusque-là incriminée, elle ne pouvait pas faire autrement, mais il ne serait pas juste que ces petits récoltants en pâtissent.

Le ministre, tout en déclarant que la régie devait, à titre conservatoire, faire ce qu'elle a fait, a

reconnu sans difficulté que ces prises en charge devaient être annulées et que les droits perçus devaient être restitués.

SECTION II. — Régime des alambics.

Le règlement relatif au contrôle des alambics souleva deux ordres de réclamations :

1° L'article 6 de ce décret décrit minutieusement les formes diverses de scellés à apposer sur les appareils pendant la période de non usage. La façon dont ces scellés sont apposés rend inutilisables toutes les parties de l'appareil. Or, dans beaucoup de pays, en dehors des périodes de distillation, la chaudière est employée à certains usages domestiques, tels que la confection de lessives, la cuisson des aliments pour le bétail, le chauffage des eaux nécessaires aux besoins de la ferme, etc. La régie pourrait, en scellant seulement la calotte et le serpentin, faire cesser cette vexation inutile.

Le ministre répondit qu'en mettant sous scellés tout l'alambic, l'administration usait du droit qu'elle tient de la loi ; mais, comme cela n'est pas indispensable à la défense des droits du Trésor, il déclara que l'administration, dans les pays où cela est conforme aux usages locaux, descellerait les alambics sur la demande des intéressés, de façon à leur rendre l'usage de la chaudière, sauf à l'admi-

nistration à employer un procédé qui empêche d'adapter le chapiteau à la chaudière pendant ce temps-là.

2° Les détenteurs d'appareils ou de portions d'appareils qui veulent les détruire doivent, d'après l'article 7 du décret, le faire après en avoir fait la déclaration et en présence des agents de la régie.

La régie exige, paraît-il (car il n'y a rien de semblable dans la circulaire n° 537 qui transmettait le décret à ses agents) que l'on détruise non seulement le chapiteau, mais aussi la cucurbite et le bain-marie. M. Lasies a protesté contre cette exigence, car après la destruction du chapiteau et du serpentín, les autres parties de l'appareil deviennent de simples ustensiles de ferme qu'on peut laisser sans inconvénient à la disposition des intéressés.

Sur ce second point, le ministre n'a fait aucune réponse.

SECTION III. — Formes de la déclaration de fabrication.

L'article 18 de la loi de 1903 prescrivait la déclaration, mais son second paragraphe, qui énumérait les éléments qu'elle devait comporter, ne parlait aucunement de la prise en charge provisoire qui vient singulièrement aggraver la portée de l'article 18.

C'est surtout l'obligation de déclarer, avec une très légère marge pour l'erreur, un rendement minimum, servant de base à une charge provisoire, qui a paru intolérable aux intéressés.

Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont été à peu près unanimes pour affirmer que cette obligation de déclarer le rendement leur paraissait illégale, puisque la loi n'en parle pas, et qu'en tous les cas elle était impraticable pour les intéressés. Ils n'ont en général, en effet, ni la compétence, ni les instruments nécessaires pour apprécier, même approximativement, le rendement de la matière à mettre en œuvre.

M. Lauraine a particulièrement insisté pour que, tout au moins, cette évaluation de rendement ne serve pas de base à une prise en charge provisoire, et pour qu'en aucun cas, il n'y ait d'autre prise en charge que celle résultant des constatations faites par la régie après l'achèvement des opérations, réclamation d'une importance capitale.

Une autre réclamation, non moins importante, a été présentée par M. Lauraine et par M. Lasies dans des formes un peu différentes, mais ayant le même objet.

Le règlement exige qu'on déclare le volume et le rendement non seulement pour chaque espèce de matières à distiller, mais encore pour chaque lot de même espèce ayant un degré alcoolique présumé différent.

Cette exigence est d'autant plus grave qu'elle oblige le bouilleur à emmagasiner dans des fûts différents le résultat de la distillation des matières visées dans chaque déclaration pour les représenter à la régie. Celle-ci doit, à son tour, vérifier sur chaque fût, d'où une manipulation presque impossible dans les chaix.

Il serait beaucoup plus simple, et aussi efficace pour la régie, d'accepter une déclaration en bloc de la quantité des produits à distiller, avec un degré moyen. Après la distillation, il suffirait à la régie de vérifier, par voie d'épreuves sur quelques fûts, le degré moyen de l'alcool fabriqué.

Le ministre a d'abord déclaré qu'en précisant les éléments à introduire dans la déclaration, le Conseil d'Etat n'avait pas violé la loi, mais simplement fixé les détails de son application dans la pratique. Il a ajouté que l'écart laissé au déclarant et qui, pour les marcs, s'élève à 25 0/0 pour le degré et à 30 0/0 pour le volume, était assez large pour qu'aucune erreur de bonne foi ne soit possible. M. Rouvier prononçait en outre les paroles suivantes, qui présentent un intérêt capital : « En dehors même des prescriptions de l'administration, nous avons déjà recommandé, et je le répète du haut de cette tribune pour que tous l'entendent, aussi bien les agents que les bouilleurs, nous avons déjà recommandé d'user de la plus large tolérance et de ne

pas faire de procès-verbaux là où la bonne foi ne saurait faire doute » (1).

Quant à la question soulevée par M. Lauraine, le ministre ajoute : « Bien que je n'aie pu jusqu'ici vaincre la répugnance professionnelle de mon administration, ce qu'a dit M. Lauraine m'a considérablement ébranlé. Je ne demande pas mieux que de lui donner satisfaction. Il me semble qu'en effet la teneur moyenne constitue une garantie suffisante pour la régie. Je ferai tous mes efforts pour lui donner une satisfaction définitive ».

SECTION IV. — Délai dans lequel doit être faite la déclaration, avant le commencement des travaux.

La déclaration doit être faite au bureau de la régie, dans un délai de huit jours, avant le commencement des travaux. D'autre part, lorsque le bouilleur fait sa demande de descellement, l'administration est tenue de venir desceller dans les trois jours. Or, comme presque toujours la déclaration et la demande de levée de scellés seront faites le même jour, le bouilleur *pourra matériellement* pendant cinq jours se servir de son appareil, mais ne *devra* pas le faire fonctionner avant leur expiration.

Cette différence de délais est-elle suffisamment

1. J. Off., séance du 27 octobre 1903, Déb. parl., 2384.

justifiée par la nécessité de laisser au service le temps indispensable pour la vérification des déclarations (1) ?

M. Dumont, député du Jura, fit en outre remarquer que certaines matières distillables ne peuvent pas attendre huit jours pour être mises en œuvre.

Le ministre des Finances, frappé de ces justes critiques, promit que tous ces délais seraient mis en harmonie et qu'en tous cas le délai pour la déclaration de fabrication serait considérablement réduit, même ramené à 24 heures, s'il était possible de le faire, ainsi qu'il avait pu le promettre, lors de la discussion de la loi, à M. Cunéo d'Ornano.

SECTION V. — Ecritures imposées aux bouilleurs.

Nous avons déjà indiqué (2) les mentions minutieuses et délicates que le bouilleur devait inscrire sur un registre spécial. Elles l'engagent, quoiqu'il

1. Cette contradiction entre les deux délais pourrait bien donner un résultat que la régie n'aura probablement pas cherché. Rien n'empêchera le bouilleur de cru de brûler en fraude, pendant les 5 jours qui devront s'écouler après le descellement de sa chaudière et avant le commencement légal de ses travaux ? La prise en charge provisoire n'a pas encore eu lieu ; il dissimulera le produit de sa distillation, voilà tout ; quand il voudra s'en défaire, il le glissera à son voisin, sans titre de mouvement. Peut-être, pouvons-nous dire doucement que la régie n'aura que ce qu'elle a mérité.

2. Première partie, p. 98.

lui soit fort difficile de les faire avec certitude, puisque le décret n'accorde qu'une tolérance de 5 0/0 d'écart. Lors de la discussion de la loi il avait été entendu que le bouilleur ne serait astreint à aucune obligation de ce genre et cette promesse avait été formellement renouvelée par M. le Président du Conseil dans son discours de Saintes (1). Comme conclusion, les divers orateurs qui ont parlé sur cette question, MM. Cunéo d'Ornano, Bienvenu-Martin, Lauraine, etc., ont demandé que le propriétaire récoltant ne soit obligé à tenir aucune écriture, ou que, subsidiairement, la tolérance de 5 0/0 soit notablement augmentée.

Aucune réponse n'a été faite sur ces deux points.

SECTION VI. — Surveillance des bouilleurs.

La circulaire du 24 août 1903 aggravait considérablement la loi et même le règlement du 19 août qu'elle accompagnait. Elle admettait :

1° Que les employés ont le droit d'entrer même pendant la nuit dans une brûlerie en activité ;

1. M. Combes, en effet, dans un discours prononcé à Saintes le 23 août 1903, consacrait une partie de ce discours à la question des bouilleurs de cru, question vitale pour les Charentes, et déclarait qu'il demanderait au ministre des Finances que le nouveau texte fût allégé des minuties et des formalités qui n'étaient pas absolument réclamées par les intérêts du Trésor.

2° Que les investigations du service peuvent s'étendre à toutes les parties de l'habitation du contribuable, sans préjudice du droit de perquisition que l'administration tient toujours de la loi du 28 avril 1816 (cas de soupçon de fraude).

Cette solution provoqua des protestations justifiées, en vérité, par la gravité des deux points sur lesquels la circulaire prenait parti contre les bouilleurs.

On a fait remarquer au ministre :

1° Que rien dans la loi n'autorisait la régie à pénétrer dans toutes les parties de l'habitation du bouilleur.

Dans cette circulaire, le ministre des Finances semble avoir voulu revenir sur les déclarations si nettes faites par lui en février 1903. « Il faut, disait-il à cette époque, n'avoir aucune idée de ce qu'était l'exercice pour le confondre avec ce qui vous est proposé dans le projet du gouvernement, c'est-à-dire avec la simple faculté d'aller, une fois l'an, chez le petit bouilleur s'assurer de l'état de ses approvisionnements » (1).

Nous rappelons que l'exercice proprement dit donne le droit à la régie de pénétrer à toute heure du jour et de la nuit chez les personnes soumises à cette mesure, et de visiter toutes les parties de leur habitation, sans exception aucune.

1. *J. Off.*, séance du 10 février 1903, Déb. parl. p. 597.

Dès lors que le droit de visite accordé par la loi du 31 mars 1903 n'a aucun rapport avec l'exercice, d'après le ministre des Finances lui-même, il faut en conclure qu'il sera limité aux investigations qui seront jugées indispensables pour l'accomplissement des vérifications que la régie doit effectuer.

Malheureusement, ces prescriptions au service, consignées dans la circulaire du 24 août 1903 et contre lesquelles protestaient les députés intéressés, n'étaient pas un simple *lapsus* du ministre. Nous les retrouvons dans la circulaire du 30 août 1904, dont l'article 65 déclare que, pour l'inventaire, les « investigations que cette opération comporte peuvent s'étendre à toutes les parties de l'habitation ».

2^o On a dit au ministre, en second lieu, qu'il était contraire au texte même de l'article 14 de la loi de soumettre le bouilleur à des visites de nuit.

Le ministre des Finances répliqua, sur ce dernier point, que l'article 14 de la loi ne limitait le droit de la régie qu'en ce qui concerne le contrôle de l'alambic; mais non en ce qui concerne la surveillance des opérations de distillerie. Et il faut bien dire que la place occupée, dans la loi de 1903, par le paragraphe qui interdit les visites de nuit, donne à la thèse du ministre une apparence de vérité (1). Mais c'est bien ici le lieu de répéter : *summun jus*,

1. Cf., première partie, p. 89.

summa injuria. Car il ressort assez clairement de l'esprit qui a inspiré la loi, et on a assez répété dans les discussions, que les bouilleurs ne devaient, sous aucun prétexte, être soumis à des visites de nuit (1).

SECTION VII. — Usage des acquits blancs.

Nous avons vu que, depuis la loi de 1903, les titres de mouvement sur papier blanc constituent pour les eaux-de-vie naturelles un certificat d'origine délivré par la régie. Un certain nombre de prescriptions du règlement ont pour effet d'empêcher la délivrance des titres blancs à des producteurs qui vraisemblablement y ont droit.

Aux réclamations apportées à la tribune sur cette question, le ministre répondit d'une façon satisfai-

1: Pourtant, si on envisage uniquement les intérêts du Trésor, et c'est à ce point de vue que se place nécessairement le ministre des Finances, il est bien certain que le seul moyen de rendre la fraude presque impossible, ou du moins bien difficile, c'est de permettre à la régie d'étendre ses investigations à l'habitation de l'assujetti et de faire des visites de nuit. Il est clair, en effet, qu'un fraudeur (dans le cas où la régie n'aura pas ce pouvoir) distillera de préférence la nuit et cachera son eau-de-vie de préférence dans son habitation privée.

Le malheur, dans cette question si épineuse des bouilleurs de cru, est que les droits du Trésor ne puissent pas être infalliblement sauvegardés, sans que, par contrecoup, les récoltants soient assujettis à des perquisitions ou à des visites véritablement vexatoires et intolérables.

sante. Les titres de mouvement blancs sont dans l'intérêt du commerce et l'administration ne voit aucun obstacle à les délivrer, lorsqu'elle aura la certitude qu'ils ne peuvent s'appliquer à des alcools d'industrie ; il est inutile que les locaux contenant des alcools ayant droit à des acquits de couleur différente soient séparés par une rue : il suffit qu'ils ne communiquent pas entre eux ; on pourra enfin mélanger des vieilles eaux-de-vie avec des jeunes : ce mélange aura droit à l'acquit blanc.

SECTION VIII. — Matières distillables.

Le décret réglementaire, dans son article 1^{er}, définit le bouilleur de cru celui qui n'ajoute aux matières premières provenant de ses récoltes rien qui puisse en augmenter la teneur en alcool, et qui ne reçoit du dehors aucune matière première de la même nature que celle qu'il entend distiller.

Voici quelles conclusions la circulaire du 24 août 1903 tirait de cette définition :

1° Celui qui distille des marcs provenant de vins de seconde cuvée, c'est-à-dire des vins faits avec le marc de la première cuvée, de l'eau et du sucre, perd sa qualité de bouilleur de cru et ne peut distiller qu'à titre de bouilleur de profession ;

2° Les vigneronns qui ont livré leurs raisins à un marchand réunissant les récoltes de plusieurs ven-

deurs pour les presser ensemble et rendre ensuite à chaque client une quantité de marc proportionnelle à son apport, perdent également leur bénéfice de bouilleur de cru.

Comme la plupart des petits vigneronns susceptibles d'invoquer l'article 21 de la loi, rentrent dans l'une ou l'autre de ces catégories, cette interprétation équivalait à la suppression à peu près radicale du privilège des petits bouilleurs de cru en Champagne et dans toute la région de l'Est.

Le ministre donna satisfaction sur ces deux points aux différents interpellateurs.

SECTION IX. — Obligation de distiller à domicile.

L'article 21 porte que, pour avoir droit aux immunités qu'il accorde, les bouilleurs de cru devront distiller « chez eux ».

L'interprétation de ces mots *chez eux* a donné lieu depuis la promulgation de la loi à de nombreuses difficultés qui ont suscité les réclamations portées à la tribune. M. Chapuis, précisant les revendications les plus générales en cette matière, demanda que les bénéficiaires de l'amendement Morlot puissent à l'avenir, comme par le passé, distiller chez le voisin avec l'alambic du voisin et rapporter chez eux l'eau-de-vie qu'ils auront distillée avec un laissez-passer de 0 fr. 50.

Le ministre répondit que si l'état de chose dont venait de parler M. Chapuis était licite ou toléré avant le vote de la loi, il n'y avait aucune raison pour qu'il ne le fût pas encore.

Or, comme cette tolérance existait en effet avant la loi de 1903, elle se trouve consacrée pour l'avenir par les déclarations du ministre à M. Chapuis.

SECTION X. — Détermination des moyens de production des bouilleurs.

C'est cette détermination de la superficie en vignes et du nombre d'arbres fruitiers qui motiva contre le ministre les reproches les plus amers; dans ces séances du 26 et du 27 octobre. Nous nous sommes suffisamment étendu (1) sur les arrêtés ministériels qui devaient faire cette détermination par département, pour y revenir encore ici.

Disons seulement que le ministre se refusa à aucune modification concernant la détermination des superficies et du nombre d'arbres.

Une autre réclamation, relative à la manière de compter les moyens de production, fut mieux accueillie. L'administration avait élevé la prétention, pour chaque bouilleur, de faire bloc des moyens de production dont il disposait dans les diverses catégories

1. Cf., première partie, pp. 112 et s.

indiquées par la délibération du Conseil général, sans s'inquiéter si ce bouilleur distillait, ou non, les matières en provenant.

Il est inutile d'insister sur ce qu'avait de draconien une telle façon de concevoir l'article 21.

Le ministre, en séance, abandonna cette manière de voir de son administration et se rallia nettement au droit d'option qu'avaient demandé plusieurs orateurs et notamment M. Morlot. Mais nous verrons dans notre deuxième chapitre que l'effet de cette promesse se trouve restreint dans les instructions qui suivirent ces séances.

SECTION XI. — Emploi des alambics à vapeur.

Nous nous sommes déjà élevé, au début de cette étude, contre l'interprétation donnée par l'administration de l'article 10 de la loi de 1900, concernant les alambics à vapeur. Cette interprétation, consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation du 22 février 1902, avait pour conséquence de soumettre certains bouilleurs de cru au régime des bouilleurs de profession.

MM. Bienvenu-Martin, Camuzet et Flandin, élevèrent à ce sujet des protestations qui sont restées sans réponse.

SECTION XII. — Extension du bénéfice de l'article 21.

Enfin, deux réclamations se produisirent tendant à étendre à de nouveaux bénéficiaires les immunités de l'article 21.

1° M. Chaussier demanda que les métayers ou colons partiaires jouissent, en tant que bouilleurs de cru, des avantages qui étaient déjà accordés aux propriétaires et concurremment avec eux ;

2° M. Gailhard-Bancel demanda que le propriétaire qui, quels que fussent ses moyens de production, s'engagerait à ne pas distiller plus de 50 litres d'alcool pur, au moyen d'un alambic ambulant, fût soumis au régime de l'article 21 de la loi.

Le ministre des Finances laissa ces deux demandes sans réponse.

Voilà, telles qu'elles se présentaient à la fin d'octobre 1903, les réclamations des bouilleurs de cru ; nous avons donné les réponses que leur fit le ministre des Finances. Voyons quelle consécration administrative leur fut donnée par les instructions des 30 octobre et 21 novembre 1903.

CHAPITRE II

INSTRUCTIONS DES 30 OCTOBRE ET 21 NOVEMBRE 1903
ADRESSÉES AUX DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX PAR
LA DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS INDI-
RECTES.

L'administration ne crut pas nécessaire de retourner devant le Conseil d'Etat pour faire modifier les règlements du 19 août 1903, ni de toucher aux arrêtés ministériels. Elle envoya des instructions modifiant ses premières circulaires.

Voici les satisfactions que ces instructions accordent aux réclamations des bouilleurs de cru :

1° La prise en charge sera annulée et les droits, s'ils ont été perçus, seront restitués aux récoltants admis au bénéfice de l'article 21, qui ont distillé avant la promulgation de l'arrêté ministériel prévu par cet article et dont la régie a pris la production en charge ;

2° L'administration, rappelant sa circulaire n° 537 du 24 août, décide de nouveau que dans les pays où

l'on a coutume d'employer les chaudières des alambics à des usages agricoles ou domestiques, ces chaudières pourront être dispensées du scellement lorsqu'il n'y a pas d'abus à craindre, et notamment quand il sera possible d'appliquer sur le rebord un dispositif scellé ne permettant pas d'adapter un chapiteau ;

3° Pour faire droit aux réclamations concernant le délai de la déclaration, la circulaire admet que les bénéficiaires de l'article 21 pourront la faire en deux fois, savoir :

a) La première fois, ils déclareront qu'ils revendiquent l'article 21, la nature des matières qu'ils comptent distiller, les parcelles où se trouvent les vignes et les arbres d'où proviennent ces matières, ainsi que la superficie des vignes et le nombre des arbres. Cette première déclaration sera faite par le récoltant quand il voudra, au début de la campagne, si cela lui convient, mais au moins huit jours avant de commencer la distillation, de façon que le service ait le temps matériel de vérifier sa déclaration ;

b) La seconde fois, il complétera sa déclaration en indiquant le jour et l'heure auxquels les matières seront mises en œuvre. La note du 21 novembre précise formellement que ce sont, avec le numéro de l'alambic, les seules indications à mettre dans la déclaration par les bénéficiaires de l'article 21.

La deuxième déclaration devra être faite seulement trois jours avant (délai de descellement) s'il s'agit d'un alambic appartenant au déclarant, trois jours ou deux heures avant, suivant la distinction de l'article 13 du décret, s'il s'agit d'un alambic ambulant.

Pour les bouilleurs soumis à la prise en charge, leur cas est réglé par le décret (trois jours ou deux heures suivant le cas) s'ils se servent d'un alambic ambulant. Dans le cas contraire, la note du 21 novembre réduit le délai de la déclaration à trois jours pour les récoltants qui ne paraissent pas devoir fabriquer plus de 100 litres d'alcool pur.

Pour les autres qui, à raison de l'importance de leur fabrication, font appel à la coopération du service dans les conditions prévues à l'article 3 § 3 du décret, ce délai reste fixé à huit jours ;

4° En ce qui concerne la distillation des marcs sucrés, soit de première cuvée, soit de seconde cuvée, l'administration revient à l'interprétation de la circulaire du 1^{er} octobre 1885. Elle les considère comme des marcs naturels et en autorise la distillation par les bouilleurs de cru, à condition toutefois qu'ils n'aient pas reçu directement une addition de sucre en vue de la distillation ;

5° Le bouilleur qui sucre une partie de sa vendange, mais qui réserve le reste pour le distiller,

conserve son caractère de bouilleur de cru, sous la double condition :

a) Qu'il soumette, conformément à l'article 6 du décret du 19 août, à la prise en charge la totalité des vins de première cuvée non sucrés existant en sa possession ;

b) Qu'il laisse la régie suivre, dans un compte pour mémoire, les vins additionnés de sucre en première cuvée et les marcs de vin sucrés dont il pourrait être détenteur.

La même règle est applicable sous la même garantie, au bouilleur bénéficiaire de l'article 21 ;

6° L'administration reconnaît au récoltant le droit d'opter pour celui ou ceux des produits visés à l'arrêté ministériel de son département, qu'il désire distiller; ces produits étant les seuls sur lesquels peut s'exercer son droit d'option.

Mais, aux termes de la circulaire :

a) L'option ne peut porter sur des produits ayant la même origine : par exemple, le vin et le marc ;

b) D'autre part, d'après la circulaire, l'option ne paraît pouvoir être faite qu'entre la vigne et les arbres et non pas entre les différentes natures d'arbres. Il ne semble pas, par exemple, qu'on puisse opter entre la distillation du cidre et celle du poiré, ni même entre les pommiers et les cerisiers :

7° Il n'est pas nécessaire que le magasin renfer-

mant les spiritueux ayant droit à l'acquit blanc, soit séparé par une rue des autres magasins du détenteur d'alcool ; il suffit qu'il n'y ait pas de communication intérieure entre ces deux magasins, ou que du moins l'on fournisse à la régie une garantie équivalente contre la confusion des alcools ;

8° Les petits récoltants bénéficiaires de l'amendement Morlot, qui n'ont pas l'emplacement nécessaire ou qui ne possèdent pas d'alambic chez eux, sont autorisés à utiliser l'installation et le matériel d'un voisin ; mais, d'après la circulaire :

a) Cette concession est tout à fait provisoire et n'est admise qu'en attendant l'ouverture d'ateliers publics de distillation et de brûleries coopératives, dont on recommande au service de favoriser la constitution.

b) Le producteur rentrera son alcool chez lui sous le couvert d'un acquit-à-caution qui, après reconnaissance des boissons à l'arrivée, sera purement et simplement déchargé de 20 litres d'alcool pur. Pour le surplus le récoltant devra payer le droit, ou s'il demande le crédit de l'impôt, on lui ouvrira un compte sur lequel la régie prendra en charge le surplus de sa fabrication et en outre toutes les vieilles eaux-de-vie qu'il a en sa possession.

Il serait plus simple de dire que ce petit récoltant distillant chez un voisin perd le bénéfice de l'article 21 ! Nous ne saurions trop nous élever con-

tre cette solution illégale, illogique, et que rien ne justifie.

9° En ce qui concerne les colons partiaires, l'administration adopte la règle de conduite suivante : si le propriétaire se réserve la direction de l'exploitation, le colon n'est qu'un ouvrier, le propriétaire seul est bouilleur de cru.

Si au contraire le propriétaire se désintéresse de l'exploitation et n'intervient que pour recevoir son fermage, le colon est seul bouilleur de cru.

S'ils participent tous deux à l'exploitation, ils sont tous deux bouilleur de cru et l'allocation en franchise se partage entre eux comme les fruits de l'exploitation.

Telles sont les instructions par lesquelles l'administration a tenu les promesses faites par le ministre des Finances au cours des interpellations des 26 et 27 octobre 1903.

Il y a lieu de constater que sur trois des points qui avaient été concédés par le ministre les bouilleurs n'obtiennent pas satisfaction :

1° Le délai de la déclaration reste de huit jours pour tous les bouilleurs susceptibles de fabriquer plus de 100 litres d'alcool avec un appareil leur appartenant.

2° L'option entre les arbres à fruits n'est pas permise. Pourtant, il est évident que dans certaines

contrées on fait du kirsch, alors qu'on n'y fait pas d'eau-de-vie de cidre. Pourquoi ne pas laisser le petit récoltant opter entre ses pommiers et ses cerisiers ?

3° La faculté laissée au petit récoltant d'utiliser l'alambic du voisin, dans les conditions indiquées par l'administration, équivant pour lui à la suppression du bénéfice de l'article 21, puisqu'il est obligé de déclarer sa fabrication pour la transporter et qu'on la prend en charge, sous la déduction accordée à tous les bouilleurs soumis à la prise en charge.

Ce qui est juste et logique, c'est de laisser le petit récoltant qui se sert de l'alambic du voisin exactement dans la même situation que s'il distillait chez lui.

Les réclamations des bouilleurs restaient donc entières sur les points suivants :

1° Suppression de l'obligation d'indiquer, dans la déclaration de l'article 18, le volume et le rendement probable des matières à mettre en œuvre et, par suite, de toute prise en charge provisoire ;

2° Subsidiairement, suppression de la déclaration par espèces et par lots du degré alcoolique des matières à distiller et déclaration en bloc de la quantité avec un degré moyen ;

3° Suppression de la déclaration pour tous les bouilleurs qui se servent de l'alambic ambulant ;

4° Unification à trois jours du délai de la déclaration pour tous les bouilleurs ;

5° Suppression des écritures qui leur sont imposées ;

6° Interdiction à la régie de pénétrer dans la demeure d'habitation du récoltant, et de faire aucune visite de nuit ;

7° Prise en charge simplement pour mémoire des vieilles eaux-de-vie possédées par le récoltant au moment de la déclaration ;

8° Faculté laissée aux petits récoltants d'utiliser l'alambic du voisin, sans perdre pour lui-même le bénéfice réel de l'article 21 ;

9° Faculté pour les bouilleurs d'employer un alambic à vapeur de moins de 5 hectolitres ou appartenant à un loueur ambulant ;

10° Insuffisance du nombre d'arbres indiqué dans les arrêtés ministériels comme susceptibles de produire en moyenne 50 litres d'alcool, en distillant suivant l'usage du pays ;

11° Nécessité de ne compter que les arbres à l'état de rapport normal et par suite nécessité de définir pour chaque espèce d'arbres les conditions du rapport normal ;

12° Utilité de préciser dans un règlement les conditions dans lesquelles seront vérifiées les déclarations des bénéficiaires de l'article 21 quant à la

superficie de leurs vignes ou le nombre de leurs arbres ;

13° Extension de la faculté d'option aux matières distillables provenant des arbres à fruits ;

14° Augmentation de la quantité d'alcool accordée en franchise en raison des charges du bénéficiaire calculées soit d'après l'étendue de son exploitation, soit d'après le nombre de personnes vivant avec lui ; ou même, élévation de cette immunité uniformément à 50 litres d'alcool pur, pour mettre sur le même pied, à cet égard, les gros et les petits bouilleurs ;

15° Assimilation aux bouilleurs de l'article 21 de tous les récoltants qui déclareront ne pas vouloir distiller plus de 20 litres d'alcool au moyen d'un alambic ambulant ;

16° Concession de l'immunité de 20 litres et, le cas échéant, de l'article 21 au colon partiaire dans tous les cas, et indépendamment des mêmes immunités accordées aux propriétaires ;

17° Autorisation de distiller les piquettes de cidres additionnées de sucre dans les mêmes conditions que les marcs de seconde cuvée ;

18° Possibilité pour tous les bouilleurs de cru qui n'ont jamais reçu chez eux d'alcools d'industrie, de transporter leurs propres alcools avec des titres de mouvement sur papier blanc.

Telles étaient, à la fin de novembre 1903, les réclamations qui s'étaient déjà produites et qui devaient encore se produire dans la suite.

Plusieurs amendements, proposant diverses modifications au nouveau régime des alcools, furent déposés au cours de la discussion du budget de 1904. Mais après les longs et mémorables débats soulevés par cette question, tant pendant la discussion du budget de 1903 que lors des interpellations sur les bouilleurs de cru, la Chambre a pensé qu'elle ne pouvait reprendre d'une façon incidente une étude aussi complexe. (C'est probablement à cette prudence de la Chambre que le budget de 1904 dut le trop rare privilège d'être voté sans douzièmes provisoires). Une Commission spéciale fut chargée d'étudier ces amendements et, d'une façon générale, toutes les questions soulevées par le régime général des boissons.

Cette Commission fit deux groupes des amendements au projet de loi de finances qui lui avaient été renvoyés.

Le premier groupe comprenait tous les amendements concernant le régime général des alcools : ces amendements ont fait l'objet d'un rapport que M. Lauraine, rapporteur général de la Commission, déposa le 3 juin 1904.

Le second comprenait tous les amendements relatifs au régime des bouilleurs de cru : ils ont été

examinés dans un rapport que M. Morlot déposa à la même époque.

Mais, contrairement à l'espérance qu'avaient conçue et la Commission des boissons et les auteurs des amendements, les conclusions de ces rapports ne purent être discutées avant les débats du budget de 1905. Au cours des séances des 4 et 6 mars 1905, nombre de députés profitèrent de la discussion de la nouvelle loi de finances, soit pour déposer de nouveaux amendements déjà présentés l'année dernière, soit pour en présenter d'entièrement nouveaux. Le ministre des Finances, craignant d'être forcé de recourir à un quatrième douzième provisoire (et l'avenir montra que ses craintes étaient fondées, puisque la loi de finances de 1905 n'est que du 23 avril) obtint de la Chambre qu'elle abandonnât momentanément la discussion sur les bouilleurs de cru ; la Chambre y consentit, dans l'intérêt général, mais à la condition qu'une séance exclusivement consacrée à cette question serait tenue chaque semaine, jusqu'à ce que les deux propositions de loi, conclusions des deux rapports, fussent examinées.

Mais ces journées des 4 et 6 mars n'avaient pourtant pas été complètement stériles pour les bouilleurs de cru. Le Gouvernement, d'accord avec la Commission du budget, avait fait adopter huit articles nouveaux qui passèrent dans la loi des finances.

CHAPITRE III

LOI DE FINANCES DU 23 AVRIL 1905 (ART. 12 A 19).

1° L'article 12 généralise, en l'étendant à tous les bouilleurs de cru individuellement, le régime exceptionnel institué par l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 pour les syndicats professionnels ou les sociétés coopératives de distillation. Pour rendre pratique l'exercice de cette faculté, le texte stipule que l'administration devra désigner dans chaque commune, après avis du Conseil municipal (1), un ou plusieurs emplacements ou locaux publics où les récoltants pourraient distiller ou faire distiller à des jours et heures fixés dans la même forme. Sur une intervention de M. Caillaux, il a même été précisé que le nombre de ces emplacements ne serait pas limité et que dans une même commune il y en aurait autant que la disposition des lieux le rendrait nécessaire.

1. Les conseils municipaux ont eu à examiner cette question à leur session ordinaire d'août 1905.

Mais la faculté de distillation individuelle dans un local ou dans un emplacement publics serait purement illusoire si elle n'entraînait pas pour les contribuables quelques avantages pratiques : nous avons eu déjà l'occasion de dire que la législation jusque-là en vigueur ne favorisait guère l'extension de ce mode de distillation, pourtant si précieux pour l'administration. Le gouvernement l'a compris et a indiqué les privilèges qu'il accordait à ceux qui distilleraient aux ateliers publics, savoir :

a) Les récoltants distillant à l'atelier public sont dispensés de la déclaration des quantités d'alcool existant en leur possession sous la condition de ne point ramener à leur domicile une quantité supérieure à 20 litres d'alcool pur, ou bien d'acquitter au comptant les droits sur les alcools ramenés au delà de cette quantité ;

b) Ils auront la faculté de laisser les quantités soumises à l'impôt en magasin dans un local commun soumis à la surveillance de l'administration et sans communication intérieure avec d'autres locaux. Le paiement des droits restera suspendu tant que l'alcool ne quittera pas ce local ;

c) Les récoltants qui iront distiller à l'atelier public pourront y transporter les matières premières à brûler moyennant un acquit-à-caution dont le coût est fixé à dix centimes, timbre compris. Ils pourront enlever aux mêmes conditions les eaux-

de-vie fabriquées après qu'elles auront été prises en charge par la régie ;

d) Ces mêmes récoltants auront la faculté de confondre leurs matières premières dans une même opération de distillation, si l'ensemble de ces matières premières donne une quantité inférieure à 20 litres d'alcool pur ;

2° Toutefois, sur un amendement de M. Morlot, accepté par le gouvernement, il fut admis que les bénéficiaires de l'article 21 auraient la faculté d'aller distiller à l'atelier public sans être soumis à la déclaration de leurs vieilles eaux-de-vie, ni à la prise en charge des quantités fabriquées quelles qu'elles soient ; ils seront simplement astreints à faire accompagner les matières distillables à l'aller et l'alcool fabriqué au retour par un titre de mouvement de dix centimes ;

3° Dans la pratique, avant la loi de finances, le bouilleur devait, à chaque distillation nouvelle, faire la déclaration de toutes les eaux-de-vie qu'il avait en sa possession : celles-ci étaient prises en charge alors même qu'elles provenaient des quantités indemnes accordées les années précédentes pour consommation familiale. Cette violation du vieux principe juridique « donner et retenir ne vaut » disparut avec l'article 15 de la loi. L'allocation est désormais accordée à titre définitif et ne peut pas

être prise en charge, en tout ou en partie, lors d'une distillation ultérieure ;

4° L'article 16 abroge le § 2 de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900. Ce § 2, sur lequel nous avons déjà eu l'occasion de nous arrêter (1), était ainsi conçu :

« Sont également soumis au régime des bouilleurs de profession les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres. Il leur est toutefois accordé une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an pour consommation de famille ».

Tous ceux qui se servaient d'appareils à grand rendement, ou même d'appareils à petit rendement s'ils étaient à vapeur, étaient privés du privilège. Les bouilleurs ne peuvent que se louer de l'abrogation de ce paragraphe ;

5° La façon dont l'administration comptait les arbres nécessaires au maximum de production de 50 litres avait soulevé les réclamations les plus vives.

La loi exigeait que l'on comptât seulement les arbres à l'état de rapport normal ; dans un avis du

1. Cf. première partie, p. 38 et s.

mois d'août 1903 que nous avons cité le Conseil d'Etat ayant volontairement confondu le rapport normal avec le rapport moyen, l'administration compta sans distinction tous les arbres, gros, petits, moyens, espaliers, arbres au vent ou fuseaux que possédait le même propriétaire. De là, une réduction importante dans le nombre de bouilleurs qui dans l'esprit du législateur devaient bénéficier de l'article 21 ; de là aussi les nombreuses protestations qui s'élevèrent et firent l'objet d'amendements déposés tant au budget de 1904 qu'à celui de 1905.

Le gouvernement, voulant donner une satisfaction appréciable à ces réclamations, décida qu'à l'avenir l'arrêté pris pour chaque département fixerait, non seulement le nombre des arbres de chaque nature correspondant au maximum de production, mais encore, pour chaque catégorie d'arbres fruitiers, la dimension de ceux qui seraient réputés être à l'état de rapport normal (1).

1. Ces arrêtés viennent de paraître à l'*Officiel* dans le courant d'août 1905. Nous donnons ci-dessous, à titre d'exemple, celui qui concerne le département de la Charente :

Le Ministre des finances,

Vu l'article 21 de la loi du 31 mars 1903 ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1903 ;

Vu le paragraphe 4 de l'article 17 de la loi du 23 avril 1905 ;

Sur le rapport du directeur général des contributions indirectes ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Dans le département de la Charente,

« On ne saurait nier, dit M. Morlot dans son rapport, que cette modification ne constitue une très importante satisfaction accordée aux bouilleurs de cru, mais à une condition. Il ne faut point, en effet, que l'administration, en s'éloignant trop sensiblement des propositions qui seraient faites par les Conseils généraux, n'arrive à reprendre en fait la concession de principe qui est ainsi accordée par la

les substances que les propriétaires, fermiers et métayers peuvent mettre en œuvre, avec le bénéfice des dispositions de l'article 21 de la loi du 31 mars 1903, sont : les vins et leurs sous-produits, les cidres et poirés, les prunes, les cerises.

ARTICLE II. — Pour chacune des substances sus-désignées, que le bouilleur est susceptible de récolter, la superficie et le nombre d'arbres à haute tige correspondant, dans une année de récolte moyenne à la production de 50 litres d'alcool pur, au maximum, ainsi que la dimension, à un mètre au-dessus du sol, des arbres réputés être à l'état de rapport normal, sont fixés comme suit :

Pour les vins et leurs produits : superficie de vignes, 20 ares.

Pour les cidres et poirés : quarante arbres ; circonférence à un mètre au-dessus du sol : quarante centimètres.

Pour les prunes : quarante arbres ; circonférence à un mètre au-dessus du sol : trente centimètres.

Pour les cerises : quarante arbres ; circonférence à un mètre au-dessus du sol : trente centimètres.

ARTICLE III. — Le présent arrêté sera inséré au *J. O.* et notifié au directeur général des contributions indirectes, qui est chargé d'en assurer l'exécution.

Fait à Paris, le 24 août 1905.

Le ministre des Finances,
MERLOU.

loi. Il faut qu'elle admette que les Assemblées départementales ne sont pas nécessairement coalisées contre les intérêts du trésor et qu'elles donnent au gouvernement des avis éclairés, consciencieux et aussi exacts qu'il est possible en la matière. Il faut enfin que l'administration comprenne qu'elle ne peut pas laisser subsister d'explicables différences entre les départements limitrophes et qu'elle s'efforce d'harmoniser, tout au moins dans une même région, les propositions de ses directeurs avant de soumettre ses arrêtés à la signature du ministre. Cette condition est absolument indispensable pour que la concession précieuse faite aux petits bouillieurs par l'article de la loi de finances reçoive son plein effet ».

6° Aux termes de l'article 22 de la loi de 1903, tous les membres de chaque syndicat ou association coopérative étaient solidairement responsables de toutes les infractions à la loi commises dans le local commun. Nous avons dit que cette solidarité n'était point faite pour encourager la création de ces syndicats ou associations que l'administration voudrait pourtant voir nombreux.

La loi nouvelle les autorise à présenter à l'agrément de l'administration deux de leurs membres qui deviendront solidairement responsables des infractions commises dans le local commun et des droits sur les manquants constatés, sauf leur recours

contre les membres du syndicat ou de l'association tel qu'il sera réglé par les statuts.

Enfin, le dernier article qui nous intéresse dans la loi, l'article 19, vise les conditions des perquisitions faites à domicile par application de l'article 237 de la loi du 28 avril 1846 ; il intéresse le régime des boissons, d'une façon générale, et non seulement les bouilleurs de cru : aussi en renvoyons-nous l'examen à notre chapitre V.

La loi de finances du 23 avril 1905 avait apporté dans la situation des bouilleurs de cru plusieurs améliorations importantes. Peut-être, la plus sensible devait-elle être la prescription d'une détermination, enfin précise, des moyens de production pour les bénéficiaires de l'article 21.

Mais la Chambre ne devait pas s'arrêter là : il lui fallait encore examiner les conclusions du rapport Morlot et du rapport général de M. Lauraine.

CHAPITRE IV

PROPOSITION DE LOI AYANT POUR OBJET DE MODIFIER
DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AU RÉGIME DES
BOISSONS, ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
LE 20 AVRIL 1905.

L'article premier de la proposition de loi faite par la commission fut adopté sans aucune modification. Il concerne la quantité d'alcool indemne. Désormais, l'immunité de 20 litres sera élevée de 5 litres par personne adulte de dix-huit ans, au-delà de quatre, travaillant habituellement avec le chef de famille et nourrie par lui ; et cela jusqu'à concurrence d'un total de 50 litres.

Il était regrettable, en effet, qu'un chef de famille ayant journellement six ou sept personnes à sa table ne bénéficiât pas d'une allocation plus élevée que s'il n'en avait eu que deux ou trois.

Le second paragraphe de l'article précise le caractère de cette allocation : elle est donnée par producteur et par an.

D'après l'article 2, ajouté au cours de la discussion sur la proposition de M. Renault-Morlière et de plusieurs de ses collègues, les métayers ou colons partiaires auront droit à la totalité de l'allocation en franchise accordée par la loi à titre de consommation familiale, lorsqu'ils produiront, en même temps que leur déclaration de mise en œuvre, un certificat par lequel le bailleur renonce au bénéfice de cette allocation sur sa part de récolte.

L'article 3 donne enfin satisfaction à une réclamation qui s'était déjà produite dans les interpellations de novembre 1903 et qui n'avait cessé de se produire depuis. Les bouilleurs réclamaient la prise en charge simplement *pour mémoire* des vieilles eaux-de-vie possédées par le récoltant au moment de la déclaration. Sous l'empire de la législation de 1903 ces vieilles eaux-de-vie étaient prises en charge absolument au même titre que les jeunes. La conséquence était déplorable. Cet impôt rétroactif, atteignant les eaux-de-vie fabriquées sous l'empire d'une législation différente, avait pour plus clair résultat d'empêcher les détenteurs de stocks de distiller.

Dorénavant, « les alcools fabriqués avant le 31 mars 1903 et possédés par des bouilleurs de cru ne seront désormais pris en charge que pour mémoire à la suite d'une première déclaration de fabrication, à condition qu'ils soient emmagasinés dans des locaux distincts et que le service ait été

appelé à les reconnaître huit jours au moins avant toute opération de distillation ».

L'obligation d'indiquer le volume et le rendement présumé des matières premières, si pleine de difficultés dans la pratique et si périlleuse (quoiqu'en dise l'administration), disparaît avec l'article 4, mais à la condition que les bouilleurs réclament dans leur déclaration de fabrication le concours des employés pour cette détermination.

L'article 5 accorde les facilités demandées pour la circulation des alambics dans l'intérieur d'une même recette ruraliste.

La loi de finances de 1905, pour faciliter autant que possible l'accès des ateliers publics de distillation; avait décidé que les récoltants auraient la faculté d'y transporter les matières à distiller et, dans certains cas, d'en ramener les alcools fabriqués moyennant un acquit-à-caution dont le coût est fixé à 0 fr. 10, timbre compris. Il existe des régions où chaque bouilleur, pour ainsi dire, possède un alambic, et où, dans tous les cas, les alambics se prêtent facilement entre voisins. Les députés de la Haute-Saône, notamment, ont pensé que dans leur région un grand nombre de bouilleurs se rendraient volontiers à l'atelier public, s'ils pouvaient transporter sans grands frais leur appareil. Il n'y avait aucune raison de ne pas donner, pour le transport des alambics, les mêmes facilités que pour celui des matières

distillables et d'exiger une expédition plus coûteuse pour l'instrument que pour les matières premières. Aussi la Chambre a-t-elle voté ce que lui proposait la commission :

« Est fixé à 0 fr. 10, timbre compris, le coût des acquits-à-caution qui doivent accompagner les alambics dûment scellés, appartenant à des bouilleurs de cru, lorsque ces alambics seront déplacés dans le ressort de la recette ruraliste où ils se trouvent. Ces acquits seront délivrés dans la commune même ».

L'article 6 a pour but de donner une extension au droit d'utiliser les acquits blancs.

En principe, l'acquit blanc est seulement délivré aux producteurs qui, postérieurement à la loi de 1903, ont distillé sous le contrôle de l'administration. Mais il y a des bouilleurs de cru qui, depuis la loi du 29 décembre 1900, distillaient sous le contrôle de la régie : ce sont ceux que visait l'article 10, § 2, aujourd'hui abrogé par la dernière loi de finances. Pourquoi ne pas leur délivrer l'acquit blanc, au même titre qu'aux assujettis de la loi de 1903 ?

L'article 6 le leur permet désormais. Ils pourront obtenir l'acquit blanc avec certificat d'origine pour les alcools naturels distillés sous le contrôle de la régie.

Enfin, l'article 7 donne, au bouilleur de cru qui

transporte son domicile dans une localité située dans le même canton ou les communes limitrophes et non sujettes aux droits d'entrée ou d'octroi, le droit de continuer à bénéficier dans son nouveau domicile de l'allocation prévue à l'article 1^{er} de la loi.

Cette proposition de loi votée par la Chambre des députés le 20 avril 1905, après la déclaration d'urgence, a été transmise au Sénat à la même date. Le rapport a été déposé le 13 juillet par M. Courrégelongue.

CHAPITRE V

LA LOI DU 8 AOUT 1905 ET LES BOUILLEURS DE CRU.

Cette loi, relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux, ne nous intéresse pas directement ; mais nous ne pouvons pourtant clore cette étude sans dire un mot de certaines dispositions qui, bien que concernant le régime des alcools en général, ont une grande importance pour les bouilleurs de cru.

Nous allons seulement glaner dans cette loi les quelques articles qui offrent pour nous un intérêt particulier.

Le premier auquel nous devons nous arrêter, l'article 14, vient modifier l'article 237 de la loi du 28 avril 1816 et apporter de sérieuses garanties au principe de l'inviolabilité du domicile. Il est indispensable d'avoir bien présentes à l'esprit les dispositions de l'article 237 pour saisir toute la portée de l'article 14.

L'article 237 de la loi de 1816 dispose : « En cas

de soupçon de fraude à l'égard des particuliers non sujets à l'exercice, les employés pourront faire des visites dans l'intérieur des habitations, en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du commissaire de police, lesquels seront tenus de déférer à la réquisition qui lui en sera faite et qui sera transcrite en tête du procès-verbal.

« Ces visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur du grade de contrôleur au moins, qui rendra compte des motifs au directeur du département.

« Les marchandises transportées en fraude, qui, au moment d'être saisies, seraient introduites dans une habitation pour les soustraire aux employés, pourront y être suivies par eux, sans qu'ils soient tenus, dans ce cas, d'observer les formalités ci-dessus prescrites ».

D'après l'article 14 de la loi du 8 août 1905, aucune visite des employés de la régie ne pourra être faite dans l'intérieur des locaux servant exclusivement à l'habitation des particuliers non sujets à l'exercice, sans qu'elle ait été préalablement autorisée par une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement ou du juge de paix du canton. On voit combien cette garantie est sérieuse.

L'article suivant, l'article 15, offre avec l'article 19 de la loi de finances du 23 avril 1905 une analogie

presque complète. Nous avons en poursuivant l'étude de cette loi réservé l'examen de l'article 19, mais nous nous apercevons au moment de l'insérer à sa place, qu'il se confond à peu près complètement avec notre article 15, à tel point que la plupart des termes sont les mêmes. L'examen de ces deux articles ne fera donc qu'un seul et même objet.

La hâte avec laquelle ont été votées la loi de finances et cette loi sur les fraudes doit être la cause de ce double emploi. Sans aller aussi loin que M. Antonin Dubost, disant que le Sénat ne pouvait consentir à voter aussi rapidement la proposition de loi sur les fraudes « sans faire litière de sa dignité et de son honneur », peut-être nous sera-t-il permis de regretter une rapidité dont l'œuvre du législateur a certainement souffert.

Loi de finances du 23 avril 1905

ARTICLE 19

« L'article 237 de la loi du 28 avril 1816 est complété ainsi qu'il suit :

L'ordre de visite prévu au § 1^{er} devra, à peine de nullité, indiquer sommairement les motifs sur lesquels la régie base son soupçon de fraude. Il devra être, avant toute visite,

Loi du 8 août 1905

ARTICLE 15

«
Id.

L'ordre de visite prévu au § 1^{er} de visite est obligatoire pour tous les employés ; il devra, à peine de nullité. de fraude.

visé par l'officier de police judiciaire qui accompagnera les agents ; il devra, en outre, avant toute perquisition, être lu à l'intéressé, ou à son représentant, qui sera invité à le viser. En cas de refus par l'intéressé ou son représentant de viser l'ordre de visite, il sera passé outre, mais mention du refus sera faite au procès-verbal.

Sur la demande de l'intéressé ou de son représentant, copie de l'ordre de visite lui sera remise dans les trois jours.

Les commissaires spéciaux de police ne pourront, en aucun cas assister les employés dans les visites prévues au présent article. »

Une dénonciation anonyme ne saurait servir de base à un soupçon de fraude.

L'ordre de visite devra être, avant toute visite, etc.

Id.

Id.

Les commissaires de police ordinaires ne pourront exercer leurs fonctions que dans leur canton ou dans les cantons de leur arrondissement où il n'existe pas d'autres commissaires de police. ».

L'article 15 dit d'abord que l'ordre de visite est obligatoire pour tous les employés. L'article 19 ne le dit pas en termes formels, mais il implique cette obligation ; il dit en effet « l'ordre de visite prévu par la loi de 1816 », or, la loi de 1816 dit : « Ces

visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur... ». Il ressort donc de ces termes que l'ordre de visite est bien obligatoire. L'article 15 a pourtant voulu l'affirmer d'une façon formelle pour éviter des abus qui se produisaient : il arrivait souvent que la réquisition était délivrée après coup ou qu'elle était donnée en blanc.

L'ordre de visite devra « indiquer sommairement les motifs sur lesquels la régie base son soupçon de fraude ». Cette prescription était trop juste pour être sérieusement discutée. Le soupçon de fraude a toujours besoin d'être motivé ; il faut au moins que la personne « soupçonnée » sache pourquoi on la « soupçonne », et il n'est que trop évident qu'un « soupçon » de fraude demande à être basé sur une apparence de vérité qui ait au moins quelque consistance.

Avec le 3^e paragraphe de l'article 15, le législateur a voulu flétrir le délateur qui n'a pas le courage de se faire connaître, trahissant ainsi le peu de fondement de son accusation ou la bassesse des sentiments qui le font agir.

Le reste de l'article, clair par lui-même, a pour but de renforcer toutes les garanties qui sont dues à des contribuables.

Enfin, par son dernier alinéa, l'article 15 a voulu éviter l'emploi abusif des commissaires de police, suivant si complaisamment les agents du service en

dehors même de leur ressort, et augmentant ainsi les frais.

« Il y a longtemps, dit le rapporteur général, que les maires des communes ont cessé de plaire à l'administration comme collaborateurs. Ils ont, paraît-il, une exagération de scrupules. On a mieux. On prend un commissaire de police, lequel bien véhiculé, bien nourri, bien payé par l'administration, ne demande qu'à être requis souvent (1). Accompagné de cet officier de police, on va faire des visites un peu partout, « comme cela donne », nous disait un jour un agent de la régie. On est parti pour visiter le domicile d'un particulier dans tel hameau. L'opération a été plus rapide qu'on ne le supposait. On occupe les moments disponibles en perquisitionnant chez quelques voisins. Un « soupçon de fraude » ne vient jamais seul. Et lorsque le « soupçon de fraude » qui portait sur l'alcool n'est pas justifié par une découverte de ce liquide, on sort quand même avec un procès-verbal dont deux ou trois allumettes de contrebande auront été la cause ».

D'après l'article 16, après les visites domiciliaires effectuées dans les conditions prévues par l'article 237, les agents devront remettre en état les locaux visités.

1. Les commissaires de police peuvent exercer leurs fonctions hors de leur ressort, dans les cas prévus par l'article 237 de la loi de 1816 (l. 12 octobre 1897).

Cette prescription a pour but d'éviter une pénalité spéciale que la loi n'a pas prévue. Lorsque les agents perquisitionnent dans une maison, ils mettent parfois tout à sac, vidant les armoires, enlevant les matelats des lits ; le citoyen qui s'est vu dresser deux ou trois procès pour quelques centilitres d'alcool, quelques allumettes trouvées sur la cheminée, etc., et dont la maison a été ainsi envahie, n'a comme suprême consolation que la peine du nettoyage et de la mise en ordre de ses meubles.

S'il a échappé aux « brigades volantes », il doit s'estimer heureux ! et remettre en ordre sa maison bouleversée.

Quoi ! ce n'est pas encor beaucoup
D'avcir de mon gosier retiré votre cou !

La loi du 8 août a voulu faire cesser cette pratique des employés de la régie.

L'article 16 poursuit, *in fine* : « L'officier de police judiciaire consignera les protestations qui viendraient à se produire dans un acte motivé dont copie sera remise à l'intéressé. »

Il fallait encore mettre fin à un autre abus. Il arrivait souvent que des agents intervenaient dans la rédaction de procès-verbaux, alors qu'ils n'avaient pris aucune part à la constatation de faits délictueux ; ils étaient venus tardivement, quelquefois

même ils n'étaient pas venus du tout. L'article 17 exige, à peine de nullité, que les procès-verbaux soient exclusivement rédigés par les agents qui ont pris une part personnelle et directe à la constatation du fait qui constitue la contravention.

De plus, la cause exacte de la saisie devra être énoncée. Il ne suffira plus aux agents de dire dans leur procès-verbal qu'il a été contrevenu aux « lois et règlements sur les contributions indirectes ». Ces lois et règlements sont trop nombreux, hélas ! et, comme le dit M. Lauraine, « la présomption salutaire que nul n'est censé ignorer la loi est un guide insuffisant pour amener le malheureux contrevenant à retrouver les textes qu'il a violés sans les connaître ».

L'article 23 atténue les peines pour les contrevenants de bonne foi. Il nous suffira de le mentionner :

« Le deuxième paragraphe de l'article 19 de la loi du 29 mars 1897 est modifié ainsi qu'il suit :

En matière de contributions indirectes et par application de l'article 463 du Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie, à modérer le montant des amendes et à libérer le contrevenant de la confiscation, sauf pour les objets prohibés, par le paiement d'une somme que le tribunal arbitrera et qui ne

pourra en aucun cas être inférieure au montant des droits fraudés.

Cette disposition cessera d'être applicable en cas de récidive dans le délai d'un an. »

L'article 24 permet aux tribunaux de faire bénéficier de la loi Bérenger les contrevenants aux lois et règlements des contributions indirectes, si l'inculpé n'a jamais été l'objet d'une procès-verbal entraînant une amende supérieure à 600 francs. Il n'était pas admissible qu'on refusât au malheureux vigneron, contrevenant de bonne foi, ce dont on faisait bénéficier le voleur, le faussaire ou l'escroc !

L'article 25 tend à authentifier réellement les alcools naturels de vins, cidres, marcs et fruits. D'après la loi de 1903 les titres de mouvement blancs indiquent la substance avec laquelle les spiritueux auront été fabriqués ; notre article 25 permet d'y ajouter le lieu d'origine, sur la demande des expéditeurs. A côté de l'indication de la substance, vin, cidre, marc ou fruits, figurera la mention de la région : Midi, Cognac, Armagnac, Normandie, Bourgogne, etc.

Le certificat créé par la loi de 1903 a ainsi sa véritable portée et remplit réellement le but pour lequel il a été institué : il garantit à l'acheteur l'authenticité de la marchandise vendue.

Mais il faut encore que le consommateur puisse

connaître aisément quel alcool on lui vend lorsque le titre du mouvement ne parvient pas jusqu'à lui. C'est pour assurer ce résultat que fut voté l'article 26 :

« Aucun spiritueux ne pourra être exposé, colporté ni vendu sans que les fûts, caisses, bouteilles qui le contiennent portent sur une étiquette très apparente la mention du mouvement qui a accompagné la marchandise, concernant les substances avec lesquelles l'alcool que contient les spiritueux a été fabriqué. »

Cette disposition, d'une portée considérable, avait été proposée en 1903 à la Chambre, qui l'avait déjà adoptée, par MM. Lauraine et Réveillaud. Le Sénat la rejeta. Et peut-être l'aurait-il rejetée encore, si la loi n'avait pas été votée avec la précipitation dont nous avons parlé. Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Monis, disait en parlant de cet article : « l'article 26 du projet qui vous est soumis a certainement le défaut d'être absolument impraticable, mais, pas bonheur, il n'est assorti d'aucune sanction et ne peut être l'objet d'aucune pénalité. Il est donc simplement inutile » (1).

L'utilité de la disposition n'est pas contestable. Si l'article 26 peut être appliqué sans que la vérité soit faussée ; si les fûts, caisses, bouteilles portant

1. *J. Off.*, séance du 13 juillet 1905, Déb. parl., p. 1236.

une étiquette exacte sur laquelle sera mentionné l'alcool que contient le spiritueux fabriqué, les bouilleurs de cru peuvent se réjouir, et particulièrement ceux des Charentes, de l'Armagnac, de la Bourgogne même, dont le marc est réputé; ils trouveront dans le bienfait de cette disposition une large compensation à la gêne et aux vexations qui leur ont été imposées depuis 1903 : c'est l'assurance de vendre leurs produits à un prix rémunérateur.

Mais si cette sage prescription de la loi se trouvait tournée, nous verrions ce que nous avons déjà vu sous l'empire de la loi de 1872, avec les acquits de différentes couleurs : la loi donner une espèce de sanction officielle à la fraude commerciale qu'elle recouvre

CHAPITRE VI

PROPOSITION DE LOI D'AMNISTIE POUR LES CONTRAVENTIONS COMMISES PAR LES BOUILLEURS DE CRU.

La commission des boissons, qui avait à examiner les diverses questions que rapportèrent d'une part M. Lauraine, d'autre part M. Morlot, fut aussi saisie d'un amendement de M. Laurent Bougère à la loi de 1905 et d'un projet de résolution de M. Lasies, relatifs à une amnistie pour les contraventions commises par les bouilleurs de cru. Le rapport de M. Jeanneney fut déposé le 30 mars 1905 et la Chambre, dans sa première séance du 23 juin 1905, vota avec quelques modifications la proposition de loi qui lui était soumise.

Les dispositions insérées par la Chambre dans le projet de loi de finances de 1905, celles qui devaient sortir de la discussion des rapports de MM. Lauraine et Morlot, témoignaient de la volonté de ten-

dre à un régime plus simple, plus équitable et plus respectueux des égards dus au petit récoltant.

Elles auraient été incomplètes, et l'œuvre désirable d'apaisement serait restée inachevée si, dans la mesure du possible, les traces des exagérations anciennes, des tâtonnements auxquels avait donné lieu le travail législatif ou réglementaire n'avaient pas dû être effacées par une disposition d'amnistie.

Voici intégralement le texte voté par la Chambre :

Art. 1^{er}. — Amnistie pleine et entière est accordée en raison des contraventions commises au 1^{er} juin 1905 par les bouilleurs de cru, les bouilleurs ambulants, les exploitants d'ateliers publics ou privés et les syndicats et associations coopératives de distillation, à l'encontre des articles 12 à 22 inclus de la loi du 31 mars 1903 et du décret du 19 août suivant rendu pour leur exécution.

Art. 2. — Seront exclus de la présente amnistie :

1° Les contrevenants qui auront été condamnés à des pénalités (amende et confiscation y compris les décimes) supérieures à 1.000 francs et ceux qui, bien que non condamnés, auront commis des infractions pour lesquelles le minimum des pénalités édictées est supérieur à 1.000 francs ;

2° Ceux qui, ayant été l'objet d'une condamnation passée en force de chose jugée au moment de la promulgation de la présente loi, n'auront pas justifié du paiement des droits.

Art. 3. — Toutes sommes, autres que les droits, restant dues par les contrevenants en suite de condamnations encourues ou de transactions souscrites ne seront pas recouvrées.

Celles qui ont été, pour les mêmes causes, acquittées par eux pour des contraventions postérieures au 1^{er} avril 1904 seront restituées, sous déduction toutefois du montant des droits et frais, ainsi que des sommes déjà encaissées par les agents en vertu de l'article 3 du décret du 22 avril 1898.

Ces restitutions seront opérées d'office par l'administration dans les six mois de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Le paiement des droits et frais ne sera pas exigé des contrevenants qui auront justifié de leur indigence au moyen d'un certificat du maire, établi dans les formes prescrites par l'article 420 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 28 juin 1877.

Cette proposition de loi, réservant le bénéfice de l'amnistie aux petits contrevenants, à ceux que leur inexpérience rend en général excusables et dont la situation modeste réclame en outre plus de bienveillance, faisait une œuvre de réparation nécessaire. Elle apportait la clémence et l'apaisement.

CONCLUSION

Nous sommes arrivé au terme de notre étude. La route que nous nous étions tracée était longue, et si nous avons réussi à la parcourir tout entière, ce n'est pas sans avoir quelquefois laissé de côté certains points qui peut-être n'auraient pas mérité cet oubli. Mais dans la législation des bouilleurs de cru, la complexité est telle, qu'un seul de nos chapitres, traité à fond, eût suffi à faire l'objet d'un travail sérieux. Nous avons préféré donner de cette question, toujours d'actualité, une vue d'ensemble.

Nous avons pris la législation dès son début ; nous avons vu le privilège subir une première atteinte avec la loi du 29 décembre 1900 ; nous avons examiné le point culminant de la réglementation avec la loi de 1903, et les décrets réglementaires et les circulaires ; il nous restait à descendre la pente reconfortante qui doit amener nos populations des campagnes à une vie plus douce : nous l'avons fait en étudiant les efforts des bouilleurs depuis 1903 et

les améliorations qu'ils ont apportées : interpellations des 26 et 27 octobre 1903, dont les résultats se traduisirent dans les instructions des 30 octobre et 21 novembre 1903 ; loi de finances du 23 avril 1905 ; proposition de loi, conclusion du rapport Morlot ; loi du 8 août 1905 ; proposition de loi d'amnistie.

Les efforts des bouilleurs de cru n'ont pas été vains ; la loi du 31 mars 1903 a été élaguée, redressée, améliorée. Elle va avoir une application moins tumultueuse et tout porte à croire que nous allons voir revivre l'habitude de nos vignerons de distiller leur récolte en totalité ou en partie, soit lorsque le vin est d'excellente qualité (l'eau-de-vie faite avec un produit de choix atteindra quelques années plus tard un prix élevé) ; soit lorsqu'il est de très mauvaise qualité, ou en très grande quantité, car les prix sont alors avilis : le bouilleur en distillant sa récolte a un moyen de la conserver sous un petit volume et de la vendre un prix rémunérateur ; en attendant le moment propice.

Aujourd'hui plus que jamais, en effet, on peut dire que « la distillation est l'exutoire nécessaire de la production viticole ». Les vignobles sont reconstitués, les cépages américains greffés produisent plus abondamment que les anciens plans directs, les vignes sont cultivées avec plus de soin : il faut que le bouilleur puisse, en distillant sa récolte,

échapper à l'avilissement des prix qui accompagne l'abondance. Or, la loi de 1903 telle qu'elle avait été votée apportait de graves entraves à la distillation ; il n'est que trop douloureusement incontestable que cette réglementation, pendant quelque temps inextricable, a été une barrière que beaucoup n'ont pas osé franchir ; et le nombre est grand des petits bouilleurs qui ont à vil prix donné leurs produits, plutôt que de voir venir chez eux les agents qu'ils redoutent.

Ce grave défaut, cette infraction à la règle fondamentale d'après laquelle l'impôt ne doit pas déranger le mécanisme de la production nationale, ont stigmatisé la loi du 31 mars 1903.

Pourtant, nous croyons venu le moment de sa réhabilitation. Améliorée comme elle l'a déjà été grâce aux efforts des bouilleurs, elle commence à produire les effets qu'on en attendait. Les récoltants commencent à se familiariser avec elle : il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur les tableaux que nous donnons en annexes.

D'après le tableau I, le nombre des bouilleurs dont la production est contrôlée était :

En 1904 de. . .	470.466
En 1903 de. . .	108.515

soit une augmentation en 1904 de 361.951 bouilleurs.

Le nombre des bouilleurs dont la production n'est pas contrôlée mais qui ont fait des déclarations de fabrication (bouilleurs de l'art. 21) était :

En 1904 de. . . . 514.463

En 1903 de. . . . 302.660

soit une augmentation en 1904 de 211.803 bouilleurs.

Les quantités totales d'alcool fabriquées par les premiers offrent sur 1903 une augmentation de 65.612 hectolitres.

L'évaluation approximative des quantités totales fabriquées en 1904 par les seconds offre sur 1903 une augmentation de 29.989 hectolitres.

Sans doute, comme on le remarque dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du ministère des finances, l'accroissement de la production des eaux-de-vie de vins, cidres, marcs, lies et fruits, doit être attribuée à la hausse des cours des trois-six d'industrie ; aussi à l'importance exceptionnelle de la récolte des vins, des cidres et des fruits en général ; mais il faut aussi l'attribuer à ce fait que, déjà dans le courant de 1904, les bouilleurs commencent à se familiariser avec la loi de 1903, ils la craignent moins : ils se remettent peu à peu à distiller. Nous sommes convaincu que leur nombre pour 1905 sera plus élevé que pour 1904, et que les années suivantes le verront encore s'ac-

croître, jusqu'à ce qu'il soit devenu normal, c'est-à-dire ce qu'il était avant 1903.

Une conséquence découle logiquement de cet accroissement du nombre des bouilleurs et des quantités d'alcool fabriquées par eux ; c'est une augmentation de rendement dans l'impôt.

Cette augmentation de rendement est le but poursuivi par la loi, son but pour ainsi dire unique (1). La plus-value de 80 millions escomptée par le ministre des Finances n'est pas loin d'être atteinte ; elle vient lentement, graduellement, mais elle avance sûrement.

En 1902, c'est-à-dire avant l'existence de la loi, la quotité moyenne de l'impôt par habitant est de 7.50 ; le total des droits perçus sur les alcools est de 301.287.000 ;

En 1903, quotité moyenne : 8.14 ; droits totaux perçus : 326.036.000.

En 1904, quotité moyenne : 8.98 ; droits totaux perçus : 359.417.000 (2).

L'augmentation sur 1902 du total des droits perçus en 1904 est donc de 58.130.000. Les 80 millions prévus par le ministre seront atteints et dépassés d'ici quelques années.

La loi de 1903 ne produit pas encore en effet

1. Cf. p. 3.

2. Voir tableau II. Annexes.

tout ce qu'elle peut produire. D'une part, un grand nombre de bouilleurs, soit par crainte, soit par esprit d'indépendance, ne se sont encore pas remis à distiller ; les stocks de vieilles eaux-de-vie, d'autre part, servent actuellement à alimenter en fraude les voisins du bouilleur ; mais après l'épuisement de ces stocks, qui ne saurait tarder, cette fissure de l'impôt disparaîtra ; le temps, ce remède souverain, dissipera les appréhensions des récoltants qui n'ont encore osé distiller, et nous verrons alors le but fiscal de la loi largement atteint.

Nous accueillerons avec plaisir ce résultat, car ce que nous avons critiqué dans la loi de 1903, ce n'est pas son but ; ce n'est pas non plus, certes, le principe de l'égalité devant l'impôt qu'elle veut faire appliquer : les intérêts du Trésor sont précieux, et l'égalité devant l'impôt est nécessaire ; mais nous avons critiqué dans la réglementation certains détails pratiques inutilement vexatoires et qui ne nous ont pas paru indispensables à la sauvegarde des intérêts du Trésor.

La législation des bouilleurs de cru, telle qu'elle est actuellement, et telle qu'elle sera lorsque le Sénat aura voté la proposition de loi, conclusion du rapport Morlot, leur laisse encore une part de privilège et une liberté assez grande. On parle depuis longtemps de supprimer privilège et liberté en

attribuant à l'Etat le monopole de la fabrication ou de la vente de l'alcool.

Avec le monopole de la vente, moins difficile à faire fonctionner que celui de la fabrication, on obtiendrait, dit-on, ce double résultat de ne fournir à la consommation que des alcools inoffensifs pour la santé et la morale publique et de procurer à l'Etat une recette nette d'environ 8 à 900 millions, dépassant par conséquent de 450 à 550 millions le produit des taxes actuelles sur les spiritueux.

Cette augmentation de recettes paraît énorme, et peut-être là encore y aurait-il des mécomptes. Ce qui est certain, c'est que le monopole déprimerait la liberté commerciale et accroîtrait le personnel administratif et les moyens d'influence de l'Etat : toutes choses également à redouter.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas probable que le monopole de l'alcool soit de sitôt établi en France. Personnellement pourtant, nous le verrions venir sans crainte : les contrées dans lesquelles l'eau-de-vie est réputée sont comprises dans d'étroites limites, et tout porte à croire que, les mélanges commerciaux cessant avec le monopole, et les produits de ces régions étant par conséquent en quantité restreinte, le prix des cognacs, des armagnacs, atteindrait un taux rémunérateur.

En résumé (nous le disions d'ailleurs tout au

début de cette étude), nous ne sommes pas un adversaire irréductible de la réglementation du privilège. Il fallait empêcher la fraude et faire aller au trésor ce qui lui revenait : c'est le but que poursuivait la loi du 31 mars 1903, et nous pensons qu'elle l'aura atteint grâce aux efforts des bouilleurs depuis sa promulgation. En atténuant les rigueurs primitives de la législation, ils ont permis au petit récoltant de reprendre ses habitudes de distillation, ils ont enfin fait recouvrer la liberté aux plus humbles et aux plus intéressants producteurs de ce pays, à ceux qui en font la richesse et la force !

Thenac, 1^{er} septembre 1905.

VU :

Le Président de la thèse,
FERNAND FAURE.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L.^{LIARD}.

SUPPLÉMENT

Lorsque nous nous étions arrêté dans cet exposé, en septembre 1905, deux propositions de loi, l'une et l'autre adoptées par la Chambre des députés, restaient en suspens.

La première en date, que nous avons étudiée dans le Chapitre IV de la seconde partie, avait pour objet de modifier diverses dispositions relatives au régime des boissons, et fut adoptée par la Chambre des députés le 20 avril 1905. Nous allons la suivre au Sénat et voir comment elle y fut vite abandonnée et remplacée par l'article unique qui devint la loi du 27 février 1906, rétablissant le privilège.

Disons seulement un mot de la seconde à laquelle nous ne reviendrons plus ensuite. Elle était intitulée : *Proposition de loi d'amnistie pour les contraventions commises par les bouilleurs de cru*. Cette proposition, discutée d'urgence à la Chambre des députés, fut adoptée par elle le 23 juin 1905, et nous donnions dans notre Chapitre VI son texte intégral et notre

appréciation. Nous n'y revenons pas. Le rapport de M. Vagnat fut déposé sur le bureau du Sénat dans la séance du 16 décembre 1905, et la proposition, qui bénéficia de la déclaration d'urgence, fut adoptée le même jour, au scrutin, sans discussion. Une seule modification de forme : les quatre articles étaient réunis pour ne plus former qu'un article unique qui devint la loi du 23 décembre 1905.

Voyons maintenant ce qu'il advint de la proposition votée par la Chambre des députés le 20 avril 1905.

Le rapport, comme nous le disions à la fin de notre Chapitre IV, fut déposé par M. Courrégelongue sur le bureau du Sénat le 13 juillet 1905 ; mais il n'était plus question de la proposition, qui venait lentement à l'ordre du jour, lorsqu'une disposition additionnelle adoptée par la Chambre (1), lors de la discussion du projet de loi relatif à deux douzièmes provisoires, vint brusquement réveiller la haute Assemblée.

Cet amendement, déposé par M. Paul Coutant, était ainsi conçu : « *Les propriétaires distillant les marcs, vins, cidres et poirès, prunes, cerises, prunelles et lies qui proviennent exclusivement de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable*

1. Ch. des dép., 2^e séance du 23 février 1906, *Déb. parl.*, p. 987.

et affranchis de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906 ». C'était purement et simplement le rétablissement du privilège.

Le Président du Conseil, M. Rouvier, qui n'avait réussi à faire voter la loi du 31 mars 1903, lorsqu'il était Ministre des finances, qu'après une lutte extrêmement longue et acharnée, s'éleva avec force contre ce procédé insolite et irrégulier qui consistait à incorporer dans une loi de douzièmes provisoires une réforme aussi complexe que celle-là. « Il est de principe, disait-il, que la loi de douzièmes provisoires est en quelque sorte la tacite reconduction du budget précédent et que les douzièmes doivent être votés sous la forme même où le budget se présentait dans cet exercice ». Mais il ne pouvait plus compter sur la majorité qui l'avait soutenu en 1903 ; la mévente des vins, l'intensité de la crise viticole avaient changé la situation, et le nombre des représentants des bouilleurs de cru s'était accru d'une centaine de voix qui refusaient maintenant de répondre à l'appel du Gouvernement. M. Rouvier n'attacha au vote aucun caractère de confiance, et l'amendement fut adopté par 337 voix contre 209.

Le projet de loi concernant l'ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de mars et d'avril 1906 fut déposé sur le bureau du Sénat à la séance du 26 février et discuté immédiatement.

Le rapporteur général de la Commission des finances, M. Poincaré, après avoir soutenu lui aussi que l'incorporation de mesures fiscales nouvelles dans un projet de douzièmes était un procédé « insolite et irrégulier » que le Sénat ne pouvait pas admettre, s'exprimait en ces termes : « Des deux mesures que la Chambre a introduites dans la loi de douzièmes, l'une (1) — celle qui concerne les bouilleurs de cru — n'a, par elle-même, rien qui puisse choquer plusieurs membres de votre Commission. Elle comporte la suppression de la déclaration préalable et de l'exercice, c'est-à-dire de formalités dont quelques-uns d'entre nous avaient combattu l'établissement et qu'ils restent disposés à abolir dans une loi spéciale.

Mais il est d'autant plus indispensable de suivre, dans cette question, la procédure ordinaire, que vous êtes saisis, depuis le 13 juillet dernier, d'un rapport rédigé, au nom de la Commission du régime des boissons, par notre honorable collègue M. Courrégelongue et que, si vous le désirez, cette Commission est à même de nous soumettre immédiatement un projet qui est inscrit à l'ordre du jour » (Très bien ! Très bien !) (2).

Voilà donc à l'ordre du jour du Sénat, dans cette

1. La seconde mesure était la réduction de la taxe postale.

2. *J. Off.*, Sénat, séance du 26 février 1906, *Déb. parl.*, p. 165.

séance du 26 février 1906, la proposition de loi adoptée par la Chambre le 20 avril 1905.

M. Antoine Perrier, Président de la Commission des boissons, monte à la tribune et annonce que la Commission vient de délibérer à nouveau, le jour même, sur cette proposition et qu'elle apporte une nouvelle disposition en un article unique, reproduction identique de l'amendement adopté par la Chambre trois jours auparavant.

« Messieurs, comme vous l'avez compris immédiatement à la lecture, cet article est la reproduction textuelle de ce qui a été voté à la Chambre des députés dans la séance du 23 février 1906, et je n'hésite pas à vous déclarer très nettement que le projet tend au rétablissement du privilège des bouilleurs de cru » (Bruit).

Le Président du Conseil, craignant de se voir refuser les deux douzièmes s'il retournait devant la Chambre sans avoir obtenu le vote du Sénat, convaincu qu'il ne pourrait obtenir un budget avant les élections s'il ajournait jusqu'à la loi de finances l'examen de la question des bouilleurs, demanda la discussion immédiate. L'ordre du jour fut interverti, l'urgence déclarée, et la proposition fut votée par 207 voix contre 67.

Le lendemain 27 février, dans sa deuxième séance, la Chambre adoptait une seconde fois la proposition qui venait d'être votée par le Sénat, disjointe par

lui du projet de douzièmes et transformée en un article unique. Le Président du Conseil, accablé par les remerciements de ceux qui l'avaient jusque-là combattu, se borna à affirmer, que s'il s'était incliné devant la volonté du Parlement, non pas converti à des doctrines autres que celles qu'il avait toujours professées mais s'inclinant devant une nécessité politique, il espérait bien que le Ministre des finances et ceux qui lui succéderaient s'appliqueraient à surveiller et à poursuivre la fraude avec d'autant plus d'énergie que les fraudeurs seraient encore moins dignes d'indulgence que jamais.

La loi rétablissant le privilège fut promulguée le lendemain et prit la date du 27 février 1906. Cette loi, qui détruisait d'un seul coup l'édifice élevé au prix de tant de luttes, porte le titre modeste de : *Loi modifiant diverses dispositions relatives au régime des boissons.*

Mais M. Rouvier, en faisant voter la loi du 27 février 1906, avait même été plus loin que ne le désiraient les représentants des petits propriétaires, et c'est presque à juste titre qu'on avait pu l'accuser de se montrer plus favorable aux bouilleurs de cru que les bouilleurs de cru eux-mêmes.

La loi du 31 mars 1903 contenait en effet dans son art. 23 (1) une disposition qui attribuait aux

1. Cf. p. 81 et s.

alcools de fruits le bénéfice d'un acquit spécial avec certificat d'origine. Ce certificat d'origine était déjà entré en grande faveur auprès de la production et du commerce ; aussi les représentants des bouilleurs de cru tenaient-ils à conserver les dispositions législatives qui permettraient la délivrance de ces acquits spéciaux. « Nous sommes, disait M. Lauraine, des producteurs qui demandent spontanément à être surveillés et qui viennent volontairement donner à l'Etat des garanties ».

Une série de dispositions additionnelles, tendant au maintien à peu près intégral de cette partie de la loi de 1903, furent déposées simultanément à la Chambre et au Sénat par les représentants de la Charente-Inférieure, aussitôt après le vote du rétablissement du privilège dans chacune de ces Assemblées.

Ces dispositions firent l'objet, dans la loi de finances du 17 avril 1906, des art. 10, 11 et 12 que nous nous bornerons à citer, puisqu'ils renvoient eux-mêmes à des articles de la loi de 1903 que nous avons déjà étudiés.

Loi de finances du 17 avril 1906.

Art. 10. — Les dispositions des art. 18, 19, 20, 22, 23, 25 et 26 de la loi du 31 mars 1903, ainsi que l'art. 12, les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'art. 13 et les

art. 14, 15 et 18 de la loi du 22 avril 1905 sont applicables aux bouilleurs de cru qui en auront demandé le maintien à leur égard par une déclaration faite huit jours à l'avance à la recette ruraliste. — Les manquants provenant de déchets de fabrication seront exemptés de tous droits. — L'allocation familiale de 20 litres est accordée annuellement.

Art. 11. — Les bouilleurs de cru, qui font transporter les produits de leur distillation dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie, sont affranchis du droit de consommation et de toute prise en charge, à la condition de faire au bureau de la régie la déclaration préalable de ce transport et de se munir d'un acquit-à-caution.

Art. 12. — Est réduit à 0 fr. 10, timbre compris, le coût des acquits-à-caution qui doivent accompagner les alambics appartenant à des bouilleurs de cru, quand ces alambics seront déplacés dans le ressort de la recette ruraliste où ils se trouvent. Ces acquits seront délivrés dans chaque commune.

Comme on le voit, et ce point est capital, les dispositions auxquelles renvoie l'art. 10 sont applicables *seulement* aux bouilleurs de cru qui en auront demandé le maintien à leur égard.

En somme, si nous jetons un coup d'œil en arrière, nous voyons que presque tout a disparu de la législation si péniblement édifiée depuis 1903 ;

tout est abrogé, hormis les dispositions permettant de délivrer des acquits avec certificats d'origine. Est-ce un bien ? — Nous ne le croyons pas.

Comme nous le disions il y a deux ans dans notre conclusion, les petits récoltants se familiarisaient de plus en plus avec le mode de réglementation qui leur était imposé depuis 1903, et le nombre de ceux qui distillaient aussi bien que, par voie de conséquence, le rendement de l'impôt, augmentaient nettement. Les chiffres des années 1905 et 1906, dont nous n'avons pu faire état, viennent encore à l'appui de notre thèse.

Le nombre de bouilleurs de cru dont la production était contrôlée a été :

En 1905 de. . . . 753.865 (1)

En 1904 de. . . . 470.466 (2)

soit une augmentation en 1905 de 283.399 bouilleurs.

Les quantités fabriquées ont été :

En 1905 de 168.133 hectol.

En 1904 de 84.832

soit une augmentation en 1905 de 83.301 hectol.

Le nombre des bouilleurs dont la production n'est pas contrôlée mais qui ont fait des déclara-

1. *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances* (n° de juillet 1906).

2. Tableau I. Annexes.

tions de fabrication (bouilleurs de l'art. 21), et les quantités fabriquées par eux croissent d'une façon correspondante :

En 1905, 549.446 bouilleurs fabriquent 78.510 h.	
En 1904, 514.463	— 75.886 h.

Sans doute, une première cause de cette augmentation considérable du nombre de bouilleurs et des quantités fabriquées en 1905, comparativement à 1904, peut-être trouvée dans la persistance de la hausse des cours des trois-six d'industrie, et aussi dans l'abondance de la récolte des vins et des cidres en 1904. Cette abondance a naturellement eu pour conséquence de provoquer une baisse sensible des prix de ces boissons et, par suite, de mettre à la disposition des bouilleurs des quantités considérables de matières premières à des prix peu élevés. Mais il est clair que ces deux raisons ne suffiraient pas à expliquer ces augmentations ; il y a un fait indéniable : c'est que les récoltants, habitués à cette réglementation adoucie, se sont mis en masse à distiller leurs produits.

En 1906 (1), nous constatons une diminution énorme du nombre des bouilleurs et des quantités fabriquées. Mais ici il faut distinguer (car cette constatation vient nettement à l'appui de notre argumen

1. *Bulletin* de juillet 1907.

tation), ce qui a diminué, ce n'est pas le nombre *réel* des bouilleurs, mais seulement celui qui fut connu des Contributions indirectes ; en effet, si le nombre des bouilleurs relevé par la Régie fut en 1906 de 123.404 seulement, n'ayant distillé que 58.970 hectol., *il faut bien se garder d'oublier que le Service évalue à 199.000 hectol. (c'est-à-dire à un chiffre presque trois fois plus fort que celui de 1905) la quantité d'alcool produite par les bouilleurs qui n'ont pas été contrôlés.* Nous savons en effet que, sauf pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} mars 1906, la plus grande partie de la fabrication des bouilleurs de cru a été effectuée librement sous le couvert du privilège ; la loi du 17 avril 1906 (art. 10) n'ayant fait revivre la réglementation antérieure qu'à l'égard des récoltants qui désirent bénéficier, pour le déplacement de leurs eaux-de-vie naturelles, des acquits et congés blancs créés par la loi du 31 mars 1903.

Donc, en 1905 le nombre de bouilleurs et la quantité distillée offrent une augmentation sur l'année 1904 qui, elle-même, faisait ressortir une augmentation sur 1903. En 1906 au contraire (le privilège est rétabli) : brusque diminution.

L'examen des chiffres des *droits perçus* depuis 1904 vont à leur tour, bien que d'une façon moins éclatante, renforcer nos conclusions.

Selon nous (et cela est trop logique pour être con-

testé) le rendement de l'impôt devait croître avec la réglementation. Nous avons vu (1) que les quotités moyennes par habitant étaient en 1902 de 7.50, en 1903 de 8.14, en 1904 de 8.98. Jusque-là, les chiffres nous donnent pleinement raison. Mais en 1905 (2), année où la réglementation existe et pendant laquelle nous avons cependant vu 753.865 bouilleurs obéir à la loi de 1903, la moyenne par habitant tombe à 8.22 ! Quelle est la raison de cette diminution ?

Le fait de distiller donne lieu à une prise en charge, mais le paiement de l'impôt peut ne s'effectuer que beaucoup plus tard : le droit qui pèse sur les alcools n'est pas en effet un droit de fabrication, mais de circulation, et nous avons vu que l'art. 19 (3) de la loi du 31 mars 1903 était absolument facultatif.

Il résulte de cet état de choses que, de la baisse de la quotité moyenne de l'impôt par habitant en 1905 il ne faut pas conclure que la réglementation ne doive avoir aucune influence sur le rendement de l'impôt ; elle en aura une indubitablement, mais 3, 4, 10, 20 ans après le jour de la distillation, en un mot *lorsque l'alcool circulera*. — En 1905, la dis-

1. Tableau II. Annexes.

2. *Bulletin* de mars 1906.

3. Art. 19 § 1. Les bouilleurs de cru ont la faculté d'acquitter immédiatement les droits...

tillation portant sur la récolte de 1904 (récolte très abondante) produisit de gros stocks qui, encombrant le marché, avilirent les prix. Conséquence de cet avilissement : les propriétaires ne vendent pas leurs eaux-de-vie, et, par contre-coup, l'impôt n'est pas perçu.

Pour 1906 (1), nous devons tenir le même raisonnement, et cependant la quotité moyenne baisse encore comparativement à l'année précédente au lieu de se maintenir ; de 8.22 en 1905, elle descend en 1906 à 8.19. Selon nous, il n'est pas douteux que cette moins-value, faisant suite à celle de 1905, soit imputable au rétablissement du privilège, et nous pensons même qu'elle aurait été plus considérable encore si elle n'avait été compensée, en partie, par les approvisionnements anticipés auxquels a donné lieu la surtaxe des apéritifs.

Nous avons suffisamment démontré que le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru a été une erreur au point de vue économique et au point de vue financier. Au point de vue économique : car la crainte que nous avons eue à un moment donné de voir les bouilleurs s'abstenir de la distillation était devenue chimérique avec les adoucissements à la loi du 31 mars 1903 ; au point de vue financier, car, indépendamment des pertes éprouvées par le

1. *Bulletin* de mars 1907.

Trésor, il est absolument immoral et même dangereux que tous les citoyens ne soient pas contraints de s'incliner devant ce principe fondamental : l'égalité devant l'impôt.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	1
<i>Qui est « bouilleur de cru » ? — Ce qu'on entend par « privilège des bouilleurs de cru ».</i>	
Qui est « bouilleur de cru » ?	6
Ce qu'on entend par « privilège des bouilleurs de cru »	10

PREMIÈRE PARTIE

Les bouilleurs de cru d'après la législation actuelle.

CHAPITRE PREMIER. — Histoire sommaire des bouil- leurs de cru	15
CHAPITRE II. — Régime des bouilleurs de profession avant la loi de 1900	25
a) Les distilleries industrielles	26
b) — agricoles	26
c) — ordinaires	27
d) — ambulantes	32
CHAPITRE III	34
Section I. — La loi du 29 décembre 1900 et les bouilleurs de cru	34

§ 1. — Création d'une catégorie nouvelle de bouilleurs de cru	36
§ 2. — Comptabilité des bouilleurs ambulants.	44
§ 3. — Formalités à remplir par les détenteurs d'appareils, ou de portions d'appareils, les fabricants et les marchands . . .	46
<i>Section II. — La loi du 31 mars 1903.</i>	51
§ 1 ^{er} . — Surveillance des alambics	54
I. — Détention des alambics	54
II. — Circulation et usage des alambics n'appartenant pas à des loueurs ambulants	55
III. — Régime des alambics appartenant à des bouilleurs ambulants	60
§ 2. — Nouvelle réglementation des bouilleurs de cru.	62
§ 3. — Surveillance de la circulation des alcools	79
<i>Section III. — Les règlements d'administration publique du 19 août 1903.</i>	87
§ 1. — Règlement sur le contrôle des alambics	87
§ 2. — Règlement sur les bouilleurs de cru	94
I. — Bouilleurs de cru se livrant eux-mêmes aux opérations de distillation. . .	96
II. — Bouilleurs de cru faisant distiller à cile avec un alambic ambulant.	103
III. — Bouilleurs de cru faisant distiller dans un local ou sur un emplacement public ou privé déclaré à l'administration . . .	104
IV. — Bouilleurs de cru réunis en association en vertu de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903	108
V. — Bouilleurs de cru qui demandent à bénéficier de l'article 21 de la loi du 31 mars 1903	110

<i>Section IV.</i> — Les arrêtés ministériels pris en exécution de l'article 21 de la loi de 1903. . . .	112
§ 1. — La consultation des Conseils généraux	115
§ 2. — Les arrêtés par département . . .	116

SECONDE PARTIE

Efforts des bouilleurs de cru, depuis la loi du 31 mars 1903, pour améliorer leur situation.

DIVISION DE LA SECONDE PARTIE.	121
CHAPITRE PREMIER. — Objet des interpellations discutées à la Chambre des députés les 26 et 27 octobre 1903.	124
<i>Section I.</i> — Opérations de la régie antérieures à la promulgation des arrêtés ministériels . . .	125
<i>Section II.</i> — Régime des alambics.	126
<i>Section III.</i> — Formes de la déclaration de fabrication	127
<i>Section IV.</i> — Délai dans lequel doit être faite la déclaration, avant le commencement des travaux	130
<i>Section V.</i> — Ecritures imposées aux bouilleurs.	131
<i>Section VI.</i> — Surveillance des bouilleurs.	132
<i>Section VII.</i> — Usage des acquits blancs.	135
<i>Section VIII.</i> — Matières distillables	136
<i>Section IX.</i> — Obligation de distiller à domicile.	137
<i>Section X.</i> — Détermination des moyens de production des bouilleurs.	138
<i>Section XI.</i> — Emploi des alambics à vapeur.	139
<i>Section XII.</i> — Extension du bénéfice de l'article 21	140

CHAPITRE II. — Instructions des 30 octobre et 24 novembre 1903 adressées aux directeurs départementaux par la Direction générale des contributions indirectes.	141
CHAPITRE III. — Loi de finances du 23 avril 1905 (art. 12 à 19)	152
CHAPITRE IV. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier diverses dispositions relatives au régime des boissons, adoptée par la Chambre des députés le 20 avril 1905	160
CHAPITRE V. — La loi du 8 août 1905 et les bouilleurs de cru	165
CHAPITRE VI. — Proposition de loi d'amnistie pour les contraventions commises par les bouilleurs de cru, adoptée par la Chambre des députés le 23 juin 1905	176
CONCLUSION.	179
ANNEXES.	

